

Louvain School of Management

La protection des droits de l'Homme et de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement

Auteur : Olivia CLEMENT
Promoteur : Eric CORNUEL
Année académique 2021-2022
Master [120] en sciences de gestion, à finalité spécialisée
Horaire de jour

Remerciements

Je tiens à remercier mon promoteur, Monsieur Cornuel, pour son soutien, ses précieux conseils et pour l'intérêt qu'il a porté à la réalisation de ce travail.

Sa présence m'a mis en confiance et ses encouragements m'ont permis d'écrire ce mémoire sereinement.

Table des matières

Introduction générale	1
Question de recherche et structure	2
PARTIE 1 : LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	4
Chapitre 1 – Fonctionnement d'une chaîne d'approvisionnement	4
1. Définition	4
2. La technologie au sein de la chaîne d'approvisionnement.....	5
3. La gestion de la chaîne d'approvisionnement	6
4. La rupture de la chaîne d'approvisionnement	6
Chapitre 2 – Dommages environnementaux et sociaux au sein de la chaîne d'approvisionnement	7
1. Dommages environnementaux.....	7
2. Solutions	9
2.1. Management Durable de la Supply Chain.....	9
2.2. Exemple de l'industrie textile	11
3. Dommages sociaux.....	15
4. Solutions	17
4.1. Exemple du Rana Plaza	18
PARTIE 2 : LE DEVOIR DE VIGILANCE EN MATIERE DES DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX .	21
1. Chapitre 1 – Le devoir de vigilance	21
1. Le devoir de l'Union européenne.....	21
2. Study on due diligence requirements through the supply chain	25
2.1. Le concept de vigilance raisonnable	25
2.2. Les pratiques du marché	26
2.3. Le rapport du Parlement européen du 10 mars 2021	27
Chapitre 2 – L'harmonisation des législations européennes	28
1. Les initiatives législatives des pays précurseurs en matière de durabilité	29
1.1. L'Angleterre	29
1.2. La France	31
1.3. Les Pays-Bas.....	32
1.4. L'Allemagne	33
1.5. La Belgique	35
Chapitre 3 – Le plan d'action qui vise à interdire la déforestation	37
1. Une nouvelle règle pour renforcer le devoir de vigilance	37
2. Les nouvelles exigences européennes.....	38
PARTIE 3 : LA CHINE	39

Chapitre 1 – Situation géographique et historique	39
1. La région du Xinjiang	39
Chapitre 2 – Le comportement du gouvernement chinois	40
1. Les motivations du gouvernement chinois	40
2. Les camps d'internement chinois	41
2.1. Les motifs d'arrestation	41
2.2. L'intérieur des camps	42
3. Discours officiel chinois	43
Chapitre 3 – Le comportement du reste du monde	45
1. Sensibilisation internationale	45
2. Le conflit euro-asiatique	46
2.1. Le gel de l'Accord global sur les investissements	48
3. La législation américaine	48
PARTIE 4 : LES MISES A JOUR	50
Chapitre 1 – Mises à jour européennes	50
1. La proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises	50
1.1. Article 1 : le sujet de la directive	50
1.2. Article 2 : le champ d'application	51
1.3. Article 4 : le devoir de vigilance	52
1.4. Article 9 : les procédures de plainte	53
1.5. Article 14 : les mesures d'accompagnement	53
1.6. Article 15 : combattre le changement climatique	53
1.7. Article 17 : les autorités de surveillance	54
1.8. Article 20 : les sanctions	54
1.9. Article 25 : le devoir de vigilance des directeurs d'entreprises	54
1.10. Article 30 : la transposition	55
2. La prochaine étape	55
2.1. Le réunion parlementaire sur la proposition de directive	55
2.1.1. Renew Europe Group	56
2.1.2. Group of the European People's Party - Christian Democrats-	56
2.1.3. Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the EP	56
2.1.4. Group of Greens/ European free alliance	56
2.1.5. The Left Group in the EP	56
3. L'avis des ONG et des experts	57
3.1. Le champ d'application	57
3.2. La prise en considération des victimes	58

3.3. L'environnement	58
Chapitre 2 – Mises à jour asiatiques	58
1. La ratification des conventions de l'OIT.....	58
Conclusion générale	61
1. Limites	61
2. Conclusion	61
Bibliographie.....	64
Annexes	71

Table des figures

Figure 1: le réseau de la chaîne d'approvisionnement	4
Figure 2: graphique de l'éco-conception.....	10
Figure 3: processus du devoir de vigilance et mesures nécessaires à sa mise en œuvre. 25	
Figure 4: carte des ethnies chinoises.....	39
Figure 5: carte du projet chinois "Une ceinture, une route"	40

Introduction générale

Depuis les années 1990, la mondialisation s'intensifie dans les chaînes d'approvisionnement. Ce phénomène contribue à leur croissance et promeut les relations commerciales internationales. On assiste au partage de savoir-faire entre fournisseurs, à l'évolution des technologies performantes et à la recrudescence des activités de sous-traitance qui permettent aux entreprises de se spécialiser dans leur activité principale. L'interdépendance entre les acteurs, implantés dans le monde entier, favorise la production et l'efficacité de la chaîne de valeur (Reshef & Santoni, 2020).

Malgré l'essor du commerce international et les bienfaits occasionnés au profit de notre économie, la mondialisation ne profite pas au développement durable. Elle est responsable de nombreux dommages environnementaux et sociaux. Afin d'obvier toutes les nuisances écologiques et atteindre la neutralité climatique européenne en 2050, les dirigeants politiques motivent les citoyens et les entreprises à adapter leur comportement. Ils les encouragent à modifier leurs habitudes de vie et à placer l'écologie au cœur de leur quotidien. Les entreprises comprennent l'urgence climatique et entreprennent la révision de leur business model vers des stratégies d'orientation plus vertes. Pourtant, l'écologie n'est pas le seul facteur à prendre en considération pour soutenir le développement durable. Le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine sont indispensables à la valorisation d'une économie plus éthique. Aujourd'hui, il existe des millions de personnes soumises à l'exploitation humaine et à l'esclavage moderne (Organisation Internationale du Travail, Communiqué de presse, 20 avril 2022). Beaucoup d'entreprises et multinationales qui influencent notre monde ne priorisent pas le bien-être de leurs travailleurs. Pour protéger la petite main d'œuvre, quelques principes et législations internationaux ont vu le jour. En 2011, l'Organisation des Nations Unies adoptait les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme. Ces principes obligent les entreprises à respecter les droits fondamentaux des travailleurs et à protéger les victimes de toute forme d'abus.

Malheureusement, les grandes entreprises utilisent leur influence mondiale pour éviter toute responsabilité et sont reconnues coupables de dommages environnementaux et sociaux. Suite à de nombreuses infractions et violations de grande ampleur, l'Europe ne peut plus espérer une démarche volontaire de la part des entreprises et décide d'instaurer une législation obligatoire sur la diligence raisonnable tout au long des chaînes d'approvisionnement (Zamfir, 2020).

Question de recherche et structure

Ce mémoire s'intéresse à la question de recherche suivante : « ***Comment l'Europe prévoit-elle de renforcer la responsabilité des entreprises qui portent atteinte aux droits humains et nuisent à l'environnement tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement ?*** »

Pour expliquer cette problématique, le travail est organisé en plusieurs parties et chapitres. Ils explorent certaines notions relatives à la responsabilité sociétale des entreprises. La RSE est un sujet très étendu qui comprend des idéologies sociales, économiques et financières. Aborder l'ensemble de ces piliers dans leur intégralité relève de la gageure. Ce mémoire ne sera pas synonyme d'exhaustivité mais il tentera de faire ressortir les éléments utiles pour répondre à la question posée.

La première partie de ce mémoire étudie le fonctionnement d'une chaîne d'approvisionnement. La compréhension de son organisation est essentielle à l'identification des conséquences nocives engendrées sur les Hommes et sur l'environnement. La perception de ces impacts permet de mieux comprendre dans quelle mesure l'Europe peut intervenir. Dans les institutions européennes, le développement durable est au cœur des débats. Les dirigeants politiques votent des initiatives législatives, comme le Green Deal, afin de pallier les nuisances actuelles et potentielles des failles de notre économie liées aux chaînes de valeur.

Dorénavant, l'Europe refuse de fermer les yeux sur les conditions de travail scandaleuses et fait prévaloir ses valeurs fondamentales auprès de ses partenaires économiques. Les éléments développés dans les chapitres précédents permettent de comprendre la motivation de l'Europe à intervenir de manière contraignante auprès des entreprises responsables de négligence. L'UE veut inverser la tendance actuelle et imposer un devoir de vigilance raisonnable en matière de durabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement. Quelques pays ont déjà introduit des mesures et appellent l'Union à statuer sur un texte de loi qui vise à harmoniser les législations à l'échelle européenne.

La troisième partie étudie la situation de la population ouïghoure qui vit dans la région du Xinjiang, en Chine. Elle révèle les conditions de vie auxquelles le peuple autochtone est soumis. La Chine est un partenaire économique indispensable à l'Europe. Cependant, elle ne partage pas ses valeurs humaines et entreprend des campagnes de déradicalisation envers l'ethnie minoritaire. Cette partie analyse le comportement du gouvernement communiste chinois et tente de comprendre quelle position l'Europe et le reste du monde peuvent adopter pour

contraindre la Chine et l'orienter vers un chemin qui abolit l'hilotisme et prône le respect de la dignité humaine.

Pour clôturer ce mémoire, des mises à jour législatives européennes et asiatiques viennent compléter les concepts développés tout au long du travail.

PARTIE 1 : LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

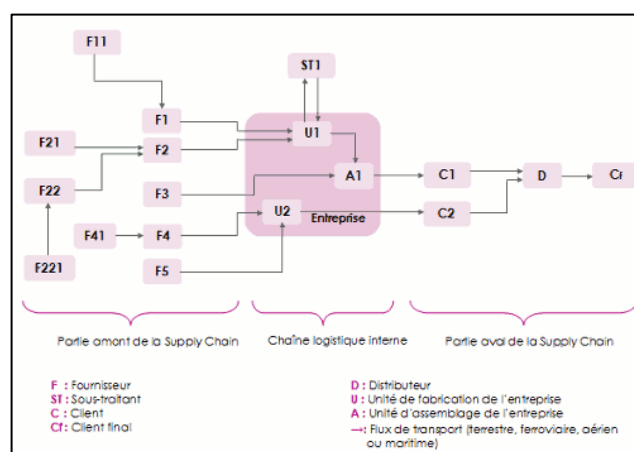
Chapitre 1 – Fonctionnement d'une chaîne d'approvisionnement

1. Définition

La chaîne d'approvisionnement est un réseau organisé autour de nombreux partenaires. Elle permet les échanges d'informations et de composants entre ses collaborateurs et réunit l'ensemble des activités indispensables à l'élaboration d'un produit. Cette logistique comprend la fourniture des matières premières et la livraison du produit fini chez le consommateur en passant par sa conception. (Qu'est-ce qu'une CA ?, 2018)

Comme illustré sur le schéma ci-dessous, il existe une très forte interdépendance entre les acteurs de la chaîne. Chaque maillon a un impact considérable sur les autres collaborateurs, tous confrontés aux défis environnementaux et économiques. Par exemple, lorsqu'un fournisseur ne répond pas correctement aux attentes de son client, (retards de livraison, marchandises endommagées, ...) il impacte les intervenants suivants, jusqu'à imposer au consommateur final des délais de livraison prolongés.

Figure 1: le réseau de la chaîne d'approvisionnement



Source : Qu'est-ce qu'une chaîne d'approvisionnement ?, 2018.

Ce schéma divise la chaîne d'approvisionnement en trois grandes parties connexes : les fournisseurs, l'entreprise et les clients.

En amont, l'entreprise dépend de ses sous-traitants et de ses fournisseurs directs, eux-mêmes clients d'autres acteurs de la chaîne. En aval, l'entreprise est liée à ses distributeurs et à sa clientèle.

Dans un monde en constante évolution, le choix des fournisseurs est une décision délicate (Gestion de la CA, 2020). L'entreprise doit prendre en considération différents critères comme la responsabilité, la conscience éthique, le coût et la qualité des produits du fournisseur. Celui-ci doit s'aligner aux valeurs de l'entreprise afin d'assurer une collaboration efficace entre les différents maillons. De plus, pour pouvoir répondre aux exigences de son client, le fournisseur doit se montrer flexible, être apte à proposer des alternatives en cas de défaillance et savoir s'adapter facilement aux circonstances économiques et environnementales.

L'entreprise se situe au cœur du schéma. Il lui est fondamental de disposer d'une chaîne d'approvisionnement infaillible afin d'offrir des produits de qualité aux clients. La valeur ajoutée de ses biens lui permettra de développer des avantages concurrentiels utiles à l'accroissement de ses parts de marché et à sa pérennité. La réussite d'une entreprise n'est pas uniquement due au choix de ses fournisseurs. Elle est aussi le résultat d'une gestion efficace de l'ensemble du réseau dans un environnement dynamique et instable rythmé par des évolutions technologiques constantes.

En aval, se trouve une des parties les plus précieuses pour l'entreprise : sa clientèle. La stratégie de l'entreprise doit s'articuler autour des préférences et des besoins de la demande en matières de qualité et de prix. Lorsqu'un client est satisfait de la valeur ajoutée d'un bien, il devient un consommateur fidèle et contribue à la réussite commerciale de l'entreprise (Gestion de la CA, 2020).

2. La technologie au sein de la chaîne d'approvisionnement

Grâce à l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la chaîne d'approvisionnement n'est plus un processus linéaire mais un réseau de gestion complexe. Les entreprises évoluent dans un monde dynamique et doivent inclure des pratiques inédites au cœur de leurs stratégies pour développer un avantage concurrentiel. Les nouvelles technologies permettent également de simplifier l'ensemble du processus d'approvisionnement et d'optimiser la communication entre les différents acteurs.

Grâce à la globalisation, il devient facile d'intégrer un maillon étranger au sein d'une chaîne d'approvisionnement. Le « global sourcing » (Qu'est-ce qu'une CA ?, 2018) permet à l'entreprise de profiter de produits de qualité différente à des prix plus avantageux et de bénéficier de compétences et de ressources inaccessibles dans son pays d'origine. Bien que l'internationalisation soit bénéfique aux affaires de l'entreprise, le « global sourcing » ne promet pas que des avantages. L'intervention d'un fournisseur étranger peut fragiliser la

dynamique de la chaîne de l'entreprise par le biais de retards, de barrières culturelles ou de changements de réglementation politique.

La globalisation n'est pas la seule nouveauté à laquelle l'entreprise doit faire face. Les nouvelles technologies de plus en plus puissantes ont permis l'inauguration du commerce électronique (Createch Performance, 2002). Aujourd'hui, tout peut se dérouler face à un écran. Le client découvre l'entreprise, réalise ses achats et sollicite les retours en ligne sans se déplacer de chez lui. La rapidité avec laquelle l'ensemble de ces opérations se déroulent rend les consommateurs de plus en plus impatients et oblige l'entreprise à se conformer aux réclamations de sa clientèle de plus en plus exigeante.

3. La gestion de la chaîne d'approvisionnement

A l'intérieur d'une chaîne d'approvisionnement, beaucoup d'opérations se déroulent simultanément. Pour optimiser l'enchaînement des activités, l'entreprise doit mettre en place une gestion de chaîne d'approvisionnement (GCA) redoutablement efficace. La GCA fait partie intégrante de la chaîne et manipule l'ensemble des flux de marchandises ainsi que toutes les informations liées à un produit. L'innovation technologique a permis de développer des systèmes de gestion qui rendent la chaîne et l'entreprise intelligentes. Grâce à ces dispositifs informatiques de pointe, le gestionnaire de la chaîne d'approvisionnement peut rapidement comprendre la clientèle et satisfaire l'ensemble de ses besoins changeants.

4. La rupture de la chaîne d'approvisionnement

La chaîne d'approvisionnement est un réseau extrêmement fragile. Elle peut être facilement rompue par des facteurs internes (une gestion douteuse, des travailleurs mécontents en grève,...) ou des facteurs externes (des catastrophes naturelles, des crises économiques,...) qui viennent interrompre les activités et la coordination du réseau. Chaque complication peut avoir un impact considérable sur l'ensemble des nombreux maillons interdépendants.

Pour éviter les ruptures au sein de la chaîne, une communication centralisée et transparente est fondamentale. Le partage de données entre les acteurs permet d'optimiser leur efficacité et prendre les meilleures décisions au profit de l'entreprise et de sa clientèle.

Chapitre 2 – Dommages environnementaux et sociaux au sein de la chaîne d'approvisionnement

1. Dommages environnementaux

Lors d'un webinar en avril 2020, Didier Reynders, commissaire de la justice à la Commission européenne, a évoqué les challenges actuels auxquels notre société fait face. Il a mentionné les défis sociaux qui mettent en lumière les inégalités économiques entre les nations et les menaces environnementales qui pèsent sur notre société (Reynders, 2020). Les dix prochaines années seront décisives pour l'avenir de la planète. A travers des objectifs ambitieux, le Green Deal européen a pour mission de repenser notre économie en intégrant le développement durable au cœur de sa stratégie. La finalité de ce projet est d'atteindre la neutralité du climat en 2050 et de faire de l'Europe un continent vert. « *Even though, the finish line is 30 years away, the raise starts now. The 2020's is the make or break decade* »¹ a annoncé Ursula Van der Leyen, cet été. Parmi les défis européens qui s'articulent autour de la croissance durable, de la diminution de la pauvreté et de l'amélioration des soins de santé, la plus grande aspiration se manifeste dans la réduction des émissions des moyens de transport. En 10 ans, la Commission européenne souhaite diminuer ses émissions d'environ 55% (Mettre en œuvre le pacte vert, 2021).

La crise du Covid-19 a contribué à l'exposition des faiblesses et des imperfections de notre système économique. Les entreprises et les multinationales sont conscientes de leurs impacts environnementaux. Toute leur chaîne logistique est mise en exergue et le transport, qui s'impose dans les nombreuses activités de la chaîne d'approvisionnement, devient la dimension la plus préoccupante. (Akono & Fernandes, 2009) Le transport est extrêmement polluant quel que soit son type. En 2005, le transport routier était utilisé les trois quarts du temps par l'Europe pour pouvoir faire circuler les marchandises. Or, cette forme de transport est responsable à plus de 80% des émissions de CO2 et demeure une cause majeure des encombrements routiers (Akono & Fernandes, 2009).

Pour aider les entreprises dans leur démarche « verte », le Green deal met à disposition un ensemble d'alternatives aux techniques utilisées. En effet, pour atteindre « l'objectif 2030 », il faut passer par une réduction significative des émissions de CO2 causées par le secteur du

¹ Commission européenne. (2021). *Mettre en œuvre le pacte vert pour l'Europe*. En ligne https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal_fr, consulté le 9 octobre 2021

transport. A partir de 2026, l'Europe mettra en place un système d'échange de quotas d'émission (SEQE) pour le transport routier. Le système d'échange fixe un « plafond » à la quantité de gaz que les industries ne peuvent pas dépasser. Cette limite augmente tous les ans afin de diminuer progressivement les émissions totales. (Echange de quotas d'émission, 2021). Le système SEQE sera adapté au secteur du transport routier. Il faudra communiquer la quantité précise de carburant émise et rendre ces quotas d'émissions par rapport à l'intensité de carbone des carburants (Echange de quotas d'émission, 2021). La mise en place d'un plafond a pour but d'assigner un prix à la pollution et d'encourager les entreprises à investir dans des outils de production plus verts, comme les technologies et les carburants durables.

La commission européenne propose des solutions viables pour d'autres moyens de transport régulièrement utilisés pour la circulation des marchandises. Par exemple, elle incite le secteur aérien à utiliser des carburants mixtes et durables. Tous les aéroports européens devront équiper leurs avions de ce type de kérosène. De plus, la commission prévoit l'installation d'équipements nécessaires à l'alimentation électrique des bateaux sur les quais des grands ports européens (Mettre en œuvre le pacte vert, 2021). Ce type de réglementations strictes s'imposera à tous les secteurs et encouragera la transition vers un monde plus durable.

Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont soumis aux pressions réprobatrices de la société et du gouvernement ce qui les obligent à se conformer aux réglementations environnementales européennes et à repenser l'organisation de leurs activités en intégrant le développement durable au cœur de leurs stratégies d'orientation (Reynders, 2020).

Cette transition vers un monde plus écologique relève de la gageure. Pour mener à bien ces changements, le Green Deal européen insiste sur l'efficacité de la gouvernance d'entreprise (Mettre en œuvre le pacte vert, 2021). L'intégration des facteurs environnementaux et sociaux est fondamentale à la pérennité de l'entreprise et renforce sa capacité à affronter les défis de l'avenir (ONG, lettre de soutien, 24 mai 2021). L'insertion des piliers RSE dans le business model des entreprises est utile pour saisir l'ensemble des opportunités qui les amèneront à développer un avantage concurrentiel et leur éviter de restreindre l'accès au marché (Lahiani, sd). Aujourd'hui, le consommateur souhaite incorporer l'écologie à sa vie quotidienne et devient plus responsable envers la planète. Les entreprises doivent répondre à cette demande écologique pour satisfaire les besoins de leur clientèle. Le changement du business model de l'entreprise vers une stratégie d'orientation plus verte améliore son image et assouvit la demande (Lahiani, sd).

Cependant, l'intégration des piliers RSE tout au long de la chaîne d'approvisionnement met les entreprises au défi. L'insertion de ces facteurs dans chacune des activités de la chaîne est une tâche coûteuse et contraignante (Ouelette, sd). Il incombe à l'entreprise le recrutement de fournisseurs qui acceptent de mettre en place des pratiques sociales et environnementales responsables tout en maintenant un rapport qualité prix avantageux. Les valeurs des fournisseurs doivent être en accord avec la nouvelle stratégie d'orientation de l'entreprise. Ils doivent accepter de transformer leur processus de production actuel en mécanismes plus verts. L'aspect onéreux de ces changements amène parfois les entreprises à renoncer à leur transition écologique, ce les éloigne de l'objectif de durabilité.

Actuellement, les organisations non gouvernementales décèlent encore un manque de communication transparente sur les indicateurs performants qui prouvent des changements considérables dans une chaîne d'approvisionnement (Heraud, 2016). Ces ONG dénoncent un manque de preuve évidente et réclament des renseignements concernant les actions correctives mises en place par les entreprises auditées (ONG, lettre de soutien, 24 mai 2021).

2. Solutions

2.1. Management Durable de la Supply Chain

Pour assurer sa performance durable, l'entreprise doit réduire son impact environnemental à l'aide de certaines procédures. Comme le soulignent Fernandes et Van Steenberger (2013), ces procédures doivent s'articuler autour de la protection de l'environnement et des valeurs de l'entreprise tout en favorisant l'optimisation des coûts. Pour atteindre cet objectif, les chercheurs qui s'intéressent de près au développement durable prônent la mise en place du management durable de la supply chain (MDSC) (Akono & Fernandes, 2009). Contrairement aux autres définitions proposées dans la littérature économique, celle d'Akono et Fernandes (2009) semble être la plus précise car elle englobe les trois piliers RSE.

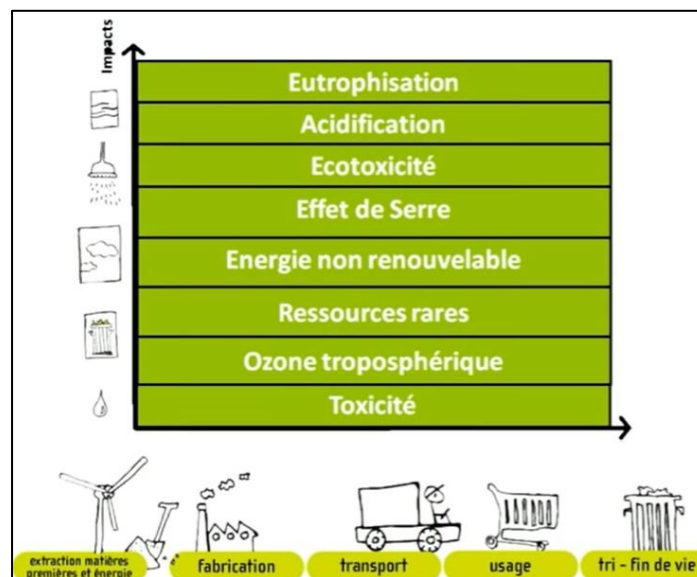
Le management durable de la supply chain englobe la planification et le management de toutes les activités d'achat, d'approvisionnement, de transformation, et de logistique ainsi que la gestion des relations avec les acteurs de la chaîne (fournisseurs, prestataires de services logistiques, clients) dans une optique de respect de l'environnement et des normes sociales afin de créer de la valeur durable pour les différentes parties prenantes. Ce management durable suppose une approche globale et par processus afin de

traquer les gaspillages et améliorer l'efficacité environnementale, sociale et économique de l'entreprise. (Akono et Fernandes, 2009, p246)

Selon Molenkopf et al (cité dans Fernandes et Van Steenberg, 2013), pour détenir un MDSC efficace, l'entreprise doit répondre à certains paramètres fondamentaux : l'intégration de fournisseurs aux pratiques responsables et la collaboration entre toutes les parties prenantes liées à l'entreprise, la conversion écologique de l'ensemble des activités en lien à la logistique et l'étude du cycle de vie du produit qui travaille sur la réduction de l'empreinte écologique et permet d'investir dans des moyens de production plus propres.

L'analyse du cycle de vie est utile à l'entreprise pour prendre connaissance des impacts environnementaux d'un produit ou d'un service. L'objectif premier de l'analyse de ce cycle est de réduire l'impact environnemental en intégrant des pratiques de fabrication écologiques. Ce processus s'appelle l'éco-conception. C'est un outil précieux qui s'associe parfaitement à la stratégie d'orientation durable de l'entreprise (Analyse de cycle de vie, 2021). On peut l'imaginer sous forme de matrice qui prend en compte l'ensemble des critères environnementaux à améliorer (effet de serre, ressources rares, toxicité, ...) durant chaque étape du cycle de vie (EcoConception & perspective du Cycle de Vie, 2012).

Figure 2: graphique de l'éco-conception



Source : Eco-conception & perspective du cycle de vie, 2012

2.2. Exemple de l'industrie textile

A ce stade de la réflexion sur la transition écologique d'une entreprise, un exemple de l'analyse d'un cycle de vie semble pertinent. De nombreuses industries doivent agencer des processus d'amélioration dans leur chaîne d'approvisionnement pour la conformer aux objectifs du développement durable. L'industrie textile fait partie des secteurs les plus visés. Elle est la deuxième industrie la plus polluante et se place juste derrière celle du pétrole. Elle est responsable de la diminution de nos sources d'eau et de sa pollution. L'industrie textile est consommatrice de produits toxiques comme le cuivre, le mercure ou encore le plomb et sa chaîne de transport contribue à l'émission de gaz à effet de serre car nos vêtements peuvent parfois faire une fois et demie le tour de la terre depuis leur production jusqu'à leur arrivée dans les magasins.

Depuis quelques années, le phénomène de la Fast-Fashion domine le secteur de la mode. Il consiste à créer toujours plus de vêtements pour inonder, chaque semaine, les consommateurs de nouvelles tendances. Le but est de créer des textiles de moindre qualité pour les vendre à bas prix et attirer le consommateur dans le cercle infernal de la surconsommation, au détriment de l'environnement. Pour mieux comprendre de quelle manière la mode détruit notre planète, il est important de connaître le cycle de vie d'un vêtement. Tout au long de l'explication, des méthodes favorables à la réduction de l'empreinte écologique de l'entreprise seront présentées.

1) *Production et extraction des matières premières*

Pour fabriquer un vêtement, on a besoin de matières premières. Il existe différentes manières de se les procurer. Soit, on cultive les plantes pour obtenir des matières naturelles, soit, on emploie divers produits chimiques pour créer les matières synthétiques.

- Le coton est une plante principalement cultivée en Chine, en Inde et en Amérique.

Pour grandir, le cotonnier a besoin de soleil et beaucoup d'eau. La production d'un simple t-shirt requiert 2700 litres d'eau, soit 70 douches et pour fabriquer une jeans, il faut 10 000 litres d'eau, soit 285 douches (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie [ADEME], 2019). Cependant, même sur la planète bleue, l'eau est une ressource naturelle précieuse. Il arrive que les agriculteurs détournent l'eau des lacs et des rivières pour arroser les champs. Il y a 50 ans, par exemple, en Ouzbékistan, très grand producteur de coton, la mer d'Aral était le 4ème plus grand lac du monde. Aujourd'hui, à cause de l'irrigation des surfaces de cultures, une majeure partie du bassin est à sec (Le monde, 2018).

Pour pousser rapidement, les producteurs de cotons utilisent énormément de pesticides. Ils peuvent réaliser un total de 20 traitements sur une seule et même parcelle chaque année. Ces produits chimiques contaminent les sols et la santé de ceux qui les appliquent en raison de leur toxicité (Le monde, 2018).

Pour éviter l'utilisation abusive de ces produits nocifs, on devrait privilégier la culture du coton bio. D'après les recherches, il apparaît que le coton bio ne résiste pas aux parasites. C'est pour cette raison qu'il ne représente que 1% des surfaces cultivées (Le monde, 2018) et que l'utilisation des pesticides reste un choix prédominant auprès de nos agriculteurs.

- Une autre matière première est très utilisée dans l'industrie textile : le pétrole.

Il est nécessaire à la fabrication des matériaux synthétiques, comme le polyester (ADEME, 2019). Le polyester est extrêmement présent dans l'industrie textile car il représente 70 % des fibres synthétiques employées. (World Wide Fund for Nature [WWF], 2011) Malheureusement, le pétrole n'est pas une ressource éternelle et les techniques d'extraction sont nocives pour l'environnement. Pour diminuer l'impact environnemental, l'industrie textile doit intégrer au sein de sa chaîne d'approvisionnement des fournisseurs européens qui sont soumis à une politique et des réglementations environnementales contraignantes et privilégier le polyester recyclé qui exige moins de pétrole lors de la fabrication des fibres synthétiques (WWF, 2011).

2) *La transformation des matières premières*

La transformation des matières premières oblige l'utilisation des produits chimiques. Chacun d'entre eux contribue à la destruction de la planète.

Une fois que les balles de coton sont prêtes, les fermes les envoient dans les usines de filature chinoises ou indiennes. De grosses machines travaillent les bourres de coton afin de créer des files, qu'on appelle « des mèches ». A leur tour, ces mèches sont envoyées dans d'autres fabriques. Elles vont être transformées en grands tissus gris. Pour leur donner une couleur blanche éclatante, ces draps sont exposés à des produits chimiques. Ensuite, les tissus sont nettoyés pour enlever un maximum de substance nuisibles. Cette étape de la transformation est très polluante pour l'environnement car les ouvriers rejettent les résidus toxiques dans les eaux usées, qui ne sont pas toujours traitées, avant d'être abandonnées dans la nature (TED-Ed, 2017).

Pour donner des couleurs vives à nos vêtements, les usines utilisent des colorants azoïques. Ils sont composés de plomb, de mercure, de cadmium, de chrome ou de cuivre. Tous ces éléments sont cancérigènes et donc néfastes pour la santé des travailleurs.

Pour obtenir l'aspect délavé du vêtement, on utilise la technique du sablage. Cette méthode consiste à propulser à haute pression un jet de sable qui usera artificiellement le tissu. Ce système oblige les ouvriers à être exposés à la poussière de silice qui se faufile dans leur organisme par la bouche, le nez et les oreilles. Cette poussière peut développer la silicose et causer la mort des travailleurs.

Pour terminer le processus de fabrication, on envoie ces tissus dans des usines du Bangladesh, de Chine, d'Inde ou de Turquie dans lesquelles des petites mains cousent, façonnent et créent les vêtements qu'on retrouvera dans nos magasins (TED-Ed, 2017).

Grâce aux investissements dans des technologies et outils de production plus propres, l'industrie textile va prendre le chemin du développement durable. Indéniablement, ces investissements diminueront l'impact environnemental de cette étape de la chaîne de valeur (Lahiani, sd). Une moindre utilisation des produits chimiques toxiques et le recyclage des matériaux utiles à la confection ainsi que celui des eaux usées sont des méthodes efficaces pour contribuer au développement durable. Outre la nette diminution de l'empreinte écologique, l'intégration de ces outils au sein de la chaîne d'approvisionnement permet à l'entreprise de réaliser des économies sur le long terme et d'accroître sa performance économique (Ouelette, sd).

3) *Le transport*

Le but principal de la fast fashion est de renouveler rapidement les collections. Il est indispensable de procéder à un transport périodique et fréquent. Depuis la production du coton jusqu'à la vente en magasin, en passant par la conception et la teinte du vêtement, l'article peut parcourir près de 65 000 km, soit 1,5 fois le tour de la terre (Le monde, 2018).

Les pays asiatiques sont réputés pour leur fabrication de textiles à bas prix. Il est plus avantageux pour les marques de concevoir leurs produits en Inde ou en Chine et payer le carburant nécessaire pour les amener jusqu'en Europe, plutôt que de les fabriquer sur notre continent.

Le transport se fait en bateau, en train, en camion ou en avion. Il génère 1,2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an. Son impact est plus important que les vols internationaux et le trafic maritime réunis (ADEME,2019).

Pour répondre aux objectifs de développement durable annoncés par la Commission européenne et optimiser le transport, deux formules sont à la disposition des industries. Elles peuvent décider d'agir directement sur les produits. Les entreprises s'engagent à réduire la quantité de matière destinée à l'emballage des produits et à privilégier des contenants fabriqués à partir de matériaux recyclés. Ensuite, les entreprises ont la possibilité de travailler sur l'organisation de leur flux. De cette manière, elles privilégient la qualité de leur transport à leur quantité. L'optimisation des moyens de transport commence par la prise en compte des directives énoncées par le Green Deal et son encouragement à favoriser les transports à faibles ou nulles émissions. De plus, grâce à une analyse efficace du réseau de transport (Lahiani, sd), les entreprises sont capables de réduire le kilométrage des chauffeurs et le nombre de déplacements. Souvent, les deux méthodes peuvent être mises en place simultanément. La diminution de la quantité d'emballage permet aux entreprises de massifier leurs chargements (Akono & Fernandes, 2009).

4) *La fin du cycle*

Par définition la fast-fashion est une mode jetable (Bhardwaj et Fairhurst,2010). Beaucoup de vêtements ne sont portés qu'une dizaine de fois (McAfee et al.,2014) avant d'être remplacés par de nouveaux achats. Ce remplacement abusif des garde-robes engendre une destruction massive des tenues à concurrence de 80%. Seulement 20% de ces tenues seraient recyclés (Le monde, 2018). L'évacuation impressionnante des vestiaires implique une augmentation accrue des déchets textiles et des montagnes de fils entrelacés s'empilent en un décor peu écologique.

Il existe de plus en plus de solutions qui permettent aux vêtements de commencer une nouvelle vie. Nombreuses sont les organisations caritatives qui récoltent des vêtements que l'on ne porte plus pour en faire profiter les familles les plus modestes. De nombreuses ressourceries voient le jour et permettent aux personnes démunies de profiter d'articles divers ou d'habits à très bas prix. Pour offrir une seconde vie à notre vêtement, le recyclage en chiffon reste également une manière écologique de pouvoir en profiter (Gunner 2019).

Les entreprises sont conscientes que les impacts environnementaux couvrent toute la chaîne d'approvisionnement. Les exigences politiques et sociales amènent les entreprises à instaurer le pilier environnemental dans chacune de leurs activités. Grace à la transformation radicale de

leurs processus internes et externes, elles parviendront à développer un nouveau modèle économique basé sur le respect de la planète.

3. Dommages sociaux

Bien que l'écologie devienne une stratégie d'orientation pour de nombreuses entreprises, beaucoup ne considèrent pas l'ensemble des trois piliers RSE. En effet, le facteur social reste un sujet tabou. Aujourd'hui, l'ignorance du respect des droits humains est une situation réelle (Reynders, 2020). Dans la littérature, ce mépris porte le nom d'esclavage moderne. En 2014, le Global Slavery Index (GSI) comptait près de 35,8 millions d'esclaves à travers le monde dont 78% étaient issus du travail forcé et 22% sexuellement exploités. (Gold, Trautrim & Trodd, 2015)

L'esclavage moderne est une forme contemporaine de l'hilotisme que nous avons connu autrefois. Les auteurs Gold, Trautrim et Trodd (2015) proposent la définition recommandée par les « Bellagio- Harvard Guidelines on the Legal Parameters of Slavery » qui expliquent les termes de l'esclavage moderne au sein de la loi internationale comme « *the status or condition of a person over whom any or all of the powers attaching to the right of ownership are exercised* » (cité dans Gold et al., 2015, p 487). Ils ajoutent à ses quelques mots la notion de contrôle qui actualise la définition de l'esclavage : « *... in such a way as to significantly deprive that person of his or her individual liberty, with the intent of exploitation through the use, management, purchase, sale, profit, transfer or disposal of that person.* » (cité dans Gold et al., 2015, p 487).

Aujourd'hui, les esclaves sont sous le contrôle de violents tyrans qui les privent de toute liberté, les exploitent économiquement et les empêchent de bénéficier du droit au travail décent associé à des conditions de vie saines. Ces travailleurs brimés ne jouissent d'aucune protection et mettent leur santé en danger (Boersma & Nolan, 2019) pour répondre aux objectifs ambitieux de l'industrialisation capitaliste. A la recherche du profit intarissable et de la minimisation des coûts de production, les entreprises sollicitent régulièrement les mains d'œuvre peu chères. La globalisation a permis la dissémination des chaînes d'approvisionnement à travers le monde. Les entreprises apprécient déléguer les activités de création à forte valeur ajoutée vers les pays occidentaux tandis que le travail rébarbatif est attribué aux pays orientaux (Heraud, 2016) dans lesquels les inégalités sociales et économiques sont extrêmement présentes et la main d'œuvre, peu coûteuse, abondante (Gold et al., 2015). Une grande partie de nos consommables sont fabriqués par ces prisonniers soumis au travail forcé et parfois non déclarés auprès des managers

d'entreprises. Cette main d'œuvre cachée permet aux multinationales de créer du profit sur base de salaires extrêmement faibles, voire inexistants (Un rapport de la CSI, 2016). En effet, tandis que l'organisation internationale du travail (OIT) indique qu'un emploi sur cinq dépend d'une chaîne d'approvisionnement, le rapport de la confédération syndicale internationale (CSI) mène à penser que 116 millions de personnes travaillent pour les entreprises en étant cachées (Heraud, 2016).

L'externalisation des activités de production et la multiplication des fournisseurs au sein des chaînes d'approvisionnement ne permet plus aux managers des entreprises de contrôler les pratiques de leurs fournisseurs. Ce manque de surveillance facilite la mise en place de pratiques illégales comme l'exploitation humaine. Cette constatation encourage Gold et al. (2015) à compléter la définition des Bellagio-Harvard Guidelines en apportant des précisions supplémentaires concernant la chaîne d'approvisionnement.

Building on this definition, we define slavery in supply chain as the exploitation of a person who is deprived of individual liberty anywhere along the supply chain, from raw material extraction to the final customers, for the purpose of service provision or production. (Gold & al., 2015, p487)

Au sein des chaînes de valeur, l'esclavagisme moderne apparaît sous des formes différentes dont la nature rend l'identification plus ou moins évidente. Les trois types d'esclavage associés à l'exploitation humaine dans les chaînes d'approvisionnement sont les suivants (Gold et al., 2015):

- The chattel slavery

Les gens naissent esclaves et sont capturés ou vendus à des propriétaires durant toute leur vie. C'est une forme d'esclavage permanent dans laquelle il n'y a aucune porte de sortie.

- The debt bondage slavery

La personne effectue un prêt qu'elle remboursera par l'exécution d'un travail direct. Malheureusement, la dette ne prend jamais fin à cause des intérêts liés et la personne reste esclave du prêteur à tout jamais.

- The contract slavery

L'esclavagiste réalise de faux contrats sertis de belles promesses. Lorsque les travailleurs les ont signé, il leur est impossible de s'échapper. Bien souvent, ils ne sont pas rémunérés et la plupart de leurs papiers d'identité leur sont volés et demeurent prisonniers de cet enfer.

Reconnaître des pratiques illégales d'exploitation humaine installées au sein de la chaîne d'approvisionnement est un véritable défi pour les managers. Néanmoins, il existe certains indicateurs qui facilitent les opérations de décryptage (Gold et al., 2015).

- Les travailleurs bénéficient de peu d'opportunités d'emploi. Souvent, celui-ci se résume à un travail à la chaîne qui peut durer jusqu'à 14 heures par jour.
- Le pouvoir managérial se centralise dans les mains de quelques employeurs qui dominent la main d'œuvre. Ces travailleurs ne possèdent aucune protection sociale et sont soumis à des directives qui mettent leur santé en péril.
- Une puissante discrimination se manifeste envers certains groupes de travailleurs régulièrement composés d'étrangers, de migrants ou de groupes de personnes issues des minorités.

L'ensemble de ces facteurs peuvent alarmer les entreprises et prétendre à des situations d'esclavage dans la chaîne d'approvisionnement. Pour minimiser ces pratiques, il existe quelques solutions.

4. Solutions

L'entreprise doit accroître sa transparence via le partage d'informations entre tous les maillons de la chaîne. Elle doit promouvoir la démarche collective qui permet d'atteindre un équilibre acceptable entre les trois piliers RSE. Pour inciter les fournisseurs à privilégier le travail en équipe, l'entreprise peut mettre en place des systèmes d'évaluation et de récompenses. Les acteurs de la chaîne seront examinés sous différents angles, qui incluent les droits humains, et récompensés grâce à leurs actions positives. Les évaluateurs peuvent proposer des formations continues pour les fournisseurs en détresse et intéressés d'accroître leurs résultats lors des prochains contrôles. L'entreprise peut également trouver de l'aide auprès des réseaux de parties prenantes actifs dans le domaine de la transformation des chaînes d'approvisionnement en système durable (MDSC). Les Nations Unies ont établi un pacte qui cherche à sensibiliser les entreprises vers une démarche plus respectueuse des droits humains. Les entreprises signataires doivent accorder leurs stratégies d'orientation à dix principes qui concernent le respect des

droits de l'Homme, la mise en place de conditions de travail favorables pour tous, la lutte contre la corruption et la prise en compte des problèmes environnementaux dans les business model (Le pacte mondial des Nations Unies, sd). Ce pacte des Nations Unies est une démarche qui cherche à avertir plutôt qu'à contraindre. Néanmoins, si les entreprises et le monde des affaires ne changent pas leurs stratégies, nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable d'ici 2030. La ratification d'une loi oppressive amènerait les entreprises à se conformer aux exigences gouvernementales sous peine d'être soumises à des sanctions.

4.1. Exemple du Rana Plaza

L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh est une tragédie dans le secteur de l'habillement. Il prouve l'absence d'engagement des entreprises dans le respect des droits de l'Homme et met en évidence leur manque d'investissements dans les protections sociale et physique des travailleurs.

Le 24 avril 2013, le Rana Plaza s'effondre. La chute de l'immeuble laisse derrière elle plus de 1100 victimes. Ce bâtiment de huit étages abritait des ateliers de confections construits illégalement. Les ouvriers y fabriquaient de la marchandise pour diverses marques textiles occidentales. La veille du drame, des fissures dans les murs avaient été signalées. Préoccupés à l'idée de perdre le profit d'une journée de production, les propriétaires du lieu ont ordonné aux ouvriers de se rendre à leur poste de travail sous peine d'être licenciés. Néanmoins conscients du danger qui régnait dans cet immeuble, les propriétaires n'ont pas souhaité franchir les portes du Rana Plaza ce 24 avril 2013 (achACT, 2016).

Les victimes de l'effondrement ainsi que leurs familles ont tenté de demander justice. En l'absence de normes contraignantes, leurs démarches étaient sans espoir. Les ouvriers se sont confrontés au droit conservateur qui n'oblige pas les entreprises à répondre de leurs actes de négligences et à protéger la main d'œuvre contre toute forme d'injustice dans les chaînes de production (Trebilcock, 2020).

A l'issue de leurs vaines procédures, les victimes se sont tournées vers des initiatives transnationales (Trebilcock, 2020) comme « l'Accord » et « l'Alliance ». L'Accord a pour objectif d'interdire à toute entreprise l'accès aux marchés mondiaux si elle ne se soumet pas à ses directives. Entre autres, les entreprises doivent mettre en place des mécanismes innovants pour résoudre les différends qui surgissent entre les parties signataires de l'Accord et préparer des rapports sur l'inspection des normes de sécurité des ateliers de production. Ces rapports et le programme obligatoire des actions correctives à mettre en place seront soumis à la direction

des usines et rendus public. L'Accord prône la transparence des entreprises. De plus, des formations liées à la sécurité de l'incendie seront également proposées par l'inspecteur (IndustriALL Global Union, 13 mai 2013).

Les 220 marques qui ont signé l'Accord s'engagent à améliorer les conditions de travail des ouvriers en sécurisant les bâtiments de production et en leur permettant la création de syndicats ou de bulles de négociation collective. Le cas échéant, l'Accord permettrait aux ouvriers de jouir du droit à la liberté d'expression (Trebilcock, 2020).

Malgré cet instrument contraignant, le Bangladesh ne bénéficie d'aucun programme d'indemnisation propre. Les familles des victimes décédées n'ont obtenu aucune compensation financière. Un an après le drame du Rana Plaza, l'OIT a établi un fonds d'indemnisation qui était principalement approvisionné par des dons de tiers. Les premières indemnités ont été versées de long mois après l'effondrement du bâtiment.

Ces initiatives sont à l'origine de résultats probants. Les systèmes électriques et les équipements de détection incendie ont été améliorés, les inspections renforcées et de nouvelles formations, proposées. Malheureusement, ces actions correctives restent insuffisantes.

Ces [grandes] marques disent qu'elles ont pris leurs responsabilités pour rendre les usines plus sûres et qu'elles sont de bonnes marques. Mais c'est faux. Elles ont juste voulu répondre à la mauvaise publicité qui a suivi la tragédie du Rana Plaza.²

Kalpona Akhter, directrice exécutive du Bangladesh Centre for Workers Solidarity affirme que les entreprises n'ont pas fait évoluer leur stratégie et continuent d'exploiter les minorités pour accroître leurs bénéfices. Ces hommes et ces femmes fournissent un travail excessif afin de répondre à des objectifs trop ambitieux pour un être humain et sont toujours entassés dans des usines dont les installations électriques ne sont pas aux normes (Trebilcock, 2020). Les marques qui se fournissaient au Rana Plaza n'ont jamais avoué ce qu'il se passait dans les

² FranceInfo. (2015). *Bangladesh : le drame du Rana Plaza n'a rien changé*. En ligne https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/video-bangladesh-le-drame-du-rana-plaza-n-a-rien-change_818479.html , consulté 11 novembre 2021

ateliers de confection bangladais (achACT, 2016) ce qui empêche la cessation de l'esclavage moderne au sein des chaînes d'approvisionnement.

Actuellement, le Pacte des Nations Unies est le seul instrument disponible qui sollicite le respect des droits de l'Homme dans les stratégies d'orientation. Cependant, ces principes ne sont pas contraignants et n'obligent pas les entreprises à rendre compte de leurs actes en les soumettant à des pénalités dignes de leur manque de vigilance.

La première réaction des enseignes est de nier l'évidence. Le problème de ne pas avoir de législation ou d'obligation de rendre public sa filière d'approvisionnement fait que, in fine, on empêche le premier pas, c'est-à-dire, la transparence et la responsabilisation des marques, et derrière, l'indemnisation des victimes. Donc, clairement, s'il y a un aspect sur lequel on doit avancer au niveau législatif européen, c'est cet aspect-là : la transparence de la filière d'approvisionnement.³

Le scandale du Rana Plaza démontre le manque de diligence raisonnable en matière des droits de l'Homme tout au long des chaînes d'approvisionnement. L'absence de loi ne permet pas la responsabilisation des entreprises. Leurs actes délictueux ne sont pas condamnés et les sévices continuent d'être exercés. Un instrument législatif contraignant forcerait les entreprises à rendre compte de leurs actes et permettrait aux autorités de punir les acteurs à l'origine de pratiques criminelles.

De plus, la loi favoriserait la transparence des entreprises par la remise de rapports. Ces déclarations auraient pour objectif de cibler les maillons défectueux de la chaîne de production et d'apporter des mesures concrètes pour empêcher le renouvellement de telles tragédies.

³ Rana Plaza : qui est responsable et pourquoi sont-ils morts ? (2016). Belgique : achACT. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=As7uUrTuPwY>

PARTIE 2 : LE DEVOIR DE VIGILANCE EN MATIERE DES DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX

1. Chapitre 1 – Le devoir de vigilance

La crise du Covid-19 a mis en lumière les défaillances de notre système économique qui nuisent considérablement à la cause environnementale et humaine. L'intégration des responsabilités écologique et sociale freine certaines entreprises à se conformer aux exigences d'un monde durable tant le renouvellement de leurs activités de production est une tâche coûteuse et contraignante. Cependant, les pressions sociales en faveur d'une transition écologique plus responsable sont croissantes et le besoin de conscientiser les entreprises et les multinationales se fait entendre amplement.

Pour atteindre la neutralité climatique en 2050, la Commission européenne s'est lancée de nombreux défis. La mission est ambitieuse mais essentielle à la modération du changement climatique et à la remédiation de la situation sociale. Aujourd'hui, les mentalités évoluent vers l'intégration de gestes écologiques dans la vie de tous les jours. Le changement de comportement des citoyens et la pression exercée par les défenseurs des droits de l'Homme et de l'environnement obligent les autorités gouvernementales européennes à prendre des mesures pour diminuer les impacts néfastes des activités de production. Elles détiennent les compétences légales pour inciter les entreprises à modifier leur business model vers des stratégies d'orientation qui intègrent l'ensemble des piliers RSE et sont tenues de renforcer la responsabilité de ces entreprises lorsqu'elles portent atteinte aux droits humains et nuisent à l'environnement tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

1. Le devoir de l'Union européenne

Le système économique actuel récompense les acteurs irresponsables qui imposent aux plus vulnérables le poids de leurs impacts néfastes (Devoir de diligence, 2021). Les entreprises attentives à leur devoir de diligence sont désavantagées (Taylor, 2021) par rapport aux multinationales influentes qui ne craignent pas les représailles tant leurs moyens sont illimités. « Tant que nous fermons les yeux sur les violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises, nous récompensons ceux qui se soustraient à leurs responsabilités » affirme Heidi Hautala, une eurodéputée finlandaise (Taylor, 2021, para 7). A la quête du profit intarissable, ces multinationales se sentent légitimes d'enfreindre les règles

qui protègent l'environnement et méprisent les droits de leurs travailleurs dont les conditions de vie engendrent parfois de graves conséquences physiques et psychologiques.

Le devoir de l'Europe est d'introduire, au sein de sa législation, une loi qui favoriserait la transparence des informations non-financières et qui obligerait les entreprises à rendre compte de leurs actes. Dû à leur caractère contraignant, les lois obligent les entreprises à s'engager (Andrieu & Nestor, 2016). Les réglementations oppressives inverseraient la tendance actuelle et les comportements abusifs seraient dominés par des actes responsables (Fox, 2019). Les entreprises récalcitrantes seraient soumises à des sanctions proportionnelles à leurs pratiques délictuelles.

La clarification européenne des standards éthiques reflète le point de départ d'une transition économique vers un monde plus égalitaire, juste et responsable (Poos, 2021).

En 2021, l'Assemblée Nationale française a rendu un rapport d'information relatif au devoir de vigilance des multinationales. Il introduisait certaines mesures que l'Assemblée voulait voir apparaître dans un texte législatif européen.

Recommandations proposées par l'Assemblée Nationale française pour une directive européenne sur le devoir de vigilance

La directive européenne sur le devoir de vigilance doit proposer un champ ambitieux pour prévenir des atteintes aux droits humains et environnementaux. Il existe 3 grands critères à prendre en considération :

- Le type de risques sur lesquels s'exerce le devoir de vigilance
- La taille des entreprises concernées et les indicateurs utilisés pour identifier ces entreprises
- La profondeur des chaînes d'approvisionnement concernée par le devoir de vigilance

La définition des risques

Proposition n°1 : *une future directive relative au devoir de vigilance au niveau européen doit inclure les risques environnementaux à côté des droits humains.*

Le respect des droits de l'Homme fait partie des priorités de l'UE et demeure une de ses valeurs fondamentales. Parmi les droits de l'Homme, le rapport propose de distinguer le travail des enfants, le travail forcé et toutes les formes d'exploitation existantes au sein des chaînes de

valeurs. Les droits sociaux comme la liberté syndicale et le droit aux conditions de travail décentes sont également mis en exergue.

Malgré la position sceptique de nombreux représentants d'entreprises européennes, l'UE prône la protection de l'environnement et souhaite que la directive sur le devoir de vigilance prenne en considération l'urgence écologique. Les risques environnementaux doivent constituer un niveau minimal d'exigence pour l'UE. Cependant, le rapport propose de distinguer le changement climatique, traité par les négociations internationales et les risques environnementaux, qui peuvent provenir directement d'activités réalisées au sein d'une entreprise qui manque à son devoir de vigilance.

Le périmètre des entreprises concernées

Proposition n°2 : *développer des critères multiples qui ne soient pas limités aux seuls effectifs des groupes pour une application plus pertinente du devoir de vigilance. Ces critères alternatifs pourraient s'inspirer du droit européen de la concurrence et permettraient d'inclure des entreprises extra-européennes opérant sur le marché intérieur.*

La loi française ne permet pas d'identifier les entreprises soumises au devoir de vigilance car elle prend uniquement en considération les effectifs au niveau du groupe qui n'est pas une donnée publique.

Les enquêtes liées à la réalisation du rapport ont conclu que certaines approches pouvaient être utiles à l'établissement des listes assujetties au devoir de vigilance. Dans un premier temps, des critères liés au droit de la concurrence, tels que le chiffre d'affaires réalisé en Europe et le pouvoir de marché des entreprises peuvent être intéressants. Ensuite, une seconde approche pertinente s'articule autour de facteurs alternatifs au nombre d'employés.

Toutefois, à l'échelle européenne, les critères employés dans la loi française comme, la forme sociale et le pays d'origine des entreprises, ne sera pas pris en compte lors de l'écriture du texte européen.

Proposition n°3 : *s'agissant des seuils d'application du devoir de vigilance, le niveau retenu devra s'inspirer de la loi allemande ainsi que d'une progressivité permettant une appropriation des nouvelles normes par les entreprises concernées.*

Si, les seuils déterminés par l'Allemagne constituent un point de départ pour l'UE, la Commission européenne a pourtant rappelé que les PME seraient dépourvues de toute charge administrative excessive.

La profondeur des chaînes de valeur

Proposition n°5 : *instituer une obligation de vigilance raisonnable constituant à identifier et traiter les risques sur l'ensemble de la chaîne de valeur lorsqu'une relation commerciale est établie, sans se limiter aux premiers rangs des fournisseurs et sous-traitants.*

Le texte européen devra statuer sur l'effectivité du devoir de vigilance dans les chaînes de valeur. La première approche propose à l'entreprise d'exercer un contrôle de vigilance sur les fournisseurs de premiers rangs. Cette méthode est peu appréciée des rapporteurs qui préfèrent instaurer un contrôle sur l'ensemble de la chaîne et dès qu'une relation commerciale est possible. L'objectif est d'impliquer un grand nombre de sous-traitants indirects pour protéger un maximum de travailleurs.

Proposition n°6 : *un futur devoir de vigilance européen doit privilégier la voie du recours afin de permettre aux victimes d'obtenir réparation des préjudices causés par les manquements d'une entreprise à son devoir de vigilance via la responsabilité civile de ladite entreprise.*

La création d'une autorité administrative doit être juxtaposée à la voie du recours judiciaire. Cette mesure permet aux victimes d'être indemnisées et engage la responsabilité civile de l'entreprise aux comportements pernicioeux.

Certaines ONG pensent que le texte européen doit fournir une présomption de responsabilité des entreprises en cas de préjudice. Cependant, l'inversion de la charge de la preuve a peu de chance de faire l'objet d'un accord politique.

Proposition n°7 : *la création d'autorités administratives compétentes en matière de devoir de vigilance au niveau européen doit être complémentaire d'une voie de recours judiciaire et ne peut s'y subsister.*

Le rapport propose d'instaurer une autorité administrative dont la mission est de guider les entreprises et de mettre à leur disposition toutes les ressources nécessaires au renforcement de leur devoir de vigilance. La politique publique d'accompagnement est indispensable à la consolidation du devoir de vigilance au sein de l'UE.

Proposition n°8 : *instituer un réseau européen d'autorités administratives nationales portant une véritable politique publique de prévention fondée sur une expertise publique indépendante, le dialogue avec la société civile et l'accompagnement des acteurs économiques.*

2. Study on due diligence requirements through the supply chain

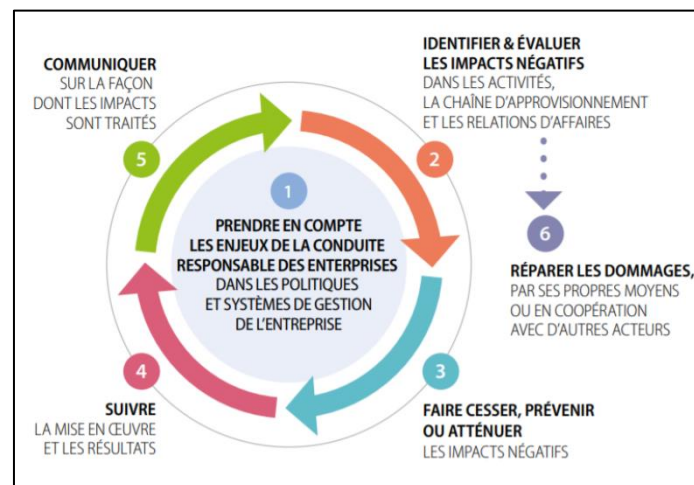
2.1. Le concept de vigilance raisonnable

En février 2020, la Commission européenne publie une étude sur le devoir de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement. Cette étude est réalisée par le British Institute of International Comparative Law et recommandée par l'institution européenne qui souhaite identifier l'ensemble des pratiques en faveur du devoir de diligence, mises en place au sein des chaînes de valeur. L'objectif est d'évaluer l'impact des mesures actuelles et d'enquêter sur **l'intérêt porté à** de nouvelles réglementations (Reynders, 2020).

Par définition, le concept de diligence raisonnable est :

Un ensemble de procédure permettant aux entreprises d'identifier, de prévenir, d'atténuer et de rendre compte des incidences négatives qu'elles peuvent avoir sur les droits de l'Homme et sur l'environnement, tel qu'il a été introduit par les Principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme. (Smit et al., 2020, p24)

Figure 3: processus du devoir de vigilance et mesures nécessaires à sa mise en œuvre



Source : Confédération syndicale internationale, 2020

Dans son discours sur la diligence raisonnable, Didier Reynders annonce que le British Institute a obtenu plus de 600 réponses parmi un échantillon de représentants composé de parties

prenantes et de personnes d'affaires. Les répondants proviennent de divers Etats membres (Reynders, 2020).

2.2. Les pratiques du marché

Le British Institute sépare son étude en trois parties distinctes. L'analyse des pratiques du marché révèle des résultats probants à la réalisation de ce travail de recherches. Pour répondre aux besoins de la requête européenne, les chercheurs ont consacré du temps à la réalisation d'entretien, d'études de cas et de recherches scientifiques utiles à l'identification des pratiques de diligence raisonnable actuelles instaurées au sein des chaînes de valeur. Les investigations s'étendent dans toute l'Union Européenne et au-delà de ses frontières. Les chercheurs ont interrogé 334 répondants parmi des entreprises de taille et de secteur différents.

Les enquêteurs ont analysé le comportement adopté par les entreprises lorsqu'elles faisaient face à une situation qui revendiquait le devoir de diligence. Les résultats prouvent que le changement d'attitude sur base volontaire est dérisoire. Au sein de l'Union Européenne, seuls 37% des entreprises introduisent au cœur de leur stratégie des actions qui interdisent les pratiques néfastes pour l'Homme et la planète. Un tiers des répondants avouent se limiter à la diligence raisonnable dans certains domaines d'activité et le reste des entreprises se contentent de responsabiliser leurs fournisseurs directs.

Les chiffres recensés par les chercheurs sont parlants : la grande majorité des entreprises ne souhaitent pas honorer son devoir de diligence. Ils ont découvert que le cadre législatif actuel ne leur procure pas une sécurité juridique adéquate et demeure incohérent face à l'ampleur des recommandations gouvernementales.

Néanmoins, les entreprises interrogées ont souligné l'efficacité des exigences en matière de transparence. Le reporting détecte les incidences négatives dans les chaînes de valeur et oblige les entreprises à rendre compte de leurs actes de négligence. Plusieurs acteurs économiques pensent que les réglementations actuelles ne sont pas suffisamment sensibles aux nuisances de certaines entreprises et considèrent que des mesures coercitives et des pénalités despotiques tendront vers davantage de vigilance.

Malgré certaines divergences d'opinion et des inquiétudes relatives à l'application des sanctions, les entreprises et multinationales semblent majoritairement favorables à l'introduction de nouvelles législations sur le devoir de diligence en matière des droit humains et de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement. Les normes internationales ont

pour mission d'harmoniser les législations des Etats membres et 70% des répondants à l'enquête affirment que la mise en vigueur d'une loi européenne est propice aux changements de comportement significatifs des acteurs économiques : les pénalités drastiques appliquées en cas de transgression aux textes de loi ont des répercussions notables et freinent les agissements nuisibles pour l'Homme et la planète (Smit et al., 2020) .

En avril 2020, Didier Reynders réagit aux résultats de l'étude publiée deux mois plus tôt et promet de débiter les négociations au sein de la Commission européenne sur une loi de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement. « We have already started consulting on the main lines of the possible initiative. [...] DG JUST will also launch its own public consultation regarding the initiative. I will listen to all parties in the public consultation process.» (Reynders, 2020)

2.3. Le rapport du Parlement européen du 10 mars 2021

Le Parlement européen répond favorablement au projet de loi lancé par D.Reynders et rédige un rapport qui promeut l'importance d'une directive sur le devoir de diligence. Le 10 mars 2021, à 504 voix contre 79, le rapport est adopté (Taylor, 2021). La proposition de loi fait partie intégrante du plan de relance européen (Haque, Richmond et Stuart, 2021) et propose de réagir face aux problèmes environnementaux et sociaux majeurs dans les chaînes d'approvisionnement. La loi s'intéresse aux entreprises européennes et étrangères qui opèrent au sein de l'Union. Le Parlement européen souhaite que la Commission statue sur l'harmonisation des lois nationales et oblige la diligence raisonnable pour pallier toute forme de nuisances humaines et environnementales (Taylor, 2021). La législation doit être oppressive et les recommandations contraignantes pour s'assurer de la responsabilisation des entreprises.

Tout d'abord, le rapport exige davantage de communication entre les différents maillons de la chaîne de valeur (Human Rights Watch, 2021). Une communication efficace et le partage d'informations entre les acteurs économiques permet d'accroître la transparence de l'entreprise et de sa chaîne d'approvisionnement. Le Parlement européen encourage les parties prenantes (Haque et al, 2021) à intervenir régulièrement au cours des négociations car elles détiennent un pouvoir d'influence remarquable sur la société et peuvent conduire à des décisions entrepreneuriales plus éthiques.

Ensuite, le rapport suggère un renforcement accru des audits pour vérifier les pratiques des fournisseurs de l'entreprise et de ses parties tierces. La révision d'entreprise permet l'identification des risques relatifs aux enjeux environnementaux et sociaux au sein des chaînes

de valeur et indique quelles mesures de prévention et de correction sont nécessaires à l'éradication de ces risques.

Les entreprises qui ne se conforment pas à la législation seront soumises à des amendes. Les sanctions liées aux manquements législatifs peuvent engendrer de graves conséquences pour l'entreprise jugée. Les autorités responsables détiennent le pouvoir d'attribuer des amendes pécuniaires qui suivent le principe de proportionnalité (Commission des affaires juridiques, Communiqué de presse, 27 janvier 2021). Lorsque l'infraction occasionne des délits plus importants, l'entreprise peut être soumise à l'interdiction d'accès aux marchés européens. De plus, l'Union européenne doit pouvoir se réserver le droit de prohiber l'importation de biens dont la production est liée à des pratiques de violations de droits humains et environnementaux (Héraud, 2021).

La proposition législative de la Commission européenne devait être présentée durant l'été 2021. Cependant, l'Europe prend du temps à statuer sur un texte de loi. Les enjeux que prônent la directive sont colossaux et les divergences d'opinion entre les ONG et les syndicats d'entreprise sont nombreux. Après un premier délai accordé pour fin octobre, les négociations se poursuivent et les experts conjecturent un report durant le début de l'année suivante (Fabre, 2021).

Chapitre 2 – L'harmonisation des législations européennes

En 2017, lors des négociations relatives à la loi sur le devoir de vigilance (voir infra), les dirigeants politiques français menaient d'impétueux débats. Tandis que les ONG réclamaient un texte de loi encore plus ambitieux, l'association française des entreprises privées (Afed) indiquait que l'envergure de la loi en faveur de la diligence raisonnable pénaliserait les entreprises. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'élaborer un consensus entre les diverses parties prenantes d'un Etat membre mais d'harmoniser les exigences à l'échelle européenne. Comme le souligne Sylvie Thonnerieux, experte et formatrice en Responsabilité Sociétale Internationale chez ACTE International :

Comme on pouvait s'y attendre au vu de la sensibilité du texte et sa difficulté technique, le travail de la Commission européenne nécessite plus de temps que prévu, et même si les responsables du dossier réitèrent leur volonté d'aboutir coûte que coûte à une proposition, le report à fin d'année n'est pas exclu.

Entre la pression des entreprises européennes qui souhaitent à la fois limiter leur responsabilité juridique, inclure les entreprises des pays tiers dans le champ d'application du texte, en exclure les petites et moyennes entreprises, et les ONG qui poussent à l'adoption d'obligations bien plus exigeantes que les lois nationales individuelles déjà en vigueur, le chemin est étroit pour la Commission. (Thonnerieux & Verbouw, 2021, para 5)

1. Les initiatives législatives des pays précurseurs en matière de durabilité

L'urgence de la situation amène les dirigeants politiques mondiaux à statuer sur le devoir de vigilance. Au sein de l'Union européenne, la France est précurseur. Les Pays-Bas et l'Allemagne suivent son exemple et établissent des lois ou des plans d'action pour atténuer les risques liés aux violations humaines et environnementales. Les nuances législatives recensées dans les textes de loi nationaux sont présentes.

Au-delà de nos frontières européennes, d'autres Etats sont inquiets quant à l'avenir de l'Homme et de la planète. Tandis que la Californie s'attaque à la transparence des chaînes de valeur (*California Transparency Supply Chains Act*), l'Australie tente d'interdire l'esclavage moderne dans les activités de production grâce à son projet de loi établi en 2018. En Europe, c'est en 2015 que le Royaume-Uni devient le premier pays au monde à mettre en vigueur une loi qui prohibe l'esclavage moderne dans des chaînes d'approvisionnement (Confédération syndicale internationale, 2020).

1.1. L'Angleterre

En 2015, l'Angleterre devient le premier pays européen à établir une loi contre l'esclavage moderne au sein des chaînes d'approvisionnement (Gausi, 2015). Le « Modern Slavery Act » est une loi adoptée par le Parlement anglais qui oblige les entreprises à rendre compte de leur devoir de vigilance et à éradiquer toute pratique d'esclavagisme d'ici 2030 (Nolan, 2021). Pour atteindre cet objectif ambitieux, les autorités anglaises invitent les entreprises à déclarer annuellement les procédures mises en place pour néantiser le trafic d'êtres humains et l'esclavage dans l'ensemble des activités de la chaîne de valeur (Nolan, 2021). Les déclarations des pratiques adoptées sont recensées sur le site web de l'entreprise (George, 2021). Ces rapports publics permettent d'accroître la transparence de l'entreprise et les exigences législatives améliorent sa performance.

Dans de nombreux pays, les esclavagistes ne sont pas jugés pour leurs crimes contre l'humanité et les préjudices causés aux victimes restent impunis. En 2020, l'amendement du Modern Slavery Act permet des évolutions considérables en la matière car il protège les victimes (Gausi, 2021) et les soutient dans leurs démarches en justice. Les personnes opprimées sont encouragées à entamer des procédures judiciaires car les asservisseurs doivent dorénavant rendre compte de leurs actes attentatoires à la dignité de l'Homme.

En théorie, la nouvelle législation semble innovante et peut causer de lourdes peines à ceux qui osent enfreindre ses lignes. Cependant, trois ans après la mise en vigueur du Modern Slavery Act, des milliers d'esclaves continuent de débarquer chaque année au Royaume Uni pour travailler dans des conditions atroces (abus psychologiques et sexuels, surcharge de travail, des heures de labeur impayées, une rémunération misérable qui freine l'indépendance, ...) (Gausi, 2021). Les travailleurs connaissent des retards de paiement de salaire considérables et les exigences changeantes des consommateurs aux quatre coins du globe sollicitent des méthodes de travail rapides et efficaces qui intensifient l'exploitation humaine (HM Government, 2020). Notre conscience éthique peut accueillir cette cruauté avec scepticisme et l'impassibilité face à de telles situations inhumaines peut en interpeller plus d'un.

Suivant l'adoption et la mise à jour de la loi anglaise, comment des actes nuisibles à la condition humaine peuvent-ils encore être rencontrés? Grâce à une consultation approfondie des textes de loi, on découvre qu'il n'existe aucune sanction pécuniaire pour les infractions commises. Les entreprises sont uniquement incitées à rédiger des déclarations qui évaluent leurs actions correctives implémentées. Les tâches administratives sont fastidieuses et beaucoup de sociétés anglaises ont franchi la barrière de l'illégalité : elles ont complété et publié des faux. L'usage de faux est une entrave à l'amélioration de la situation des droits humains. En effet, en 2019, le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'Homme a réalisé une étude qui prouve que seulement 20% des entreprises respectaient les exigences minimales de la loi (Royaume-Uni : la loi sur l'esclavage, 2021) et selon une étude publiée par le Chartered Institute of Procurement & Supply (CIPS) en 2017, 10% des entreprises rencontraient des pratiques d'esclavagisme au sein de leurs opérations de production (Alvarez, 2018). Le 15 juin 2021, un projet de loi a été présenté à la Chambre des lords pour contraindre d'avantage les entreprises et leur attribuer des sanctions en cas de graves violations législatives (ESG : le projet de loi sur l'esclavage, 2021). Actuellement, la loi demeure insuffisante et l'espoir d'adopter le Modern Slavery Amendment Bill fait vivre les cœurs éthiques et responsables. Les autorités anglaises pourraient condamner de manière proportionnelle les infractions commises, les pénalités

pourraient s'élever jusqu'à 4% du chiffre d'affaire et la personne responsable de fausses déclarations pourrait encourir 2 ans d'emprisonnement (ESG : le projet de loi sur l'esclavage, 2021). Une contrainte additionnelle s'ajoute à celles précédemment citées : la loi pourrait ordonner l'interdiction d'accès aux marchés publics lorsque les mesures correctives employées ne sont pas suffisamment efficaces.

1.2. La France

La tragédie du Rana Plaza entraînent des mouvements éthiques au cœur des ONG et des syndicats français, défenseurs des droits humains (Madeline, 2019). Le drame du 24 avril 2013 est un crime contre l'humanité qui doit être condamné pour que les victimes puissent être indemnisées et les responsables de la catastrophe, inculpés. Les militants ont revendiqué une loi dont l'objectif est d'assurer le respect des droits de l'Homme et de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement. Les réclamations étaient nombreuses. En 2017, le législateur français s'est inspiré des Principes Directeurs des Nations Unies pour rédiger les lignes directrices du texte de loi (La loi française, 2020) sur le devoir de vigilance.

L'entreprise doit pouvoir identifier et supprimer les risques qui entravent les droits humains fondamentaux et l'environnement. Pour atteindre cet objectif fixé par les autorités françaises, elle doit mettre en place des systèmes de surveillance qui vont analyser l'efficacité des mesures prises et alerter en cas de défaillance. Les parties prenantes, comme les syndicats et les ONG, peuvent intervenir lors de la rédaction du programme de conformité et de vigilance. A terme, toutes les pratiques qui nuisent aux droits humains et à l'environnement seront éradiquées des activités de production (La loi française, 2020).

La loi prévoit un champ d'application extrêmement large qui oblige les maisons mères françaises ainsi que leurs filiales et l'ensemble de leurs fournisseurs à rendre compte de leur devoir de vigilance. Cependant, la loi est applicable si l'entreprise emploie un minimum de 5000 personnes en France et dans ses filiales, depuis au moins deux ans. Elle reste également soumise à la loi si elle emploie 10 000 personnes en France et dans des pays étrangers. Dans le cas contraire, l'entreprise n'est pas soumise à cette loi.

Les victimes de la défaillance du programme, ou de sa mauvaise application, peuvent porter plainte pour la conduite répréhensible de l'entreprise. Cependant, il existe une gradation progressive pour pénaliser une entreprise irresponsable face à son devoir de vigilance. Suivant une première infraction, le juge lui accordera trois mois pour se conformer et introduire les exigences législatives dans son business model. En cas de récidive, l'entreprise sera redevable

d'une amende pécuniaire. Quelques mois après sa mise en vigueur, la législation française subit un amendement qui annule cette clause et fait naître un manque de clarté sur les sanctions à attribuer en cas de manquements législatifs (La loi française, 2020).

Tandis que de nombreuses entreprises françaises ne souhaitent pas se conformer pleinement à la loi sur le devoir de vigilance (Madeline, 2019), certains Etats membres voisins tentent de prendre exemple sur la France. Successivement, les Pays-Bas et l'Allemagne établissent dans leur droit national une loi qui prône le respect dans les chaînes d'approvisionnement. Bien que les textes de loi suggèrent des directions législatives différentes, l'évolution de la situation internationale des droits humains et environnementaux est considérable. En 2019, Cyril Cosmes, directeur de l'OIT française, dressait un bilan optimiste des progrès réalisés depuis la mise en vigueur de la loi sur le devoir de vigilance : « ... La France a été précurseur sur le sujet car il existe dans le pays une importante tradition législative. Mais d'autres pays vont actuellement dans la même direction. A terme le débat resurgira sans aucun doute au Parlement Européen » (La loi française sur le « devoir de vigilance » fait peu à peu des émules, para 5). Actuellement, le Parlement attend la proposition législative de la Commission Européenne qui tarde à la lui soumettre. Les divergences d'opinions entre les Etats membres empêchent la Commission de décrocher un consensus qui harmonisera la législation à l'échelle européenne.

1.3. Les Pays-Bas

Le 14 mai 2019, les Pays-Bas ont adopté une loi en faveur du devoir de diligence : la « Wet Zorgplicht Kinderarbeid ». La législation est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 (Les Pays-Bas adoptent une loi, 2019). Contrairement aux Etats membres voisins, les lignes directrices de la loi néerlandaise sont moins drastiques. Elles concernent uniquement le travail forcé des enfants (Langenfeld, 2019). La loi impose aux entreprises néerlandaises, ou qui interviennent pour des raisons professionnelles au moins deux fois par an aux Pays-Bas (Les Pays-Bas adoptent une loi, 2019), de prévenir et d'identifier les risques et les situations liés au travail forcé des enfants dans les chaînes d'approvisionnement. A terme, les Pays-Bas souhaiteraient éradiquer le travail infantile. Pour répondre au devoir de diligence, les entreprises sont encouragées à mettre en place des mesures correctives.

Les Pays-Bas rencontrent une importante similitude avec leurs voisins anglais. Pour accroître la transparence d'entreprise, le gouvernement néerlandais met en exergue la divulgation d'informations. Les entreprises sont invitées à déclarer l'ensemble des actions correctives indispensables à la suppression du travail infantile, instaurées au sein des diverses activités de

la chaîne de valeur. Un régulateur désigné par le gouvernement doit publier ces déclarations dans un registre officiel. Ce même régulateur possède le rôle d'intermédiaire entre les entreprises et les consommateurs. Il enregistre les plaintes déposées et autorise les procédures judiciaires lorsque l'infraction est trop importante. Les sanctions liées aux manquements législatifs sont graduelles. Dans un premier temps, le législateur décide d'une amende pécuniaire. En cas de récidive, dans les 5 années qui suivent la première pénalité, le législateur peut statuer sur une amende onéreuse ou ordonner jusqu'à 4 ans d'emprisonnement ferme pour les dirigeants de l'entreprise à l'origine de la faute délictuelle (Langenfeld, 2019).

1.4. L'Allemagne

En septembre 2020, le gouvernement allemand annonce un projet de loi sur le devoir de vigilance des entreprises au sein des chaînes d'approvisionnement. Cette loi impose aux sociétés allemandes de renforcer leurs responsabilités en matière des droits humains et environnementaux (Nerbollier, 2021).

Contrairement à la France qui punit l'ensemble des nuisances environnementales, l'Allemagne les prend en considération, si et seulement si, elles entraînent des manquements aux droits humains (Deckert, 2021). Alors que, la France impose ses règles à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, les entreprises allemandes sont uniquement responsables de leurs fournisseurs directs autochtones et étrangers. En cas de violation modérée, l'entreprise peut accompagner le fournisseur et lui proposer des formations qui l'aideront à se conformer à la loi. Si la défaillance est trop importante, l'entreprise doit immédiatement mettre un terme au contrat qui l'engage auprès de son fournisseur. Il existe une exception pour les fournisseurs indirects. Si l'entreprise a vent de graves violations commises par un fournisseur indirect, elle doit cesser toute relation commerciale avec ce prestataire (Bridier, 2021).

Pour s'assurer du respect des mesures imposées, des contrôles internes peuvent être effectués. En cas de manquement à la législation, l'entreprise s'expose à de lourdes conséquences punitives. Les amendes sont administrées suivant le principe de proportionnalité qui propose des pénalités à la hauteur de la gravité des impacts engendrés. Elles peuvent s'élever jusqu'à 2% du chiffre d'affaire de l'entreprise auditée. Lorsque l'amende dépasse 175 000€, l'autorité compétente peut juger l'exclusion temporaire des marchés publics pour une durée maximale de trois années (FIDH, communiqué, 15 novembre 2021).

La loi encourage les entreprises à prendre des mesures d'alerte pour prévenir les dangers et sollicite la mise en place d'actions correctives en cas de plaintes et de risques avérés. Les

sociétés allemandes ont l'obligation de publier des rapports annuels qui constatent ces risques et qui déterminent les mesures employées pour les éradiquer (Deckert, 2021). Si l'entreprise ne remplit pas ses tâches administratives, elle encourt de lourdes amendes (Bridier, 2021).

Pour déterminer le pourcentage de la population en faveur d'une loi sur le devoir de diligence des entreprises, plusieurs études allemandes ont été réalisées. Les $\frac{3}{4}$ de la population interrogée par Infratest en 2020 sollicitaient une telle législation et de nombreuses multinationales, comme l'Oréal, Daimler et Adidas, souhaitent que le gouvernement allemand ratifie un cadre légal (Lawton, 2020). Un an plus tard, en 2021, le gouvernement constatait que 13% à 17% des entreprises honoraient leurs responsabilités tandis que 87% d'entre-elles les méprisaient (FIDH, communiqué, 15 novembre 2021). Suite aux résultats probants de ces études, Hubertus Heil, ministre du Travail et des Affaires sociales de la République Fédérale d'Allemagne, s'est prononcé sur l'impuissance de la base volontaire. Peu d'entreprises décident de s'engager dans la mise en place de procédures qui ont pour objectif d'améliorer la situation des droits sociaux et environnementaux. Le ministre du Travail et des Affaires sociales ainsi que de nombreux syndicats allemands prônent un cadre législatif européen stricte et performant. Seul le texte européen peut consolider la législation existante et harmoniser les lois des Etats membres (Héraud, 2021).

Malgré son adoption le 3 mars 2021, le projet ne fait pas l'unanimité. Certaines organisations comme la Fédération des industries allemandes (BDI), la Fédération des chambres de commerce et d'Industrie allemandes (DIHK) et l'Union fédérale des syndicats patronaux allemands (BDA) qualifient les recommandations gouvernementales trop exigeantes pour les entreprises. Elles ont connu des mois difficiles depuis le début de la crise du Covid et leur imposer de nouvelles mesures aussi contraignantes que celles annoncées par le projet serait un préjudice considérable. Les sociétés allemandes ont subi de nombreuses restrictions commerciales et de nouvelles exigences nationales pourraient les anéantir (Lawton, 2021).

Cependant, Heil n'est pas de cet avis. Les fédérations et les entreprises ne peuvent pas se servir de la crise actuelle comme échappatoire pour ne pas se soumettre aux exigences gouvernementales. L'Etat membre est parfaitement en mesure de prendre ses responsabilités et il est de son devoir de ne pas imposer le poids de la crise aux maillons faibles de la chaîne d'approvisionnement (Steiner, 2020).

Le 11 juin 2021, l'Allemagne adopte la loi sur le devoir de diligence des entreprises. Malgré les avancées considérables en la matière, les ONG défenseuses des droits de l'Homme et la

Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH) jugent la législation trop faible et reprochent ses insuffisances (FIDH, communiqué, 15 novembre 2021). Ils implorent l'Union Européenne d'établir un cadre législatif plus contraignant envers les entreprises et l'invitent à prendre exemple sur le texte oppressif de la législation française. Néanmoins, les partis opposants allemands rappellent que la directive européenne ne pourra pas pallier les différences législatives entre les deux Etats membres (Lenoir, 2021).

Malgré la divergence d'opinions, la loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2023 pour les entreprises qui possèdent plus de 3000 employés sur le sol allemand. Cette règle s'applique également aux entreprises étrangères actives en Allemagne et représentées par un établissement secondaire. Ce seuil passera à 1000 employés un an plus tard (Deckert, 2021).

1.5. La Belgique

Le 22 avril 2021, le Parlement fédéral belge vote sur la prise en considération d'une proposition de loi en faveur du devoir de vigilance. La Belgique ne souhaite plus attendre la proposition législative de la Commission européenne. Le pays ne possède pas encore de lignes directrices concernant le devoir de vigilance et les partis politiques socialistes belges sont inquiets pour l'avenir. Les retards dans les négociations et les reports successifs sont nombreux et les dommages continuent d'être causés.

Dans un premier temps, le Parlement fédéral belge recommande la mise en place de « *mécanismes qui permettent, continuellement, d'identifier, de prévenir, d'arrêter, de réduire au maximum et de remédier à toute violation potentielle et/ou effective des droits humains, des droits du travail et des normes environnementales tout au long de leurs chaînes de valeur* »⁴. Ces procédures s'adressent aux entreprises établies sur le sol belge ainsi qu'à leurs succursales. Ensuite, le projet de loi socialiste souhaite faciliter l'accès des victimes à la justice et rédige une clause « d'inversion de la charge de la preuve ». L'objectif est d'inciter les entreprises à rendre compte de leurs actes de négligence. L'inversion sous-tend la culpabilité de l'entreprise qui doit prouver sa probité envers les précautions prises et utiles à l'éradication de toute violation.

A l'instar de ce qui se fait dans les pays voisins, certains organismes sont contre le devoir de vigilance. Chez nous, la Fédération des Entreprises de Belgique (la FEB) pense qu'une loi en sa faveur provoquerait des préjudices non-négligeables aux entreprises belges. La nouvelle

⁴ Olbrechts, F. (2021). *Vers un devoir de vigilance belge ? Retour sur l'audition au Parlement du 22/10/2021*. En ligne <https://www.wsm.be/actu/retour-audition-parlementaire-hrdd.html>, consulté le 24 décembre 2021

législation mettrait en péril leur intégrité. Pour accroître la transparence de la chaîne de valeur, la loi sollicite une communication permanente sur le partage d'informations. Cependant, les dirigeants d'entreprises ne possèdent pas toujours toutes les données de terrain. Sans vouloir remettre en considération leur probité envers le règlement législatif, ils se retrouvent dans l'incapacité à déclarer des informations que la loi exige.

La FEB admet que le corps législatif doit rendre justice aux personnes victimes de violations mais considère qu'il s'agit d'un devoir étatique. Certains gouvernements ignorent leur devoir de vigilance et abandonnent leurs citoyens dans des conditions de vie atroces. Les entreprises n'ont pas suffisamment de pouvoir pour influencer les décisions politiques des instances nationales qui ferment les yeux sur les pratiques immorales et qui autorisent des comportements pernicieux.

Malgré l'opinion recevable de la FEB, les ONG, les syndicats et quelques 60 entreprises soutiennent les décisions politiques belges. Ils pensent que les entreprises doivent rendre compte de leurs actes de négligence et ne plus faire fi de leurs responsabilités.

Une loi belge donnerait aux entreprises de notre pays la bonne impulsion pour préparer leurs opérations commerciales en prévision de la mise en œuvre d'un règlement de l'UE et ainsi prendre de l'avance sur un marché européen où les décideurs politiques, les consommateurs et les investisseurs peuvent mieux répondre aux attentes en matière de responsabilité sociétale des entreprises. (Olbrechts, 2021, para 10)

Les partis politiques belges en faveur de la législation sur le devoir de vigilance (PS, CD&V et Ecolo) comprennent que l'auto-régulation n'est pas suffisante. Ils prônent le besoin de responsabiliser les entreprises et de les obliger à respecter leurs travailleurs et l'environnement partout dans le monde.

Beaucoup dépendra désormais de l'évolution de la directive au sein de la Commission européenne. Si elle est déposée fin octobre, elle offrira à nouveau à la Belgique l'opportunité de préciser un certain nombre de points de sa propre législation. (Olbrechts, 2021, para 32)

Chapitre 3 – Le plan d’action qui vise à interdire la déforestation

1. Une nouvelle règle pour renforcer le devoir de vigilance

Le 17 novembre 2021, la Commission européenne adoptait de nouvelles propositions législatives qui renforcent les initiatives politiques proposées au sein du Green deal européen (Commission européenne, Communiqué de presse, 17 novembre 2021). Les nouvelles règles suggèrent l’implémentation du devoir de diligence dans les entreprises dont les activités de production sont liées à des pratiques de déforestation. La loi est applicable à toutes les entreprises de tailles et de secteurs différents (Taylor, 2021).

L’Union européenne demeure le deuxième plus grand importateur de produits liés à la déforestation (Fricot, 2021). La mission ambitieuse de la Commission s’inscrit dans la continuité du plan de relance économique qui vise à atteindre la neutralité climatique de l’Europe d’ici 2050.

A partir du 1^{er} janvier 2022, les entreprises collectent des données qui prouvent la production éthique de leurs produits. Pour bénéficier du marché intérieur de l’Union, les entreprises doivent apporter la preuve irréfutable que leur production n’est pas liée à la déforestation. La loi incite les entreprises à instaurer des mesures de prévention qui ciblent les risques de déboisement intensif. Elle recommande l’adoption d’outils de traçabilité (Fricot, 2021) et de surveillance satellite, des audits ou des formations qui tentent d’accroître la performance des fournisseurs et permettent l’enrichissement de leurs connaissances sur l’exploitation forestière (Taylor, 2021).

Les pénalités sont proportionnelles à la gravité de l’infraction commise. Les autorités responsables peuvent statuer sur une amende pécuniaire ou suspendre les activités commerciales au sein de l’Union européenne (Commission des affaires juridiques, Communiqué de presse, 27 janvier 2021).

L’initiative souligne les évolutions considérables dans le cadre de la diligence raisonnable. Comme le souligne la rapporteuse, Lara Wolters :

Une nouvelle législation sur la diligence raisonnable des sociétés établira une norme de conduite responsable des entreprises en Europe et au-delà. Les entreprises ne pourront plus nuire aux citoyens et à la planète sans être tenues pour responsables. Grâce aux nouvelles règles, les entreprises auront la

responsabilité juridique d'éviter et de limiter les risques dans l'ensemble de leur chaîne de valeur, les victimes bénéficieront d'un droit à la réparation et cela amènera de l'équité, des conditions de concurrence équitables et de la clarté juridique pour toutes les entreprises, les travailleurs et les consommateurs. (Commission des affaires juridiques, Communiqué de presse, 27 janvier 2021)

Cependant, les défenseurs des droits environnementaux jugent le champ d'application légal trop étroit. Il n'inclut pas l'ensemble des écosystèmes mis en danger par les activités de production nuisibles. Ces écosystèmes qui abritent la biodiversité et protègent les espèces en voie de disparition sont également menacés et doivent être pris en considération dans les textes législatifs.

Le commissaire de l'environnement, Pascal Canfin, invite la Commission européenne à revoir sa proposition afin d'élargir son champ d'application. L'amendement de la législation peut être effectué dans les deux ans qui suivent sa mise en vigueur. Certains organismes sont inquiets quant à l'avenir de certaines régions du monde. Ils espèrent que la Commission usera rapidement de son droit d'amendement pour éviter que les dégâts soient trop importants (Taylor, 2021).

2. Les nouvelles exigences européennes

L'Union européenne souhaite améliorer les situations humaines et environnementales. Elle exige le renforcement du cadre de diligence raisonnable et encourage les entreprises à se responsabiliser. Grâce à son plan de relance économique et ses initiatives politiques, elle protège le marché intérieur européen de toutes les entreprises dont les pratiques immorales ne respectent pas le cadre de la diligence raisonnable. Ces nouvelles lignes directrices seront incluses dans les accords commerciaux de l'UE. Les agents économiques qui souhaitent contracter avec l'Union devront se soumettre aux nouvelles exigences européennes et prouver leur intégrité envers leur partenaire commercial.

Les produits liés à des violations de droits humains et environnementaux ne pourront plus être importés et vendus au sein de l'Union européenne. Par ailleurs, la Commission est conviée à examiner les pratiques dominantes et habituelles de la province chinoise de Xinjiang. L'Europe importe de nombreux produits issus de cette région du monde, accusée de graves répressions sur la communauté Ouïghours depuis quelques années (Devoir de diligence, 2021).

PARTIE 3 : LA CHINE

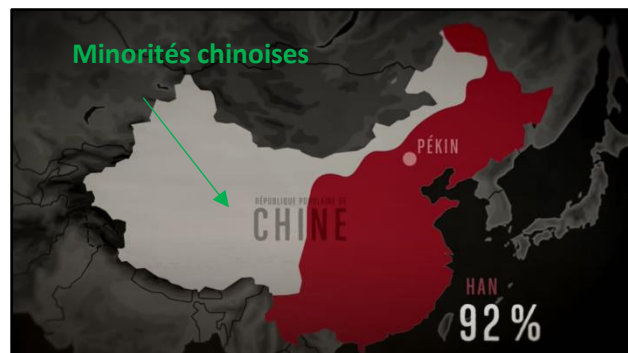
Chapitre 1 – Situation géographique et historique

1. La région du Xinjiang

La Chine est un pays qui se divise en deux grandes parties. À l'est vit la majorité des Chinois issus de l'ethnie Han. Le nord et l'ouest accueillent de nombreuses ethnies minoritaires principalement issues de peuples turcophones.

La province du Xinjiang se situe au nord-ouest de la Chine. Elle est le foyer de nombreuses minorités ethniques chinoises. On y retrouve les Kazakhs, les Mongoles, les Kirghizes, les Tadjiks, les Ouzbèkes et une grande majorité de Ouïghours. Ces derniers sont considérés comme le peuple autochtone de la région qui rassemble pas moins de 11 millions de personnes (Arte, 2022).

Figure 4: carte des ethnies chinoises



Source : Arte, 2022.

60% des ressources naturelles du pays (Arte, 2022) sont concentrées dans la région du Xinjiang. Sa situation géographique est optimale. Grâce aux « routes de la soie », la région facilite les échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe (Courrier international, 2021) et encourage le développement économique de la deuxième puissance mondiale.

Figure 5: carte du projet chinois "Une ceinture, une route"



Source : Arte, 2022.

Aujourd'hui, les Hans sont fortement présents dans la province du Xinjiang. La colonisation de la région du nord par l'ethnie majoritaire est le résultat d'un mouvement migratoire organisé par le gouvernement chinois. Depuis les années 90, le parti communiste désire siniser la région du Xinjiang pour limiter les spécificités régionales comme la religion, la culture ou la langue. Il souhaite harmoniser le pays et freiner les protestations des peuples minoritaires.

Chapitre 2 – Le comportement du gouvernement chinois

1. Les motivations du gouvernement chinois

Les mesures politiques chinoises qui prônent l'harmonisation du pays et la disparition des particularités propres aux minorités ethniques s'accompagnent de tensions entre les Hans et les Ouïghours. En 2009, des mouvements de rébellion éclatent entre les deux peuples. A l'issue de ces violents combats inter-ethniques qui font de nombreuses victimes, une partie de l'opposition ouïghoure se radicalise et constitue un Etat islamique au Xinjiang.

Les années qui succèdent ces émeutes provoquent l'indignation du gouvernement communiste chinois. Pékin établit une politique sécuritaire pour lutter contre le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme (Arte, 2022). Le gouvernement lance une campagne de déradicalisation et installe un processus de surveillance extrême dans la région du nord mais également, au-delà de ses frontières (Le Temps, 2020) Le contrôle intensif de la population ouïghoure a pour objectif d'éviter que de nouvelles émeutes éclatent. Les agents de contrôle et les caméras de surveillance, placés à chaque coin de rue, guettent les ouïghours 24h/24. Cependant, cet espionnage permanent ne se limite pas aux espaces extérieurs ou publics. Les ouïghours sont également soumis à des contraintes de surveillance dans leur vie privée. Les fonctionnaires de l'Etat peuvent se rendre au domicile des citoyens pour vérifier leur comportement et leurs relations sociales. L'Etat garde également un œil sur ses usines grâce à des moyens de

surveillance qui analysent la conduite quotidienne des travailleurs. Ces ouvriers n'ont pas le droit de discuter avec un inspecteur de l'usine, de dénoncer un comportement abusif ou de divulguer des informations sur leurs conditions de travail atroces sans craindre des représailles (Brut Media, 2020).

Il existe un deuxième facteur qui encourage le gouvernement chinois à contrôler la région du nord. Au début des années 2010, le président chinois, Xi Jinping annonce les prémices de son projet de développement commercial. Il souhaite créer de nouvelles routes de la soie, nommées « Une ceinture, une route ». Cette initiative a pour objectif de créer des voies terrestres et maritimes pour accroître les facilités de commerce entre la Chine et l'Europe. La région du Xinjiang est un endroit stratégique car elle rattache l'intérieur des terres chinoises aux routes indispensables pour atteindre les partenaires économiques européens. (Courrier international, 2021)

2. Les camps d'internement chinois

Le peuple autochtone ouïghour est amené à prouver sa loyauté envers le parti communiste chinois ou à disparaître définitivement (Arte, 2022). Cette idéologie devient la ligne de conduite principale de la politique du parti communiste qui ne manque pas d'imagination pour mener à bien sa campagne de déradicalisation. Partout à travers la province du Xinjiang, des camps d'internement sont bâtis. Ils accueillent des millions de ouïghours quelle que soit leur classe sociale. Ces bâtiments ressemblent à de vrais prisons dans lesquelles sont enfermés les criminels. Ils ont installé des fils barbelés et des caméras de surveillance au-dessus des murs qui entourent le bâtiment, mis en place des portiques de sécurité à l'entrée de l'immeuble et accrochés des barreaux à ses fenêtres (Arte, 2021).

2.1. Les motifs d'arrestation

Les motifs d'arrestation ne sont pas nombreux. Dans un premier temps, le parti communiste interdit la pratique de la religion musulmane. Toute appartenance au culte ou pratique religieuse (se rendre à la mosquée, porter le hijab ou une barbe, posséder un coran, ...) peut être considérée comme un délit majeur et envoyer le fidèle dans un camp d'internement.

Ensuite, le gouvernement chinois souhaite restreindre la population ouïghoure par un contrôle sur sa descendance. Depuis 2014, il oblige les femmes à se stériliser et à réaliser un test de grossesse toutes les deux semaines. Les femmes qui refusent de se soumettre à la loi de Xi Jinping sont enfermées dans les camps du Xinjiang (Le Temps, 2020). La stérilisation forcée

oblige une rapide dégradation de la courbe de naissance et occasionne un effet considérable sur la courbe démographique. Dans quelques années, la population ouïghoure sera plus vulnérable et susceptible d'être mieux contrôlée (Arte, 2021).

2.2. L'intérieur des camps

Les camps d'internement accueillent le peuple ouïghour dans des conditions de détention inhumaines. Les pieds et mains enchaînés, vêtus de combinaisons oranges et renommés par un numéro, les détenus sont enfermés dans des cellules qui manquent d'oxygène. Les gardes ont pour consigne d'affaiblir la population pour la rendre docile. Cette sujétion au gouvernement chinois s'obtient par la déshydratation des détenus, un apport faible en nourriture et des injections fréquentes qui fragilisent le corps des prisonniers et les rendent incapables de penser, de réfléchir et de se battre (Arte, 2021). Lorsque la population est physiquement affaiblie, les soldats peuvent la manipuler pour qu'elle prête rapidement allégeance au parti communiste chinois. Elle est soumise à de nombreuses sessions de lavage de cerveau durant lesquelles tous les prisonniers sont condamnés à chanter l'hymne chinoise ou des textes qui prônent le parti communiste, à louer le président Xi Jinping et à écrire des paroles positives qui complimentent le gouvernement. Lorsque les ouïghours ne se soumettent pas aux directives, les gardes ont la permission d'infliger des sanctions graduelles. Elles commencent par la privation des besoins physiologiques et se terminent par des séances de châtimement extrêmes qui amènent le peuple à éprouver d'atroces souffrances.

En 2020, certains chercheurs, soucieux de l'avenir du peuple ouïghour, ont affirmé avoir découvert plus de 1300 camps d'internement dans la province du Xinjiang (Arte, 2021). Alors que le gouvernement chinois veille à maintenir fermées les portes des camps, quelques journalistes intrépides ont osé franchir les murailles de l'un d'entre eux pour rapporter des informations confidentielles au reste du monde. Durant leur visite, ils ont rencontré des étudiants qui suivaient des cours dans des salles de classe. Ces leçons sont données pour apprendre à encenser le président chinois et à flatter ses décisions politiques. Par exemple, pendant les cours, les élèves apprennent à prononcer dans un parfait chinois « Je suis fier d'être chinois » et « J'aime le président »⁵.

⁵ Chine : le drame ouïghour. (2022). France : Arte. En ligne

<https://www.youtube.com/watch?v=deS8ZGhAQWc&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=3>

Tout au long de leur visite, les journalistes ont discuté avec des étudiants qui expliquent la raison de leur arrestation. Accusés de séparatisme, certains ont été enlevés à leur famille pour apprendre le métier de guide touristique. D'autres doivent apprendre à devenir de bons citoyens modèles car ils ont été surpris en train de lire le coran, de se rendre à la mosquée ou de se renseigner sur les châtiments infligés aux ouïghours.

Les adultes et les étudiants subissent régulièrement des lavages de cerveau dans les camps d'internement chinois. Les enfants sont également visés. Dès qu'un jeune atteint l'âge de 6 ans, le président du parti communiste l'invite à vouer son culte et à abolir toutes les traces de la culture ouïghoure de sa vie quotidienne. Depuis 2018, les enfants sont placés dans des centres d'accueil et séparés de leur famille pour être éduqués selon la doctrine chinoise. Ils doivent parler couramment le chinois, chanter leur amour à la Chine et à son président et délaisser leur culture ouïghoure (Arte, 2021).

3. Discours officiel chinois

À Pékin, la création des nouvelles routes de la soie est devenue un projet essentiel au développement économique chinois. Cette initiative aux enjeux stratégiques et politiques nécessite un accès aisé au Xinjiang, province riche en ressources naturelles. Pour concrétiser son rêve, le président Xi Jinping n'hésite pas à sacrifier la population, notamment le peuple ouïghour qui vit dans la région (Arte, 2022).

Véhiculé à travers le monde, le discours officiel chinois nous empêche de réaliser l'ampleur de la situation. Chaque jour, des centaines de ouïghours sont amenés à renier leur culte et leur histoire pour répondre aux exigences du gouvernement. Alors que les camps d'internement ne cessent de voir le jour dans la province du Xinjiang, le président chinois conteste leur présence et préfère parler de « centres de rééducation politique » ou de « formations professionnelles » (Le Temps, 2020). Publiquement, il clame les valeurs d'un pays cosmopolite et met en exergue les avantages des échanges culturels qu'une population inter-ethnique peut offrir. Pourtant, lorsque la présence des journalistes se fait moindre, le discours présidentiel prend une toute autre forme. Xi Jinping ordonne aux autorités locales de feindre la loi et les encourage à effrayer la population afin d'obtenir son entière soumission. Selon le politologue et ancien membre du parti communiste chinois, Xia Ming, « Xi Jinping veut créer une nation chinoise qui serait

mono- ethnique, dominée par les chinois de l'ethnie han et qui aurait pour mission d'avaler toutes les autres ethnies de la région par un processus de domination »⁶.

Les dirigeants occidentaux sont inquiets du sort réservé au peuple ouïghour et comprennent que la disparition d'une culture est un acte irréversible. En juillet 2020, les Etats-Unis osent remettre en considération les accords commerciaux qu'ils ont avec la Chine. Ils dénoncent les actions de Pékin et imposent une série de sanctions à plusieurs membres du gouvernement chinois, responsables de la déshumanisation de la population ouïghoure. Mike Pompeo, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis, accuse le parti communiste d'un « mépris absolu envers le caractère sacré de la vie et de la dignité humaine » (cité dans Hanne, 2020, para 2). En réponse aux condamnations américaines, le politologue et professeur en relations internationales à l'université Fudan de Shanghai, affirme les faits suivants :

Les fonctionnaires du gouvernement chinois font leur travail et accomplissent ce que leur fonction leur dicte de faire. [...] Ces sanctions ne servent pas à grand-chose car elles ne changent en rien la façon de faire de nos dirigeants. Cela ne fait qu'accroître la rancune de nos dirigeants et de la population, à l'encontre des Etats-Unis. Si vous [les dirigeants américains] pensez que nous avons enfreint nos accords internationaux, nous vous invitons à venir nous en parler. Parlez mais faites bien attention à votre attitude. Comme vous avez offusqué les chinois, ils sont devenus irascibles. Dès que vous direz quelque chose qui déplaît, ils vous ignoreront.⁷

⁶ *Chine : le drame ouïghour*. (2022). France : Arte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=deS8ZGhAQWc&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=3>

⁷ *Chine : le drame ouïghour*. (2022). France : Arte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=deS8ZGhAQWc&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=3>

Chapitre 3 – Le comportement du reste du monde

1. Sensibilisation internationale

Le monde prend conscience du drame ouïghour et des manifestations, qui prônent la reconnaissance du « génocide ouïghour », voient le jour. Le peuple autochtone nécessite le soutien du monde entier (Brut Media, 2020) pour cesser ces répressions politiques chinoises et condamner les responsables de ce crime contre l'humanité.

A travers le monde, les témoignages prolifèrent et les conditions de vie détaillées du peuple ouïghour sont divulguées au grand public. En décembre 2020, le Center for Global Policy publie un rapport qui analyse le cas du peuple autochtone et le travail forcé auquel il est soumis. Au sein du rapport, Adrian Zenz, anthropologue allemand, certifie qu'un demi-million (Courrier international, 2021) de ouïghours est amené à travailler de manière obligatoire dans les champs de coton de la province du Xinjiang, fournisseur d'environ 85% du coton mondial. Il souhaite sensibiliser les citoyens par l'affirmation suivante : « dans le monde, chaque personne qui porte un vêtement ou un accessoire, qui comprend une fibre de coton produite en Chine, doit envisager la forte probabilité d'être bénéficiaire du travail forcé des ouïghours »⁸. Les faits rapportés par l'anthropologue allemands sont incontestables. Les détenus des camps d'internement chinois appartiennent à la petite main d'œuvre des grandes chaînes de valeur mondiales. L'approvisionnement des marques de prêt-à-porter telles que Patagonia, Nike ou Gap se fait en Chine et le coton utile à la production des vêtements provient du travail forcé des ouïghours (Brut Media, 2020).

Malgré de timides interventions (Le Temps, 2020), certains dirigeants politiques européens et américains se positionnent face au comportement du gouvernement asiatique et tentent de prendre des dispositions concrètes comme la suspension des accords internationaux. Le changement d'attitude des pays occidentaux place la Chine dans une position délicate. Selon Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Chine,

La Chine a besoin de durcir le ton en permanence et d'adopter des comportements plus offensifs sur le plan international. C'est ce qui fait que nous

⁸ Cartes sur table : Comment la Chine persécute les Ouïghours ? (2021). France : Courrier international. En ligne https://www.youtube.com/watch?v=JQ5pSpK_81c&list=PLAix1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=7

avons une rupture assumée et promue par la Chine qui consiste à dire : les droits de l'Homme, la démocratie et l'état de droit ne sont pas des concepts chinois. Cette agressivité contre les droits de l'Homme et contre les Nations Unies, font de la Chine un partenaire en rupture. Mais pour moi les choses sont claires : c'est la Chine qui s'est mise en rupture.⁹

2. Le conflit euro-asiatique

En 2013, la Chine et l'Union européenne entament les négociations de l'accord global sur les investissements (AGI). L'AGI est un accord ambitieux qui entend faciliter l'accès des entreprises européennes au marché chinois et souhaite leur offrir des conditions de concurrence équitables (Commission européenne, Communiqué de presse, 30 décembre 2020).

L'accord a été conclu en décembre 2020, sept ans après le début des discussions (Accord UE-Chine, 2021). La ratification de cet accord permettra à l'UE de développer sa croissance et favorisera sa compétitivité mondiale.

Lors des négociations, la Chine s'est engagée à faciliter l'accès au marché de nombreux secteurs tels que l'automobile, l'informatique ainsi que la santé et entreprend l'intégration du développement durable au sein des relations d'investissement commerciales. Outre l'implémentation de l'Accord de Paris sur le climat, l'AGI invite la Chine à promouvoir l'inclusion des piliers RSE dans les business model de ses entreprises. Le droit au travail décent est également un élément majeur du développement durable. La Chine annonce tout mettre en œuvre pour ratifier les conventions de l'OIT qui prohibent le travail forcé.

En cas de transgression et d'irrespect envers les engagements, l'accord global sur les investissements prévoit un processus de règlement des différends. Ce mécanisme peut intervenir en cas de contentieux exprimés entre des investisseurs européens et la Chine (Commission européenne, Communiqué de presse, 30 décembre 2020).

En mars 2021, une équipe d'experts, composée du groupe de travail des Nations Unies sur les droits de l'Homme et du groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'Homme, est nommée par le Conseil des droits de l'Homme afin d'enquêter sur les conditions de travail des

⁹ *Chine : le drame ouïghour*. (2022). France : Arte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=deS8ZGhAQWc&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=3>

ouïghours en Chine. Cette enquête révèle que plus de 150 entreprises chinoises et étrangères, domiciliées sur le territoire chinois, sont responsables de graves violations des droits de l'Homme. Ils abusent de leur pouvoir pour détenir arbitrairement la population ouïghoure, la soumettent au travail forcé et leur offrent des conditions de vie déplorables. Les résultats éloquentes du travail des experts interpellent l'UE. La prise en compte des droits de l'Homme est fondamentale à ses yeux et elle comprend l'importance d'adopter un comportement vigilant avec son partenaire économique (Des experts de l'ONU profondément préoccupés, 2021). Pour attirer l'attention de Pékin sur les valeurs de respect véhiculées au sein du traité de Maastricht, les 27 ministres des affaires étrangères européens condamnent quatre dirigeants asiatiques (Chen Mingguo, directeur du bureau de la sécurité publique au Xinjiang, les haut responsables Wang Mingshan et Wang Junzheng ainsi que Zhu Hailun, ex-chef de la région du Xinjiang), responsables des répressions à l'encontre du peuple ouïghours. L'UE a gelé les avoirs de ces quatre fonctionnaires qui sont défendus de rejoindre le territoire européen. Ces sanctions communiquent un message despotique à l'intention du gouvernement de Xi Jinping : l'UE ne tolérera plus les violations des droits de l'Homme de ses partenaires politiques et économiques (Rovan, 2021).

Les condamnations occidentales irritent le gouvernement chinois qui réagit immédiatement et ordonne des mesures de rétorsion similaires à l'intention de dix personnalités européennes. Pékin les accuse de « graves atteintes à la souveraineté et aux intérêts chinois, ainsi que de répandre des mensonges et des fausses informations malveillantes » (Le Monde, 2021, para 7). Ces députés, ainsi que leur famille, n'ont plus le droit de séjourner en Chine ni de poursuivre des activités économiques et politiques au sein du pays. Parmi les sanctionnés, Raphaël Glucksmann, membre de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen et vice-président de la sous-commission « droits de l'Homme », représente la voix française défenseur des droits fondamentaux qui dénonce et condamne les autorités asiatiques (Accord UE-Chine, 2021). Glucksmann se dit honoré de faire partie de la liste noire chinoise.

J'apprends que je suis visé par les sanctions chinoises, banni du territoire chinois (ainsi que toute ma famille) et interdit de tout contact avec les institutions officielles et entreprises chinoises pour ma défense du peuple ouïghour : c'est ma légion d'honneur. (Cité dans Libération, 2021, para 5)

Malgré les sanctions asiatiques, le vice-président de la sous-commission ne montre aucun signe de découragement. Il continue de défendre les ouïghours par le biais de discours poignants qui véhiculent les valeurs démocratiques européennes. La sous-commission reste intransigeante et continue d'accuser les dirigeants chinois d'oppressions massives à l'encontre du peuple ouïghour. Elle veut protéger l'Union européenne et poursuivre la défense des droits de l'Homme et des minorités ethniques. (Parlement européen, Communiqué de presse, 23 mars 2021)

2.1. Le gel de l'Accord global sur les investissements

Le conflit euro-asiatique alimente les tensions entre les deux territoires. En mai 2021, deux mois après l'introduction des rétorsions chinoises, le Parlement européen décide de suspendre le processus de ratification de l'Accord global sur les investissements. A 599 voix contre 30 (et 58 abstentions), les euro députés votent une résolution qui interrompt les discussions (Parlement européen, Communiqué de presse, 20 mai 2021). L'UE refuse de contracter avec un partenaire économique qui méprise ses valeurs fondamentales. Pour reprendre les négociations et débloquent le processus de ratification, l'UE invite la Chine à reconnaître les faits qui lui sont reprochés et à lever les sanctions à l'encontre des personnalités européennes.

Né à l'issue de 7 ans de négociations entre les 2 territoires, l'AGI est actuellement gelé. Il devait offrir aux entreprises européennes une large ouverture au marché chinois et les placer sur un pied d'égalité avec les entreprises asiatiques (L'UE suspend un accord, 2021).

Lorsque les discussions reprendront entre l'Asie et l'UE, les droits de l'Homme seront pris en considération et la Chine devra respecter ses engagements annoncés quelques années plus tôt (Parlement européen, Communiqué de presse, 20 mai 2021).

3. La législation américaine

Touchés par le sort des ouïghours, les journalistes et les chercheurs ont diffusé de nombreuses preuves (Laperrouze, 2020) qui confirment le comportement pernicieux du gouvernement chinois. Les vidéos et les témoignages qui prouvent la torture infligée au peuple autochtone prolifèrent et se propagent à travers le monde.

Les preuves transmises à travers le monde encouragent les dirigeants politiques à prendre des mesures coercitives à l'encontre de Pékin. Au sein de l'UE, toutes les institutions européennes s'unissent pour mettre fin à la détention arbitraire et lutter contre l'oppression chinoise qui déshonore le peuple ouïghour (Parlement européen, Communiqué de presse, 17 décembre

2021). Au-delà de l'Atlantique, le gouvernement américain affirme que les actes répressifs chinois correspondent à ceux du génocide énoncés dans le droit international (Laperrouze, 2020).

A la fin de l'année 2021, la première puissance économique prend des mesures contraignantes similaires à l'Europe. Le ministère américain du commerce dénonce 30 personnalités chinoises responsables de ces crimes contre l'humanité et interdit toute relation économique avec 8 entreprises asiatiques. La liste noire établie par les USA est finalement composée de 37 entités, toutes accusées de mener des opérations « contraires à la politique étrangère et aux intérêts de sécurité nationale des USA. » (L'OBS, 2021, para 17)

Malgré le mécontentement de la Chine et ses menaces de représailles, Joe Biden n'allège pas ses sanctions et continue de contraindre la Chine. Le 23 décembre 2021, le président des Etats Unis signe un texte de loi qui « interdit les importations en provenance de la région autonome ouïghoure du Xinjiang et impose des sanctions aux personnes étrangères responsables du travail forcé dans la région » (Les Echos, 2021, para 2). Tous les produits issus du travail forcé des ouïghours ne peuvent plus être vendus sur le territoire américain. Dans le but de poursuivre ses relations commerciales avec l'Amérique, l'entreprise exportatrice chinoise doit apporter la preuve qui atteste la conception éthique et responsable du bien. La loi porte une attention particulière aux produits importés qui contiennent du coton et du polysilicium. La Chine demeure le fournisseur principal de ces matières premières, régulièrement manipulées par les minorités ethniques devenues prisonnière du gouvernement de Xi Jinping. Le texte de loi se méfie également des tomates, produites en grande quantité dans le nord-ouest de la Chine (Joe Biden signe l'interdiction, 2021).

Le texte de loi a été signé dans un climat de tension entre la Maison Blanche et les représentants d'entreprises mécontents. Ils mettent en exergue l'intérêt américain de commercer avec l'Asie qui approvisionne majoritairement les USA. Les lobbys rappellent que les entreprises américaines ont souffert de la crise sanitaire et incitent le gouvernement à réviser ses nouvelles mesures législatives qui pourraient être à l'origine de nouvelles perturbations dans les échanges commerciaux. Malgré les avertissements des lobbyistes, le Sénat a voté à l'unanimité en faveur de la loi. Unis, les démocrates et les républicains instaurent une politique agressive envers la Chine et interviennent afin de mettre un terme au génocide du peuple ouïghour (Biden interdit l'importation, 2021).

PARTIE 4 : LES MISES A JOUR

Chapitre 1 – Mises à jour européennes

1. La proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises

Le 23 février 2022, la Commission européenne a publié sa proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (*Annexe 1*). Ces nouvelles mesures européennes renouvellent le monde économique et privilégient des méthodes de production plus durables qui respectent les droits fondamentaux et l'environnement.

La directive répond aux exigences durables et éthiques des consommateurs, préoccupés par les méthodes de fabrication des produits vendus au sein de l'Europe. Elle apporte également une sécurité juridique aux entreprises qui évoluent au sein du marché unique. (Commission européenne, Communiqué de presse, 23 février 2022)

1.1. Article 1 : le sujet de la directive

This Directive lays down rules

(a) on obligations for companies regarding actual and potential human rights adverse impacts and environmental adverse impacts, with respect to their own operations, the operations of their subsidiaries, and the value chain operations carried out by entities with whom the company has an established business relationship and

(b) on liability for violations of the obligations mentioned above... (COM (2022) 71 final, 2022)

La directive sur le devoir de vigilance tend à identifier, prévenir et atténuer les nuisances humaines et environnementales tout au long de la chaîne de valeur (Commission européenne, Communiqué de presse, 23 février 2022). Elle prône le comportement responsable et éthique de l'entreprise mais également celui de toutes les relations commerciales, impliquées dans les activités de production.

La proposition de directive est une avancée considérable dans la recherche d'une économie plus durable. Elle assure la protection des droits humains fondamentaux en Europe et au-delà de ses frontières, et préserve l'environnement des impacts négatifs liés aux activités de production. (Commission européenne, Communiqué de presse, 23 février 2022)

En cas de manquements aux règles établies, la Commission européenne prévoit des mesures qui inciteront l'entreprise à répondre de ses actes de négligence (COM (2022) 71 final, 2022).

1.2. Article 2 : le champ d'application

2. *This Directive shall apply to companies which are formed in accordance with the legislation of a Member State and which fulfil one of the following conditions:*

(a) the company had more than 500 employees on average and had a net worldwide turnover of more than EUR 150 million in the last financial year for which annual financial statements have been prepared;

(b) the company did not reach the thresholds under point (a), but had more than 250 employees on average and had a net worldwide turnover of more than EUR 40 million in the last financial year for which annual financial statements have been prepared, provided that at least 50% of this net turnover was generated in one or more of the following sectors:

(i) the manufacture of textiles, leather and related products [...];

(ii) agriculture, forestry, fisheries (including aquaculture), the manufacture of food products, ... ;

(iii) the extraction of mineral resources regardless from where they are extracted (including crude petroleum, natural gas, coal, lignite, metals and metal ores, as well as all other, non-metallic minerals and quarry products), ...

3. *This Directive shall also apply to companies which are formed in accordance with the legislation of a third country, and fulfil one of the following conditions:*

(a) generated a net turnover of more than EUR 150 million in the Union in the financial year preceding the last financial year;

(b) generated a net turnover of more than EUR 40 million but not more than EUR 150 million in the Union in the financial year preceding the last financial year, provided that at least 50% of its net worldwide turnover was generated in one or more of the sectors listed in paragraph 1, point (b).

(COM (2022) 71 final, 2022)

Afin de déterminer le champ d'application de la directive, la Commission européenne sépare les entreprises en deux groupes distincts.

Dans le premier groupe, la Commission soumet au devoir de vigilance les entreprises européennes qui possèdent plus de 500 employés et bénéficient d'un chiffre d'affaires net de plus de 150 millions d'euro à travers le monde. Ce groupe s'intéresse également aux entreprises étrangères qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 150 millions d'euro au sein de l'Union européenne.

Dans le second groupe, la Commission soumet au devoir de vigilance les entreprises européennes qui évoluent dans des secteurs à hauts risques (textile, minerais et agro-alimentaire). Ces entreprises sont plus petites. Elles emploient 250 personnes maximum et bénéficient d'un chiffre d'affaires net de 40 millions d'euro à travers le monde. Ce groupe s'intéresse également aux petites entreprises étrangères qui travaillent dans les secteurs à hauts risques et qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 40 millions d'euro au sein de l'Union européenne.

Les PME ne sont pas directement soumises aux règles établies dans la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (Commission européenne, Communiqué de presse, 23 février 2022).

1.3. Article 4 : le devoir de vigilance

Les entreprises doivent insérer le devoir de vigilance au cœur de leur business model. Pour contrôler l'application conforme des règles établies, les Etats membres doivent s'assurer que les entreprises priorisent le développement durable par l'intégration de diverses actions:

- L'intégration du devoir de vigilance au sein des politiques de l'entreprise ;
- L'identification des impacts actuels et potentiels nuisibles ;
- La prévention des impacts potentiels nuisibles par la mise en place de mesures ou de plans d'action (Devoir de vigilance des entreprises, 2022) et l'éradication des impacts actuels ;
- La mise en place et le maintien des procédures de plainte accessibles à l'ensemble des victimes et des parties prenantes (Devoir de vigilance des entreprises, 2022) ;
- La surveillance de l'efficacité des politiques et des mesures implémentées dans le domaine de la vigilance ;
- La communication publique, transparente et régulière sur le devoir de vigilance (COM (2022) 71 final, 2022)

1.4. Article 9 : les procédures de plainte

Member States shall ensure that companies provide the possibility for persons and organisations listed in paragraph 2 to submit complaints to them where they have legitimate concerns regarding actual or potential adverse human rights impacts and adverse environmental impacts with respect to their own operations, the operations of their subsidiaries and their value chains... (COM (2022) 71 final, 2022)

1.5. Article 14 : les mesures d'accompagnement

Member States shall, in order to provide information and support to companies and the partners with whom they have established business relationships in their value chains in their efforts to fulfil the obligations resulting from this Directive, set up and operate individually or jointly dedicated websites, platforms or portals. [...] (COM (2022) 71 final, 2022)

Les mesures d'accompagnement concernent l'ensemble des entreprises, dont les PME. Les petites entreprises sont essentielles dans les chaînes de valeur mondiales et agissent en tant que maillons indispensables à la réussite des grandes organisations. Au travers de la directive sur le devoir de vigilance, la Commission européenne invite ces sociétés à intégrer de nouvelles règles de durabilité tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Les PME seront inéluctablement touchées par les nouvelles mesures européennes qui leur prévoient des aides particulières. Elles bénéficieront d'outils et de programmes essentiels à l'établissement progressif des facteurs de durabilité dans leurs opérations de production (Boughriet, 2022).

1.6. Article 15 : combattre le changement climatique

Member States shall ensure that companies referred to in Article 2(1), point (a), and Article 2(2), point (a), shall adopt a plan to ensure that the business model and strategy of the company are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement ... (COM (2022) 71 final, 2022)

Les entreprises européennes et étrangères du premier groupe doivent s'assurer que leur stratégie d'orientation demeure compatible avec les directives relatives à la limitation du réchauffement climatique, énoncées dans l'Accord de Paris. (Droits de l'Homme et environnement, 2022)

1.7. Article 17 : les autorités de surveillance

Each Member State shall designate one or more supervisory authorities to supervise compliance with the obligations laid down in national provisions adopted pursuant ... (COM (2022) 71 final, 2022)

Les Etats membres ont le devoir de titulariser des autorités de surveillance pour s'assurer de l'application conforme des nouvelles règles européennes. Elles pourront réaliser des enquêtes auprès des entreprises et leur demander des informations pour vérifier le respect des mesures. En cas de manquement, les autorités de surveillance auront la responsabilité de sanctionner les entreprises (Commission européenne, Communiqué de presse, 23 février 2022) et les inciter à introduire un plan d'action pour corriger les infractions actuelles et potentielles (Devoir de vigilance des entreprises, 2022).

Grâce à la directive, les personnes affectées par les nuisances environnementales et/ou humaines ont la possibilité d'engager la responsabilité civile de l'entreprise par un recours en justice. L'entreprise devra rendre compte de ses actes de négligence et indemniser les victimes (Boughriet, 2022).

1.8. Article 20 : les sanctions

2. ... *The sanctions provided for shall be effective, proportionate and dissuasive.*

3. ...

4. *When pecuniary sanctions are imposed, they shall be based on the company's turnover ... (COM (2022) 71 final, 2022)*

1.9. Article 25 : le devoir de vigilance des directeurs d'entreprises

Member States shall ensure that, when fulfilling their duty to act in the best interest of the company, directors of companies referred to in Article 2(1) take into account the consequences of their decisions for sustainability matters, including, where applicable, human rights, climate change and environmental consequences, including in the short, medium and long term (COM (2022) 71 final, 2022).

Pour optimiser la transition écologique, les administrateurs et les dirigeants d'entreprises doivent apporter leur contribution. Ils sont encouragés à insérer intégralement le devoir de vigilance au sein de leur business model. La directive leur impose la mise en place et la supervision de ses exigences. S'ils faillissent à leur devoir en matière de durabilité et ignorent les conséquences néfastes de leurs décisions, ils devront rendre compte de leurs actes. (Devoir de vigilance des entreprises, 2022)

1.10. Article 30 : la transposition

... They shall apply those provisions as follows:

- (a) from... [OJ to insert: 2 years from the entry into force of this Directive] as regards companies referred to in Article 2(1), point (a), and Article 2(2), point (a);
- (b) from ... [OJ to insert: 4 years from the entry into force of this Directive] as regards companies referred to in Article 2(1), point (b), and Article 2(2), point (b) (COM (2022) 71 final, 2022).

Lorsque la directive sera adoptée, les Etats membres auront deux ans pour la transposer dans leur droit national. Les entreprises du premier groupe bénéficieront de deux ans pour intégrer l'ensemble de ces exigences au sein de leur business model et les entreprises du second groupe profiteront de deux ans supplémentaires. (Devoir de vigilance des entreprises, 2022)

2. La prochaine étape

La proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises est soumise aux Parlement européen. Les parlementaires étudieront ses articles et amenderont le texte avant de le suggérer au Conseil de l'UE qui décidera de l'adoption du texte de loi. Ce processus peut prendre plusieurs mois.

2.1. Le réunion parlementaire sur la proposition de directive

La proposition de directive sur la responsabilité des entreprises était très attendue par l'ensemble du Parlement européen. Chaque représentant des différents partis politiques était heureux et soulagé de voir arriver ces nouvelles règles. Après avoir longuement interrogé les directrices porte-parole de la Commission européenne, Valentina Superti (DG GROW) et Salla Saastamoinen (DG JUST), les positions des différents groupes politiques, présents dans l'hémicycle, se sont dessinées.

2.1.1. Renew Europe Group

Le parti politique se réjouit de la sécurité juridique apportée aux entreprises qui opèrent au sein de l'Union européenne. Dorénavant, elle pourront évoluer dans un environnement prévisible. Bien que la proposition soit satisfaisante, le Renew Europe Group appelle la Commission européenne à préciser certains termes et concepts dont les définitions manquent de clarté. Ils souhaitent également une extension du champ d'application qui oblige les PME à inclure le devoir de vigilance au sein de leur business model.

2.1.2. Group of the European People's Party - Christian Democrats-

Contrairement au premier parti, les démocrates accueillent chaleureusement l'exclusion des PME du champ d'application. Ils estiment que les soumettre à de nouvelles règles sur le devoir de vigilance ne serait pas propice à leur développement et tentent de les tenir éloignées d'une charge administrative trop importante. Toutefois, les politiciens recommandent à la Commission de nuancer le champ d'application et d'accorder une dérogation aux PME qui font partie de chaînes de valeur mondiales.

2.1.3. Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the EP

Le champ d'application des règles semble trop étroit. Le groupe propose un élargissement pour y inclure davantage d'entreprises.

2.1.4. Group of Greens/ European free alliance

Les représentants du groupe politique appellent la Commission à réviser certains termes et concepts dont l'explication rédigée dans les articles de loi reste approximative. Ils souhaiteraient davantage de précision concernant la transparence et la divulgation des informations auxquelles les entreprises soumises au devoir de vigilance doivent faire face.

A l'instar des démocrates, les politiciens souhaitent étendre le champ d'application des règles lorsque les PME font partie des chaînes d'approvisionnement mondiales.

2.1.5. The Left Group in the EP

Le parti de gauche invite la Commission à réviser son champ d'application et à redéfinir les seuils établis. Les politiciens jugent les seuils d'employés et de chiffre d'affaires trop faibles.

De manière générale, la proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises a reçu un accueil approuvé. Les politiciens se montrent satisfaits de la sécurité juridique apportée aux entreprises et soulignent les avancées considérables en matière de durabilité.

Cependant, la majorité des intervenants remettent en considération l'étroitesse du champ d'application. Ils considèrent qu'il ne touche pas suffisamment d'entreprises au sein de l'Europe et s'attendent à un élargissement au gré des futures négociations.

(Committee on International Trade, 2022)

3. L'avis des ONG et des experts

L'initiative européenne constitue une étape supplémentaire dans la recherche d'un monde durable. La complexité des chaînes d'approvisionnement ne constitue plus une échappatoire pour les entreprises qui devront braver leurs obligations sociales et environnementales. La proposition de la Commission est une avancée prépondérante pour l'UE. Elle soutient les victimes des dommages causés et renforce la responsabilité juridique des entreprises. Cependant, les ONG et les experts invitent le Parlement européen et le Conseil de l'UE à amender certaines clauses qui pourraient compromettre les objectifs de développement durable de l'Union (Centre National de coopération au développement, Communiqué de presse, 23 février 2022). Ces quelques améliorations pourraient contribuer à l'adoption d'un texte législatif plus ambitieux. Le monde économique profiterait du changement de comportement des entreprises pour apporter davantage de respect à l'Homme et à l'environnement (Déclaration pour une directive ambitieuse, 2022).

3.1. Le champ d'application

Les ONG et les experts appellent la Commission européenne à réviser le champ d'application de la proposition actuelle et demandent au Parlement européen d'amender le texte pour soumettre davantage d'entreprises au devoir de vigilance. Le périmètre est plus large que celui imposé par la loi française (Boughriet, 2022) mais il contraint uniquement 13 000 entreprises européennes et 4 000 entreprises étrangères. Ce seuil est trop faible pour englober l'ensemble des activités de production qui nuisent à l'environnement et à l'Homme (Centre National de coopération au développement, Communiqué de presse, 23 février 2022).

3.2. La prise en considération des victimes

L'Europe ne souhaite plus fermer les yeux sur les actes de négligence des entreprises. La directive s'intéresse aux personnes affectées par les nuisances environnementales et humaines des activités de production et instaure des procédures de plainte. Les victimes pourront être entendues par la justice mais il leur incombe de justifier les dommages causés par une entreprise qui fait fi de son devoir de vigilance. Or, le système actuel limite l'accès aux preuves.

Outre la charge de la preuve, il existe encore de nombreux obstacles juridiques qui empêchent les victimes d'entamer des procédures judiciaires (Centre National de coopération au développement, Communiqué de presse, 23 février 2022).

3.3. L'environnement

Selon les ONG, la Commission européenne s'avère laxiste sur la question environnementale. Elle demande aux entreprises de préparer et mettre en place un plan d'action compatible avec l'Accord de Paris mais ne prend pas en considération l'urgence climatique et tous les impacts néfastes que les entreprises peuvent avoir sur la planète (Droits de l'Homme et environnement, 2022). Elle condamne certaines atteintes environnementales mais la plupart des violations restent irrépréhensibles. Sans intervention parlementaire, beaucoup de préjudices seront exclus du champ de la directive et resteront impunis.

Chapitre 2 – Mises à jour asiatiques

1. La ratification des conventions de l'OIT

Lors des négociations pour l'Accord global sur les investissements, la Chine annonçait promouvoir l'inclusion des piliers RSE au sein des business model des entreprises chinoises. Elle s'engageait à tout mettre en œuvre pour ratifier les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui prohibent le travail forcé et offrent des conditions de travail décent à la main d'œuvre. Pourtant, en mai 2021, l'AGI est gelé. L'Europe refuse de poursuivre les discussions avec la Chine qui continue de persécuter la population minoritaire des Ouïghours et porte atteinte à leurs droits fondamentaux.

Un an plus tard, la Chine signe les conventions de l'OIT sur le travail forcé. Elle ratifie la convention n°29 qui prohibe toute forme de travail forcé et requiert que de telles pratiques soient considérées comme des infractions pénales. La Chine valide également la convention n°105 qui complète l'instrument législatif précédent. Elle ordonne la suppression imminente de

l'exploitation humaine dans le cadre du travail (Organisation Internationale du travail, Communiqué de presse, 20 avril 2022).

Selon les dernières enquêtes mondiales de l'OIT, 25 millions de personnes sont soumises au travail forcé et condamnées à exercer des tâches laborieuses sous la contrainte. Pourtant, l'Organisation Internationale a rédigé huit conventions qui protègent du travail forcé, du travail infantile et de la discrimination et prône la liberté d'association et les négociations collectives. L'ensemble des pays membres de l'organisation doivent respecter les valeurs qui régissent de ces principes qu'ils aient ajoutés leur signature aux conventions, ou non (Organisation Internationale du travail, Communiqué de presse, 20 avril 2022).

Grâce à la ratification des conventions n°29 et n°105 de l'OIT, la Chine renonce officiellement aux pratiques du travail forcé et s'engage à respecter les droits de sa main d'œuvre (HugoDécrypte, 2022). Cette démarche montre sa reconnaissance envers les valeurs fondamentales de l'Union européenne et prouve son souhait d'investir dans une économie centrée sur les besoins de ses travailleurs. Cependant, ce besoin inopiné de respecter la dignité humaine (Organisation Internationale du travail, Communiqué de presse, 20 avril 2022) interroge l'OIT et les experts. La signature des conventions survient après la publication de nombreux rapports et la prolifération de preuves qui témoignent du comportement préjudiciable de la Chine. Cette attitude envers la population ouïghoure amène plusieurs nations à prendre des mesures et à sanctionner le gouvernement chinois. Au sein de l'Union européenne, les dirigeants politiques imposent la ratification des conventions de l'OIT pour poursuivre les négociations économiques relatives à l'AGI et entériner un accord entre les deux parties (Bonneton & Thonnerieux, 2022). L'Union envoie également Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, en voyage d'affaire dans le pays de Xi Jinping. Elle implore une visite sans accès restreint dans la région du Xinjiang. Aux Etats-Unis, la situation du peuple ouïghour est tout aussi alarmante. En décembre 2021, Joe Biden signe une loi qui interdit l'importation des biens fabriqués par la minorité ethnique dans la région du Xinjiang (La Chine ratifie les conventions, 2022).

La démarche du gouvernement chinois n'est pas sincère aux yeux des experts. Les premières analyses mènent à penser que le besoin premier de la Chine est de garder sa liberté dans ses échanges commerciaux. Sans ces signatures, elle complexifie les relations commerciales avec ses partenaires qui prônent le respect des valeurs humaines et entre en conflit avec les défenseurs des droits de l'Homme (HugoDécrypte, 2022).

Ces conventions entreront en vigueur sur le territoire chinois un an après la remise des instruments de ratifications à l'OIT (Organisation Internationale du travail, Communiqué de presse, 20 avril 2022).

Conclusion générale

1. Limites

Plusieurs limites expliquent le manque d'exhaustivité de ce mémoire.

La mise en place d'un devoir de vigilance en matière de durabilité dans les entreprises européennes est une initiative récente. Elle alimente les débats actuels de nos dirigeants européens et le texte de loi, publié en février, se trouve entre les mains des parlementaires pour un amendement imminent. Les ressources disponibles et les procédures en cours ne prétendaient pas une analyse approfondie du thème étudié.

Le développement durable est un sujet extrêmement vaste et le temps imparti pour la réalisation de ce mémoire ne permettait pas l'exploration de tous ses concepts. Ce travail s'intéresse aux piliers social et écologique car une économie tournée vers le respect des droits humains et de l'environnement est l'avenir. La quête du profit intarissable méprise les conditions de travail déplorables imposées aux Hommes et ne cherche pas à protéger la planète qui se détériore jour après jour. Pour intégrer le développement durable aux business model des entreprises, de nombreux pays votent des législations qui prônent une économie juste et éthique. Malheureusement, aborder toutes ces initiatives au sein de ce travail est illusoire. Le choix s'est porté sur les législations de certains pays européens et celles des grands partenaires économiques de l'Union européenne.

Le manque de communication transparente des entreprises est également une limite à prendre en considération. Beaucoup d'entre-elles restent silencieuses et communiquent difficilement sur leur devoir de vigilance. L'enrichissement de ce mémoire par des apports extérieurs est vain. Aucun contact n'a répondu aux questions posées (*Annexe 2*).

2. Conclusion

Une majeure partie de ce mémoire met en lumière les dommages sociaux et environnementaux causés par les activités de production des chaînes d'approvisionnement.

Les entreprises et leurs chaînes de valeur sont responsables de diverses nuisances environnementales à l'origine du changement climatique. Elles engendrent un taux de pollution élevé, favorisent la manipulation de produits chimiques toxiques tout au long de leur processus de production et s'autorisent une utilisation abusive des ressources épuisables comme l'eau et le pétrole dont les techniques d'extraction sont parfois dangereuses pour l'environnement. Les

entreprises sont conscientes que les impacts environnementaux couvrent toute la chaîne d'approvisionnement et que le développement d'un nouveau modèle économique basé sur le respect de la planète passe par divers investissements dans des outils d'exploitation plus écologiques. Malgré l'existence de ces alternatives, la modification du processus de production est onéreuse et freine l'engagement des entreprises dans une démarche plus durable.

Outre les nuisances environnementales, les entreprises sont reconnues coupables de violations des droits humains. Les entreprises désirent minimaliser leurs coûts de production et réalisent des économies dans l'engagement d'une main d'œuvre peu couteuse. Ces travailleurs sont soumis à des conditions de vie déplorables : ils travaillent péniblement dans des bâtiments insalubres, reçoivent des salaires indignes et mettent quotidiennement leur santé en danger. La mondialisation et la multiplication des maillons de la chaîne d'approvisionnement empêchent une surveillance des pratiques instaurées. Ce manque de contrôle facilite la mise en place de l'esclavagisme moderne. Pour pallier ces atteintes aux droits fondamentaux, les autorités recommandent aux entreprises de communiquer régulièrement sur leur devoir de vigilance en matière de droits des Hommes et de partager les mesures adoptées pour limiter les violations. Divers exemples, comme la tragédie du Rana Plaza, démontrent le manque de vigilance raisonnable en matière de durabilité tout au long des chaînes de valeur. L'absence de loi ne permet pas la responsabilisation des entreprises. Un instrument législatif contraignant forcerait les entreprises à rendre compte de leurs actes et permettrait aux autorités de punir les acteurs à l'origine de pratiques criminelles.

L'identification des conséquences nocives engendrées sur les Hommes et sur l'environnement demeure le point de départ vers une économie plus égalitaire. Au sein de l'Union européenne, de nombreux pays ont adopté des législations qui prônent la mise en place du devoir de vigilance dans les business model des entreprises. Ces Etats membres appellent l'UE à statuer sur un texte de loi pour harmoniser les législations nationales et promouvoir le développement durable à travers toute l'Europe. L'UE entend les sollicitations de ses Etats membres et décide de tout mettre en œuvre pour favoriser une économie juste et éthique. En février 2022, elle annonce une directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité. Cette initiative législative aide l'Union européenne à prendre position face aux violations des droits humains et environnementaux. Elle désire corriger les failles présentes dans notre système économique et ne tolère plus aucune forme de négligence. La durabilité doit devenir la « norme en matière

de conduite responsable »¹⁰ pour pouvoir poursuivre des activités économiques au sein de l'UE. Aujourd'hui, la proposition législative est entre les mains des parlementaires. Elle possède de nombreuses lacunes et doit être réviser avant d'entrer en vigueur.

L'Union européenne fait un pas supplémentaire en matière de vigilance raisonnable. Elle ose contraindre ses partenaires économiques lorsqu'ils déshonorent ses valeurs défendues. En 2021, elle sanctionne la Chine pour son comportement préjudiciable envers le peuple ouïghour et lui impose la ratification des conventions sur le travail forcé de l'OIT. Pour poursuivre les négociations et les discussions économiques, la Chine se soumet aux revendications européennes. Aujourd'hui, l'Europe espère occasionner un changement de comportement au sein du gouvernement chinois et observer l'abolition du travail forcé imposé à la communauté ouïghoure.

Les années à venir seront décisives pour la planète. Les instruments législatifs nous donnent l'espoir d'un monde meilleur qui prône le respect de l'environnement et de la dignité humaine. Les actions se mettent en place et chacun prend ses responsabilités. Pourtant, les interrogations sur notre futur sont multiples. Est-ce que le loi sera suffisamment contraignante pour renouveler notre système économique ? Est-ce que les entreprises introduiront les actions correctives idéales pour faire évoluer la tendance vers un monde plus juste et respectable ?

Les prochains mois apporteront les réponses à ces questions. Aujourd'hui, nous demandons à nos dirigeants politiques, défenseurs des droits humains et environnementaux, de ne pas abandonner leurs combats éthiques et de lutter pour notre avenir.

¹⁰ Journal Général de l'Europe. (2021). *Devoir de diligence et responsabilisation de l'entreprise*. En ligne <https://www.journalgeneraldeleurope.org/2021/08/24/devoir-de-diligence-et-responsabilisation-de-lentreprise/>, consulté le 24 décembre 2021

Bibliographie

- ADEME. (2019). Le revers de mon look. En ligne <https://librairie.ademe.fr/cadic/1529/le-revers-de-mon-look.pdf?modal=false>, consulté le 9 octobre 2021
- Akono, D., & Fernandes, V. (2009). Impacts du développement durable sur les organisations logistiques. *Management et avenir*, (26), pages 241-255. En ligne <https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2009-6-page-241.htm?contenu=article>, consulté le 1 juin 2021
- Altametrics. (2020). *Gestion de la chaîne d'approvisionnement*. En ligne <https://altametrics.com/fr/supply-chain-management.html>, consulté le 1 juin 2021
- Alvarez, C. (2018). *Au Royaume-Uni, des peines de prison ferme pour esclavage*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/social/droits-humains/isr-rse/au-royaume-uni-des-peines-de-prison-ferme-pour-esclavage-145344.html>, consulté le 29 décembre 2021
- Andrieu, J-B., Nestor, P. (2016). *Entreprises et droits de l'Homme : agir collectivement dans la chaîne d'approvisionnement*. En ligne <https://ideas4development.org/le-monde-des-affaires-et-les-droits-humains-la-chaîne-dapprovisionnement-en-tant-que-point-dentree-dune-collaboration-multipartenaire/>, consulté le 1^{er} juin 2021
- Atlas Mag. (2018). *Qu'est-ce qu'une chaîne d'approvisionnement ?* En ligne <https://www.atlas-mag.net/article/qu-est-ce-qu-une-chaîne-d-approvisionnement>, consulté le 1 juin 2021
- Boersma, M., & Nolan, J. (2019). *Le respect des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement : un chemin long et tortueux*. En ligne https://www.equaltimes.org/le-respect-des-droits-des?lang=fr#.YY_XRGDMJPa, consulté le 19 mai 2021
- Bonneton, J., & Thonnerieux, S. (2022). *RSE Chine : ratification de deux conventions sur le travail forcé*. En ligne https://www.acte-international.com/web/aw_50332/fr/rse-chine-ratification-de-deux-conventions-sur-le-travail-force, consulté le 6 mai 2022
- Boughriet, R. (2022). *Devoir de vigilance des entreprises : la Commission européenne dévoile son projet de directive*. En ligne <https://www.actu-environnement.com/ae/news/commission-europeenne-projet-directive-devoir-vigilance-entreprises-39161.php4>, consulté le 21 avril 2022
- Bridier, S. (2021). *Devoir de vigilance : « la loi allemande est très détaillée »*. En ligne <https://www.editions-legislatives.fr/actualite/devoir-de-vigilance-%C2%ABla-loi-allemande-est-tres-detaillee%C2%BB>, consulté le 29 décembre 2021
- Business & Human Rights Resource Centre. (2021). *Royaume-Uni : la loi sur l'esclavage moderne est insuffisante, selon l'ancien commissaire indépendant à la lutte contre l'esclavage moderne*. En ligne <https://www.business-humanrights.org/de/neuste-meldungen/royaume-uni-la-loi-sur-lesclavage-moderne-est-insuffisante-selon-lancien-commissaire-ind%C3%A9pendant-%C3%A0-la-lutte-contre-lesclavage-moderne/>, consulté le 29 décembre 2021
- *Cartes sur table : Comment la Chine persécute les Ouïghours ?* (2021). France : Courrier international. En ligne https://www.youtube.com/watch?v=JQ5pSpK_81c&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=7, consulté le 19 février 2022
- *Chine : le drame ouïghour*. (2022). France : Arte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=deS8ZGhAQWc&list=PLAIx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=3>, consulté le 19 février 2022
- *Chine : Ouïghours, un peuple en danger*. (2021). France : Arte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=hMC84bVo3wg>, consulté le 19 février 2022
- CNCD. (2022). *Devoir de vigilance des entreprises : une future directive européenne, mais d'importantes lacunes*. En ligne <https://www.cncd.be/Devoir-de-vigilance-des-7496>, consulté le 21 février 2022
- CNCDH. (2022). *Déclaration pour une directive ambitieuse de l'Union européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de droits de l'Homme et d'environnement dans les chaînes de valeur mondiales*. En ligne <https://www.cncdh.fr/fr/actualite/declaration-pour-une-directive-ambitieuse-de-lunion-europeenne-sur-le-devoir-de-vigilance>, consulté le 21 avril 2022

- *Comment le travail forcé des Ouïghours alimente l'industrie textile mondiale ?* (2020). France : Brut Media. En ligne https://www.youtube.com/watch?v=a_7GcDDZOug&list=PLAlx1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=9, consulté le 19 février 2022
- Commission des affaires juridiques. (2020, 27 janvier). *Pour les députés, les entreprises doivent être tenues responsables des préjudices causés aux citoyens et à la planète*. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210122IPR96215/les-entreprises-doivent-etre-tenues-responsables-de-leurs-actes>, consulté le 19 mai 2021
- Commission européenne. (2021). *Mettre en œuvre le pacte vert pour l'Europe*. En ligne https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/delivering-european-green-deal_fr, consulté le 9 octobre 2021
- Commission européenne. (2021, 17 novembre). *Pacte vert pour l'Europe : la Commission adopte de nouvelles propositions pour faire cesser la déforestation, innover dans la gestion durable des déchets et assainir les sols pour les êtres humains, la nature et le climat*. En ligne https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_5916, consulté le 19 janvier 2021
- Commission européenne. (2021). *Questions et réponses – Echange de quotas d'émissions- Mettre un prix sur le carbone*. En ligne https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_21_3542, consulté le 2 octobre 2021
- Commission européenne. (2022, 23 février). *Une économie juste et durable : la Commission établit des règles relatives au respect des droits de l'homme et de l'environnement par les entreprises dans les chaînes de valeur mondiales*. En ligne, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_1145, consulté le 21 avril 2022)
- Commission européenne. (2021, 17 décembre). *Violations des droits de l'Homme en Chine, en Iran et en Egypte*. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20211211IPR93641/violations-des-droits-de-l-homme-en-chine-en-iran-et-en-egypte>, consulté le 29 décembre 2021
- Committee on International Trade. (2022). [Réunion parlementaire]. Belgique: Parlement européen. En ligne https://multimedia.europarl.europa.eu/fr/webstreaming/committee-on-international-trade_20220321-1645-COMMITTEE-INTA (consulté le 4 mai, 2022)
- Confédération syndicale internationale. (2020). *Vers l'obligation de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement mondiales*. En ligne https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/duediligence_global_supplychains_fr.pdf, consulté le 19 mai 2021
- Createch Performance. (2008). *Les caractéristiques d'une chaîne d'approvisionnement efficace*. En ligne <https://www.createch.ca/fr/blogue/les-caract%C3%A9ristiques-dune-cha%C3%A9ne-dapprovisionnement-efficace>, consulté le 1 juin 2021
- De Carvalho, M. (2013). *Quelles sont les 7 possibilités de recyclage pour vos vêtements usagés ?* En ligne <https://chaussettesorphelines.com/blogs/infos/les-10-possibilites-de-recyclage-pour-vos-vetements-usages>, consulté le 9 octobre 2021
- Deckert, K. (2021). *La nouvelle obligation de diligence raisonnable des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en Allemagne*. En ligne <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/prospective/creda/devoir-vigilance-allemande>, consulté le 29 décembre 2021
- Euractiv. (2021). *Accord UE-Chine : le gouvernement français promet d'être « extrêmement ferme » sur le travail forcé*. En ligne <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/accord-ue-chine-le-gouvernement-francais-promet-detre-extremement-ferme-sur-le-travail-force/>, consulté le 4 janvier 2021
- Euronews. (2021). *L'UE sanctionne la Chine pour violation des droits fondamentaux*. En ligne <https://fr.euronews.com/my-europe/2021/03/22/l-ue-sanctionne-la-chine-pour-violation-des-droits-fondamentaux>, consulté le 29 décembre 2021
- Fabre, M. (2021). *Devoir de vigilance : la directive européenne patine, plombée par le lobbying*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/economie/isr-rse/devoir-de-vigilance-la-directive-europeenne-patine-plombee-par-le-lobbying-150181.html>, consulté le 29 décembre 2021
- Fernandes, V., & Van Steenberger, M. (2013). *Le management durable de la supply chain : quelles pratiques pour réduire l'impact environnemental d'un site industriel ?* *Gestion 2000*, (30), pages 53 – 67. En ligne <https://www.caim.info/revue-gestion-2000-2013-1-page-53.htm?contenu=plan>, consulté le 1 juin 2021

- FranceInfo. (2015). *Bangladesh : le drame du Rana Plaza n'a rien changé*. En ligne https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/video-bangladesh-le-drame-du-rana-plaza-n-a-rien-change_818479.html , consulté 11 novembre 2021
- Fricot, P. (2021). *La Commission européenne veut interdire l'importation de produits issus de la déforestation*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/biodiversite/isr-rse/l-union-europeenne-propose-une-loi-pour-interdire-la-deforestation-importee-en-europe-150320.html> , consulté le 19 janvier 2021
- Fox, B. (2019). *Nouvelle loi en perspective contre les entreprises qui violent les droits de l'Homme*. En ligne <https://www.euractiv.fr/section/economie/news/table-human-rights-due-diligence-law-meps-tell-commission/> , consulté le 24 décembre 2021
- Gaudi, T. (2015). *La loi britannique sur l'esclavage moderne rend-elle les plus exploités encore plus vulnérables ?* En ligne <https://www.equaltimes.org/le-loi-britannique-sur-l-esclavage?lang=fr#.YdRPXWjMJPZ> , consulté le 29 décembre 2021
- George, S. (2020). *Big businesses face mandatory digital modern slavery reporting*. En ligne https://www.edie.net/news/7/Big-businesses-face-mandatory-digital-modern-slavery-reporting/?utm_source=dailynewsletter,%20edie%20daily%20newsletter&utm_medium=email,%20email&utm_content=news&utm_campaign=dailynewsletter,%2073ddb031a1-dailynewsletter_COPY_890 , consulté le 20 mai 2021
- Gold, S., Trautrim, A., & Trodd, Z. (2015). Modern Slavery challenges to supply chain management. *Supply Chain Management : An International Journal*, 20(5), 485-494. En ligne <https://doi.org/10.1108/scm-02-2015-0046> , consulté le 27 février 2021
- Gunner, A. (2017). Fashion without pollution : How consumers evaluate brands after an NGO campaign aimed at reducing toxic chemicals in the fashion industry. *Journal of Cleaner Production*, 149, pages 1164-1173. En ligne <http://web.b.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=10&sid=669ea103-4851-434d-b712-326ab1569d77%40pdc-v-sessmgr02> , consulté le 9 octobre 2021
- Hanne, I. (2020). *En première ligne sur le sort des Ouïghours, les Etats-Unis passent à la sanction*. En ligne https://www.liberation.fr/planete/2020/07/20/en-premiere-ligne-sur-le-sort-des-ouighours-les-etats-unis-passent-a-la-sanction_1794800/ , consulté le 4 février 2022
- Haque, A., Richmond, F. & Stuart, G. (2021). *EU : European Commission adopts report on corporate due diligence and accountability*. En ligne <https://www.globalcompliancenews.com/2021/04/10/eu-european-commission-adopts-report-on-corporate-due-diligence-and-accountability250321/> , consulté le 24 décembre 2021
- Héraud, B. (2021). *Devoir de vigilance : les députés européens se mettent d'accord sur un texte ambitieux*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/devoir-de-vigilance-le-parlement-europeen-adopte-une-position-ambitieuse-qui-va-peser-dans-la-future-reglementation-europeenne-149618.html> , consulté le 19 mai 2021
- Héraud, B. (2021). *Devoir de vigilance : trois signes qui montrent son ancrage dans l'économie européenne*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/devoir-de-vigilance-trois-signes-qui-montrent-son-extension-en-europe-148807.html> , consulté le 29 décembre 2021
- Héraud, B. (2016). *Les aspects sociaux et environnementaux de la chaîne d'approvisionnement : l'angle mort de la RSE*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/responsabilite-sociale-et-environnementale-dans-la-chaîne-d'approvisionnement-l-angle-mort-de-la-rse-143953.html> , consulté le 1 juin 2021
- Héraud, B. (2016). *Pleins feux sur les zones d'ombre de la supply chain*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/entreprise-responsable/isr-rse/pleins-feux-sur-les-zones-d-ombre-de-la-supply-chain-144039.html> , consulté le 1 juin 2021
- Héraud, B. (2016). *Secteur textile : « La chaîne de sous traitance est encore massivement le lieu de violation des droits humains »*. En ligne <https://www.novethic.fr/actualite/social/sous-traitance/isr-rse/le-secteur-textile-est-le-secteur-ou-la-chaîne-de-sous-traitance-est-encore-massivement-le-lieu-de-violation-des-droits-humains-144034.html> , consulté le 1 juin 2021
- HM Government. (2020). *UK Government Modern Slavery Statement*. En ligne https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/875800/UK_Government_Modern_Slavery_Statement.pdf , consulté le 20 mai 2021

- Human Rights Watch. (2021). *UE : un vote crucial au Parlement européen sur la responsabilité des entreprises*. En ligne <https://www.hrw.org/fr/news/2021/01/21/ue-un-vote-crucial-au-parlement-europeen-sur-la-responsabilite-des-entreprises>, consulté le 19 mai 2021
- Journal Général de l'Europe. (2021). *Devoir de diligence et responsabilisation de l'entreprise*. En ligne <https://www.journalgeneraldeurope.org/2021/08/24/devoir-de-diligence-et-responsabilisation-de-lentreprise/>, consulté le 24 décembre 2021
- IndustriALL Global Union. (2013, 13 mai). *Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh*. En ligne https://ethique-sur-etiquette.org/IMG/pdf/accord_sur_les_incendies_et_la_securite_des_batiments_au_bangladesh.pdf, consulté le 14 novembre 2021
- IndustriALL global union. (2016). *Un rapport de la CSI dévoile une main d'œuvre cachée dans les chaînes d'approvisionnement*. En ligne <http://www.industriall-union.org/fr/un-rapport-de-la-csi-devoile-une-main-doeuvre-cachee-dans-les-chaines-dapprovisionnement>, consulté le 14 novembre 2021
- L'OBS. (2021). *Ouïghours : tour de vis des Etats-Unis contre la Chine*. En ligne <https://www.nouvelobs.com/topnews/20211217.AFP5724/ouighours-tour-de-vis-des-etats-unis-contre-la-chine.html>, consulté le 4 février 2022
- La Tribune. (2021). *L'UE suspend un accord commercial avec la Chine*. En ligne <https://www.latribune.fr/economie/international/l-ue-suspend-un-accord-commercial-avec-la-chine-885110.html>, consulté le 21 mai 2021
- Labor Solutions. (2020). *La loi française sur le devoir de vigilance*. En ligne <https://www.worker-engagement.com/laws-regulations-and-guidelines/la-loi-francaise-sur-le-devoir-de-vigilance/>, consulté le 29 décembre 2021
- Lahiani, M. (sd). *Portail logistique, transport et supply chain*. En ligne <https://www.faq-logistique.com/GCL-Logiguide-Vol10Num06-Chaine-Logistique-Verte.htm>, consulté le 3 juin 2021
- Langenfeld, A.(2019). *La loi sur la diligence raisonnable contre le travail des enfants adoptée par les Pays-Bas*. En ligne <https://www.gouvernance-rse.ca/?p=7565>, consulté le 20 mai 2021
- Laperrouze, J. (2020). *L'Europe doit sortir du silence sur les violations des droits humains au Xinjiang*. En ligne <https://voxeurop.eu/fr/ouighours-violations-des-droits-de-lhomme-dans-le-xinjiang-leurope/>, consulté le 29 décembre 2021
- Lawton, S. (2020). *L'Allemagne entend donner le « la » sur les chaînes d'approvisionnement*. En ligne <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/heil-und-mueller-zeit-ist-absolut-reif-fuer-ein-lieferkettengesetz/>, consulté le 19 mai 2021
- Le Figaro. (2022). *La Chine ratifie les conventions internationales sur le travail forcé*. En ligne <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/la-chine-ratifie-les-conventions-internationales-sur-le-travail-force-20220420>, consulté le 6 mai 2022
- Le Centre Français d'Information sur les Entreprises. (2019). *Les Pays-Bas adoptent une loi pour éliminer le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement*. En ligne <http://cfie.net/2019/05/21/pays-bas-adoptent-loi-eliminer-travail-enfants-chaine-dapprovisionnement/>, consulté le 29 décembre 2021
- Le Monde. (2021). *Ouïghours : l'Union européenne prend des sanctions contre la Chine, qui réplique*. En ligne https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/22/ouighours-l-union-europeenne-prend-des-sanctions-contre-la-chine-qui-replique_6074063_3210.html, consulté le 29 décembre 2021
- Le Monde du Droit. (2022). *Devoir de vigilance des entreprises : adoption d'une proposition de directive par la Commission européenne*. En ligne <https://www.lemondedudroit.fr/decryptages/80497-devoir-vigilance-entreprises-adoption-proposition-directive-commission-europeenne.html>, consulté le 21 avril 2022
- Le Temps. (2021). *Joe Biden signe l'interdiction d'importer des produits ouïghours*. En ligne <https://www.letemps.ch/monde/joe-biden-signe-linterdiction-dimporter-produits-ouighours>, consulté le 4 février 2022
- Les Echos. (2021). *Ouïghours : les Etats-Unis interdisent les importations depuis le Xinjiang*. En ligne <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/ouighours-les-etats-unis-interdisent-les-importations-depuis-le-xinjiang-1374716>, consulté le 4 février 2022

- Lenoir, N. (2021). « Devoir de vigilance : des choix politiques et juridiques contrastés entre France et Allemagne ». En ligne <https://www.lopinion.fr/politique/devoir-de-vigilance-des-choix-politiques-et-juridiques-contrastes-entre-france-et-allemande-la-tribune-de-noelle-lenoir>, consulté le 29 décembre 2021
- Libération. (2021). Ouïghours : l'Union européenne, le Canada et les Etats-Unis sanctionnent la Chine, Pékin réplique. En ligne https://www.liberation.fr/international/europe/ouighours-lunion-europeenne-le-canada-et-les-etats-unis-sanctionnent-la-chine-pekini-replique-20210322_35V737AQSRTG3J7TYNKBXQWRLU/, consulté le 29 décembre 2021
- Madeline, B. (2019). La loi française sur le « devoir de vigilance » fait peu à peu des émules. En ligne https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/05/23/la-loi-francaise-sur-le-devoir-de-vigilance-fait-peu-a-peu-des-emules_5466023_3224.html, consulté le 29 décembre 2021
- Martin, J. (2021). La RSE en question et en loi devant le Parlement européen. En ligne https://www.rse-magazine.com/La-RSE-en-question-et-en-loi-devant-le-Parlement-europeen_a4152.html, consulté le 19 mai 2021
- McNeill, L., & Moore, R. (2015). Sustainable fashion consumption and the fast fashion conundrum : fashionable consumers and attitudes to sustainability in clothing choice. *International Journal of Consumer Studies*, (39), pages 212-222. En ligne <http://web.b.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=21&sid=669ea103-4851-434d-b712-326ab1569d77%40pdc-v-sessmgr02>, consulté le 9 octobre 2021
- Nations Unies. (2021). Chine : des experts de l'ONU profondément préoccupés par les allégations de détention et de travail forcé des Ouïghours. En ligne <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1092912>, consulté le 20 mai 2021
- Nations Unies. (sd). Le pacte mondial des Nations Unies : proposer des solutions aux défis mondiaux. En ligne <https://www.un.org/fr/chronique/le-pacte-mondial-des-nations-unies-proposer-des-solutions-aux-d%C3%A9fis-mondiaux>, consulté le 13 novembre 2021
- Nolan, J. (2017). Business and Human Rights : The Challenge of Putting Principles into Practice and Regulating Global Supply Chains. *SSRN Electronic Journal*, 42-46. En ligne <https://doi.org/10.2139/ssrn.2981494>, consulté le 27 février 2021
- Nerbollier, D. (2021). Allemagne : les entreprises sommées de surveiller leurs sous-traitants. En ligne <https://www.la-croix.com/Economie/Allemagne-entreprises-sommees-surveiller-sous-traitants-2021-03-03-1201143625>, consulté le 19 mai 2021
- Olbrechts, F. (2021). Vers un devoir de vigilance belge ? Retour sur l'audition au Parlement du 22/10/2021. En ligne <https://www.wsm.be/actu/retour-audition-parlementaire-hrdd.html>, consulté le 24 décembre 2021
- Oracle. (nd). En quoi consiste la gestion de la supply chain ? En ligne <https://www.oracle.com/ca-fr/scm/what-is-supply-chain-management/>, consulté le 1 juin 2021
- Organisation Internationale du Travail. (2022, 20 avril). L'OIT salue l'avancée de la Chine vers la ratification de deux Conventions sur le travail forcé. En ligne https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_842746/lang--fr/index.htm, consulté le 6 mai 2022
- Ouellette, C. (sd). Portail logistique, transport et supply chain. En ligne <https://www.faq-logistique.com/GCL-Logiguide-Vol06Num08-Environnement-Approvisionnements.htm>, consulté le 1 juin 2021
- Ouïghours, qui sont-ils ? Pourquoi subissent-ils la répression de Pékin ? (2020). Suisse : Le Temps. En ligne https://www.youtube.com/watch?v=WXz_44czLGw&list=PLAix1Xoinrb8m6YyfaskqW07NmmTma0ua&index=2&t=12s, consulté le 19 février 2022
- Parlement européen. (2021, 20 mai). Les députés refusent tout accord avec la Chine tant que les sanctions restent en place. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210517IPR04123/le-pe-refuse-tout-accord-avec-la-chine-tant-que-les-sanctions-demeurent>, consulté le 29 décembre 2021
- Parlement européen (2021, 23 mars). Les eurodéputés continuent de condamner fermement les violations des droits de l'Homme en Chine. En ligne <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20210323IPR00601/les-deputes-condamnent-fermement-les-violations-des-droits-de-l-homme-en-chine>, consulté le 29 décembre 2021
- Piqûres sauvages en boîte de nuit, travail forcé interdit en Chine, chaleur record, ...Actus du jour. (2022). France : HugoDécrypte. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=5DcHCpTLNw4&t=295s>

- Poos, S. (2021). *Devoir de vigilance des entreprises : les députés européens demandent une législation ambitieuse*. En ligne <https://www.tdc-enabel.be/fr/2021/03/15/devoir-de-vigilance-des-entreprises-les-deputes-europeens-demandent-une-legislation-ambitieuse/>, consulté le 20 mai 2021
- Pookulangara, S., & Shephard, A. (2013). Slow fashion movement : understanding consumer perceptions – an exploratory study. *Journal of Retailing and Consumer Services*, (20), pages 200-206. En ligne <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0969698912001506?via%3Dihub>, consulté le 9 octobre 2021
- *Pourquoi s'habiller pollue la planète*. (2018). France : Le Monde. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=3DdU7c66E9g>
- *Principes de l'Eco-conception & EcoDesign*. (2012). France : Eco conception & perspective du cycle de vie. En ligne <https://www.youtube.com/watch?v=cyrZ9lvSCJQ>
- *Proposal for a directive of the European Parliament and of the Council [COM (2022) 71 final] on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937*. En ligne <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52022PC0071>, consulté le 1 mars 2022
- Publication Office of the EU. (2020). *Study on due diligence requirements through supply chain*. En ligne <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/8ba0a8fd-4c83-11ea-b8b7-01aa75ed71a1/language-en>, consulté le 24 décembre 2021
- Rana Plaza : qui est responsable et pourquoi sont-ils morts ? (2016). Belgique : achACT. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=As7uUrTuPwY>
- Reshef, A. & Santoni, G. (2020). *La mondialisation des chaînes de valeur : entretien avec Ariell Reshef et Gianluca Santoni*. En ligne <https://ses.ens-lyon.fr/articles/la-mondialisation-des-chaines-de-valeur#:~:text=Quelles%20sont%20les%20grandes%20tendances,la%20figure%20%20ci%20dessus>, consulté le 10 mai 2022
- Reynders, D. (2020). *Speech by Commissioner Reynders in RBC webinar on due diligence*. [Discours]. En ligne <https://responsiblebusinessconduct.eu/wp/2020/04/30/speech-by-commissioner-reynders-in-rbc-webinar-on-due-diligence/>, consulté le 19 mai 2021
- RFI. (2021). *États-Unis : Biden interdit l'importation de produits issus du travail forcé des Ouïghours*. En ligne <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20211224-%C3%A9tats-unis-biden-interdit-l-importation-de-produits-issus-du-travail-forc%C3%A9-des-ou%C3%AFghours>, consulté le 4 février 2022
- Rovan, A. (2021). *Ouïghours : l'Europe sanctionne la Chine pour violation des droits de l'Homme*. En ligne <https://www.lefigaro.fr/international/ouighours-l-europe-sanctionne-la-chine-pour-violation-des-droits-de-l-homme-20210322>, consulté le 29 décembre 2021
- RTBF. (2022). *Droit de l'homme et environnement : vers un « devoir de vigilance » pour les grosses entreprises actives en Europe*. En ligne <https://www.rtbf.be/article/droits-de-lhomme-et-environnement-vers-un-devoir-de-vigilance-pour-les-grosses-entreprises-actives-en-europe-10941470>, consulté le 21 avril 2022
- Simmons+Simmons. (2021). *ESG : le projet de loi sur l'esclavage moderne propose de nouvelles infractions et de lourdes peines*. En ligne <https://www.simmons-simmons.com/en/publications/ckqghkhyd1f3h0940vjz1vnqv/esg-modern-slavery-bill-proposes-new-offences-and-heavy-penalties>, consulté le 4 janvier 2022
- Steiwer, N. (2020). *L'Allemagne s'attaque à l'éthique de ses entreprises à l'étranger*. En ligne <https://www.lesechos.fr/monde/europe/lallemagne-sattaque-a-lethique-de-ses-entreprises-a-letranger-1223651>, consulté le 19 mai 2021
- Taylor, K. (2021). *Europe proposes mandatory due diligence to stop deforestation in supply chains*. En ligne <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/europe-proposes-mandatory-due-diligence-to-stop-deforestation-in-supply-chains/>, consulté le 24 décembre 2021
- Taylor, K. (2021). *Lawmakers call for green 'due diligence' in Europe's supply chains*. En ligne <https://www.euractiv.com/section/circular-economy/news/lawmakers-call-for-green-due-diligence-in-europes-supply-chains/>, consulté le 1^{er} juin 2021
- *The life cycle of a t-shirt*, (2017). Amérique: Ted-ed. En ligne https://www.youtube.com/watch?v=BiSYoeqb_VY

- Thonnerieux, S. & Verbouw, L. (2021). *Devoir de vigilance : la directive européenne face à la résistance des lobbys et de certains pays membres*. En ligne https://www.acte-international.com/web/aw_48796/fr/devoir-de-vigilance-la-directive-europeenne-face-a-la-resistance-des-lobbys-et-de-certains-pays-membres, consulté le 29 décembre 2021
- Trebilcock, A. (2020). Sept ans après le Rana Plaza : des initiatives transnationales novatrices et l'ébauche d'un nouveau traité. *Revue internationale du travail*, 159(4), 607-634. <https://doi.org/10.1111/ilrf.12171>, consulté le 27 février 2021
- Valero, J. (2021). *L'UE s'engage à proposer une loi « équilibrée » sur les chaînes d'approvisionnement*. En ligne <https://www.euractiv.fr/section/economie/news/commission-pledges-new-due-diligence-rules-will-be-balanced/>, consulté le 19 mai 2021
- WWF. (2011). *Eco-conception des produits textiles- habillement*. En ligne <https://refashion.fr/eco-design/sites/default/files/fichiers/%C3%89co-conception%20des%20produits%20textiles%20habillement.pdf>, consulté le 9 octobre 2021
- YouMatter. (2021). *Analyse de cycle de vie (ACV) : définition*. En ligne <https://youmatter.world/fr/definition/definition-analyse-cycle-vie-acv-exemple/>, consulté le 9 octobre 2021
- Zamfir, I. (2020). *Towards a mandatory EU system of due diligence for supply chains*. En ligne [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI\(2020\)659299](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_BRI(2020)659299), consulté le 10 mai 2022

Annexes

1. La proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises



EUROPEA
N
COMMISSI
ON

Brussels, 23.2.2022
COM(2022) 71

final 2022/0051

(COD)

Proposal for a

DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE
COUNCIL

on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937

(Text with EEA relevance)

{SEC(2022) 95 final} - {SWD(2022) 38 final} - {SWD(2022) 39 final} -
{SWD(2022) 42 final} - {SWD(2022) 43 final}

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. CONTEXT OF THE PROPOSAL

Reasons for and objectives of the proposal

The behaviour of companies across all sectors of the economy is key to succeed in the Union's transition to a climate-neutral and green economy¹ in line with the European Green Deal² and in delivering on the UN Sustainable Development Goals, including on its human rights- and environment-related objectives. This requires implementing comprehensive mitigation processes for adverse human rights and environmental impacts in their value chains, integrating sustainability into corporate governance and management systems, and framing business decisions in terms of human rights, climate and environmental impact, as well as in terms of the company's resilience in the longer term.

EU companies operate in complex surroundings and, especially large ones, rely on global value chains. Given the significant number of their suppliers in the Union and in third countries and the overall complexity of value chains, EU companies, including the large ones, may encounter difficulties to identify and mitigate risks in their value chains linked to respect of human rights or environmental impacts. Identifying these adverse impacts in value chains will become easier if more companies exercise due diligence and thus more data is available on human rights and environmental adverse impacts.

The connection of the EU economy to millions of workers around the world through global value chains comes with a responsibility to address adverse impacts on the rights of these workers. A clear request by Union citizens, in particular in the framework of the Conference on the Future of Europe, for the EU economy to contribute to address these and other adverse impacts is reflected in the existing or upcoming national legislation on human rights and environmental due diligence³, in the debates ongoing at national level and in the call for action from the European Parliament and the Council. Both of these institutions have called on the Commission to propose Union rules for a cross-sector corporate due diligence obligation.⁴ In their Joint Declaration on EU Legislative Priorities for 2022⁵, the European Parliament, the Council of the European Union and the European Commission have

¹ Regulation (EU) 2021/1119 of the European Parliament and of the Council of 30 June 2021 establishing the framework for achieving climate neutrality and amending Regulations (EC) No 401/2009 and (EU) 2018/1999 ('European Climate Law'), which also includes a binding target to cut domestic net greenhouse gas emissions by at least 55% compared to 1990 levels by 2030.

² Communication from the Commission on the European Green Deal, COM/2019/640 final.

³ So far France (*Loi relative au devoir de vigilance*, 2017) and Germany (*Sorgfaltspflichtengesetz*, 2021) have introduced a horizontal due diligence law, other Member States (Belgium, the Netherlands, Luxembourg and Sweden) are planning to do so in the near future, and the Netherlands has introduced a more targeted law on child labour (*Wet zorgplicht kinderarbeid* 2019).

⁴ European Parliament resolution of 10 March 2021 with recommendations to the Commission on corporate due diligence and corporate accountability (2020/2129(INL)); Council Conclusions on Human Rights and Decent Work in Global Supply Chains of 1 December 2020 (13512/20).

⁵ Joint declaration of the European Parliament, the Council of the European Union and the European Commission on EU Legislative Priorities for 2022 (OJ C 514I, 21.12.2021, p. 1).

committed to deliver on an economy that works for people, including to improve the regulatory framework on sustainable corporate governance.

Using the existing international voluntary standards on responsible business conduct,⁶ an increasing number of EU companies are using value chain due diligence as a tool to identify risks in their value chain and build resilience to sudden changes in the value chains, but companies may also face difficulties when considering to use the value chain due diligence for their activities. Such difficulties can be for instance due to lack of legal clarity regarding corporate due diligence obligations, complexity of value chains, market pressure, information deficiencies, and costs. As a consequence, the benefits of due diligence are not widespread among European companies and across economic sectors.

Mostly large companies have been increasingly deploying due diligence processes as it can provide them with a competitive advantage.⁷ This also responds to the increasing market pressure on companies to act sustainably as it helps them avoid unwanted reputational risks vis-à-vis consumers and investors that are becoming increasingly aware of sustainability aspects. However, these processes are based on voluntary standards and do not result in legal certainty for neither companies nor victims in case harm occurs.

Voluntary action does not appear to have resulted in large scale improvement across sectors and, as a consequence, negative externalities from EU production and consumption are being observed both inside and outside the Union. Certain EU companies have been associated with adverse human rights and environmental impacts, including in their value chains.⁸ Adverse impacts include, in particular, human rights issues such as forced labour, child labour, inadequate workplace health and safety, exploitation of workers, and environmental impacts such as greenhouse gas emissions, pollution, or biodiversity loss and ecosystem degradation.

⁶ United Nations' "Guiding Principles on Business and Human Rights: Implementing the United Nations 'Protect, Respect and Remedy' Framework" (2011), available at https://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf.

OECD Guidelines for Multinational Enterprises (2011 update), available at: <https://doi.org/10.1787/9789264115415-en>, with set of recommendations on responsible business conduct, as well as specific OECD Due Diligence Guidance for Responsible Business Conduct (2018) and OECD sectoral guidance, available at: <https://mneguidelines.oecd.org/mneguidelines/>.

⁷ See Impact Assessment accompanying this proposal, p. 15, 23.

⁸ The Study on due diligence, European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers, Smit, L., Bright, C., et al., Study on due diligence requirements through the supply chain: final report, Publications Office, 2020, <https://data.europa.eu/doi/10.2838/39830>, p. 221, indicates that corporate risk assessment processes continue to focus on the materiality of the risks to the company, despite international guidance (UNGPs, OECD) which clarifies that the relevant risks for due diligence must extend beyond the risks of the company to those who are affected (the rights-holders). Negative corporate impacts as a consequence of globalisation and failure to undertake due diligence, ranging from environmental disasters (see at <https://www.business-humanrights.org/en/blog/brumadinho-dam-collapse-lessons-in-corporate-due-diligence-and-remedy-for-harm-done/>) and land grabbing (see at [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578007/EXPO_STU\(2016\)578007_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/578007/EXPO_STU(2016)578007_EN.pdf)) to serious violations of labour and human rights, (see at

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2014/538222/EPRS_BRI\(2014\)538222_REV1_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2014/538222/EPRS_BRI(2014)538222_REV1_EN.pdf)) are well documented.

In the last years, emerging legal frameworks on corporate due diligence in Member States⁹ reflect the increasing desire to support companies in their endeavour to perform due diligence in their value chains and foster business conduct that respects human rights, children's rights and the environment. On the other hand, they also bring fragmentation and risk undermining legal certainty and a level playing field for companies in the single market.

Union legislation on corporate due diligence would advance respect for human rights and environmental protection, create a level playing field for companies within the Union and avoid fragmentation resulting from Member States acting on their own. It would also include third-country companies operating in the Union market, based on a similar turnover criterion.

Against this background, this Directive will set out a horizontal framework to foster the contribution of businesses operating in the single market to the respect of the human rights and environment in their own operations and through their value chains, by identifying, preventing, mitigating and accounting for their adverse human rights, and environmental impacts, and having adequate governance, management systems and measures in place to this end.

In particular, this Directive will:

- (1) improve corporate governance practices to better integrate risk management and mitigation processes of human rights and environmental risks and impacts, including those stemming from value chains, into corporate strategies;
- (2) avoid fragmentation of due diligence requirements in the single market and create legal certainty for businesses and stakeholders as regards expected behaviour and liability;
- (3) increase corporate accountability for adverse impacts, and ensure coherence for companies regarding obligations under existing and proposed EU initiatives on responsible business conduct;
- (4) improve access to remedies for those affected by adverse human rights and environmental impacts of corporate behaviour;
- (5) being a horizontal instrument focussing on business processes, applying also to the value chain, this Directive will complement other measures in force or proposed, which directly address some specific sustainability challenges or apply in some specific sectors, mostly within the Union.

Consistency with existing policy provisions in the policy area

At EU level, sustainable corporate governance has been mainly fostered indirectly by imposing reporting requirements in the [Non-Financial Reporting Directive \(NFRD\)](#)¹⁰ on

⁹ See footnote 3.

¹⁰ Directive 2014/95/EU amending Directive 2013/34/EU as regards disclosure of non-financial and diversity information by certain large undertakings and groups (OJ L 330, 15.11.2014, p. 1–9). The NFRD is therefore an amendment of the Accounting Directive, i.e. of Directive 2013/34/EU on the annual financial statements, consolidated financial statements and related reports of certain types of undertakings, amending Directive 2006/43/EC and repealing Council Directives 78/660/EEC and 83/349/EEC (OJ L 182, 29.6.2013).

approximately 12 000 companies¹¹ concerning environmental, social and human rights related risks, impacts, measures (including due diligence) and policies.¹² The NFRD had some positive impact on improvement of responsible business operation, but has not resulted in the majority of companies taking sufficient account of their adverse impacts in their value chains.¹³

The Commission's recent [proposal for a Corporate Sustainability Reporting Directive \(CSRD\), revising the NFRD¹⁴](#), would extend the scope of the companies covered to all large and all listed companies¹⁵, require the audit (assurance) of reported information and strengthen the standardisation of reported information by empowering the Commission to adopt sustainability reporting standards.¹⁶ This Directive will complement the current NFRD and its proposed amendments (proposal for CSRD) by adding a substantive corporate duty for some companies to perform due diligence to identify, prevent, mitigate and account for external harm resulting from adverse human rights and environmental impacts in the company's own operations, its subsidiaries and in the value chain. Of particular relevance of the proposal on CSRD is that it mandates disclosure of plans of an undertaking to ensure that its business model and strategy are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement. The two initiatives are closely interrelated and will lead to synergies. First, a proper information collection for reporting purposes under the proposed CSRD requires setting up processes, which is closely related to identifying adverse impacts in accordance with the due diligence duty set up by this Directive. Second, the CSRD will cover the last step of the due diligence duty, namely the reporting stage, for companies that are also covered by the CSRD. Third, this Directive will set obligations for companies to have in place the plan ensuring that the business model and strategy are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement on which the

¹¹ Large public-interest entities that have more than 500 employees (and the balance sheet total or net turnover of which exceeds the Accounting Directive's threshold for large enterprises), including listed companies, banks and insurance companies. See CEPS' Study on the Non-Financial Reporting Directive, prepared for the European Commission to support the review of the NFRD, November 2020, available at <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/1ef8fe0e-98e1-11eb-b85c-01aa75ed71a1/language-en>.

¹² See also some provisions of SRD II, i.e. Directive (EU) 2017/828 amending Directive 2007/36/EC as regards the encouragement of long-term shareholder engagement (OJ L 132, 20.5.2017, p. 1–25).

¹³ The Impact Assessment accompanying the Commission's proposal for the Corporate Sustainability Reporting Directive (SWD/2021/150 final) and the CEPS' Study on the Non-Financial Reporting Directive (section 2) found a limited change in corporate policies as a result of the NFRD, consistent with the perception of main stakeholders who could not identify a clear pattern of change in corporate behaviour driven by these reporting rules.

¹⁴ Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directive 2013/34/EU, Directive 2004/109/EC, Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014, as regards corporate sustainability reporting (COM/2021/189 final).

¹⁵ The sustainability reporting obligation would apply to all large companies as defined by the Accounting Directive (which the CSRD would amend) and, as of 2026, to companies (including non-EU companies but excluding all micro enterprises) listed on EU regulated markets.

¹⁶ The elaboration of draft sustainability reporting standards started in parallel with the legislative process in a project task force established by the European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) at the request of the Commission.

CSRD requires to report. Thus, this Directive will lead to companies' reporting being more complete and effective. Therefore, complementarity will increase effectiveness of both measures and drive corporate behavioural change for those companies.

This Directive will also underpin the [Sustainable Finance Disclosure Regulation](#)¹⁷ (SFDR) that has recently entered into force and applies to financial market participants (such as investment fund and portfolio managers, insurance undertakings selling insurance-based investment products and undertakings providing various pension products) and financial advisers. Under the SFDR, these undertakings are required to publish, among others, a statement on their due diligence policies with respect to principal adverse impacts of their investment decisions on sustainability factors on a comply or explain basis. At the same time, for companies with more than 500 employees the publication of such a statement is mandatory, and the Commission is empowered to adopt regulatory technical standards on the sustainability indicators in relation to the various types of adverse impacts.¹⁸

Similarly, this Directive will complement the recent [Taxonomy Regulation](#)¹⁹, a transparency tool that facilitates decisions on investment and helps tackle greenwashing by providing a categorisation of environmentally sustainable investments in economic activities that also meet a minimum social safeguard.²⁰ The reporting covers also minimum safeguards established in Article 18 of the Taxonomy Regulation that refer to procedures companies should implement to ensure the alignment with the OECD Guidelines for Multinational Enterprises and the UN Guiding Principles on Business and Human Rights, including the principles and rights set out in the eight fundamental conventions identified in the Declaration of the International Labour Organization on Fundamental Principles and Rights at Work and the International Bill of Human Rights when carrying out an economic activity categorized as “sustainable”. Like NFRD and the proposal for CSRD, the Taxonomy Regulation does not impose substantive duties on companies other than public reporting requirements, and investors can use such information when allocating capital to companies. By requiring companies to identify their adverse risks in all their operations and value chains, this Directive may help in providing more detailed information to the investors. It therefore complements the Taxonomy Regulation as it has the potential to further help investors to allocate capital to responsible and sustainable companies. Moreover, the Taxonomy Regulation (as providing a common language for sustainable economic activities for investment purposes) can serve as a guiding tool for companies to attract sustainable financing for their corrective action plans and roadmaps.

¹⁷ Regulation (EU) 2019/2088 of the European Parliament and of the Council of 27 November 2019 on sustainability-related disclosures in the financial services sector (OJ L 317, 9.12.2019, p. 1–16).

¹⁸ The three European Supervisory Authorities published on 4 February 2021 their Final Report (available at <https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/three-european-supervisory-authorities-publish-final-report-and-draft-rtts>) to the Commission, including the draft regulatory technical standards on disclosures under the SFDR.

¹⁹ Regulation (EU) 2020/852 of the European Parliament and of the Council of 18 June 2020 on the establishment of a framework to facilitate sustainable investment, and amending Regulation (EU) 2019/2088 (OJ L 198, 22.6.2020, p. 13–43).

²⁰ The Taxonomy will be developed gradually. Minimum social safeguards apply to all Taxonomy-eligible investments.

This Directive will complement [Directive 2011/36/EU on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims](#)²¹, which constitutes a comprehensive legal framework to effectively fight all forms of exploitation in the Union by natural and legal persons, in particular forced labour, sexual exploitation, as well as begging, slavery or practices similar to slavery, servitude, or the exploitation of criminal activities, or the removal of organs. It also establishes the liability of legal persons for the offences referred to in that Directive committed for their benefit by any person who has a leading position within the legal person or the commission of the offence was possible due to the lack of supervision or control. Directive 2011/36/EU also provides for sanctions on the legal person held liable.

Furthermore, this Directive will complement the [Employers' Sanctions Directive](#)²², which prohibits the employment of irregularly staying third-country nationals, including victims of trafficking in human beings. The Employers' Sanctions Directive lays down minimum standards on sanctions and other measures to be applied in the Member States against employers who infringe upon the Directive.

This Directive will also complement existing or planned sectoral and product-related value chain due diligence instruments at EU level due to its cross-sectoral scope and broad range of sustainability impacts covered:

The so-called [Conflict Minerals Regulation](#)²³ applies to four specific minerals and metals. It requires EU companies in the supply chain to ensure they import tin, tungsten, tantalum and gold from responsible and conflict-free sources only and put in place more specific mechanisms for conducting due diligence, e.g. an independent third-party audit of supply chain due diligence. The due diligence provisions of this Directive address also environmental adverse impacts and will apply to value chains of additional minerals that are not covered in the Conflict Minerals Regulation but produce human rights, climate and environmental adverse impacts.

The Commission's [proposal for a Regulation on deforestation-free supply chains](#)²⁴ focuses on certain commodities and product supply chains. It has a very specific objective, namely to reduce the impact of EU consumption and production on deforestation and forest degradation worldwide. Its requirements will, in some areas, be more prescriptive compared to the general due diligence duties under this Directive. It also includes a prohibition of placing on the market certain commodities and derived products if the requirement of "legal" and

²¹ Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of 5 April 2011 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, and replacing Council Framework Decision 2002/629/JHA (OJ L 101, 15 April 2011, p.1).

²² Directive 2009/52/EC of the European Parliament and of the Council of 18 June 2009 providing for minimum standards on sanctions and measures against employers of illegally staying third-country nationals (OJ L 168, 30. June 2009).

²³ Regulation (EU) 2017/821 of the European Parliament and of the Council of 17 May 2017 laying down supply chain due diligence obligations for Union importers of tin, tantalum and tungsten, their ores, and gold originating from conflict-affected and high-risk areas (OJ L 130, 19.5.2017, p. 1–20).

²⁴ Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on the making available on the Union market as well as export from the Union of certain commodities and products associated with deforestation and forest degradation and repealing Regulation (EU) No 995/2010 (COM(2021) 706 final).

“deforestation free” cannot be ascertained through due diligence. This prohibition will apply to all operators placing the relevant products on the Union market, including EU and non-EU companies, irrespective of their legal form and size. Therefore, while the overall objectives of the two initiatives are mutually supportive, their specific objectives are different. This Directive will complement the Regulation on deforestation-free products by introducing a value chain due diligence related to activities that are not covered by the Regulation on deforestation-free products but might be directly or indirectly leading to deforestation.

The Commission’s [proposal for a new Batteries Regulation](#)²⁵ has the specific objectives of reducing environmental, climate and social impacts throughout all stages of the battery life cycle, strengthening the functioning of the internal market, and ensuring a level playing field through a common set of rules. It requires economic operators placing industrial or electric vehicle batteries (including incorporated in vehicles) larger than 2 kWh on the Union market to establish supply chain due diligence policies. It focusses on those raw materials of which a significant amount of the global production goes into battery manufacturing and that may pose social or environmental adverse impacts (cobalt, natural graphite, lithium, and nickel). The economic operators must submit compliance documentation for third-party verification by notified bodies and are subject to checks by the national market surveillance authorities. This Directive will complement the Batteries Regulation by introducing a value chain due diligence related to raw materials that are not covered in that Regulation but without requiring certification for placing the products on the EU market.

The future [Sustainable Products Initiative \(SPI\)](#) aims to revise the current [Ecodesign Directive](#)²⁶ and concerns more broadly the sustainability of products placed on the EU market and the transparency of related information.

This proposal will play an essential role in tackling the use of forced labour the global value chains. As announced in the Communication on decent work worldwide²⁷ the Commission is preparing a new legislative proposal that will effectively prohibit the placing on the Union market of products made by forced labour, including forced child labour. The new initiative will cover both domestic and imported products and combine a ban with a robust, risk-based enforcement framework. The new instrument will build on international standards and complement horizontal and sectoral initiatives, in particular the due diligence obligations as laid down in this proposal.

This Directive is without prejudice to the application of other requirements in the areas of human rights, protection of the environment and climate change under other Union legislative acts. If the provisions of this Directive conflict with a provision of another Union legislative act pursuing the same objectives and providing for more extensive or more specific

²⁵ Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council concerning batteries and waste batteries, repealing Directive 2006/66/EC and amending Regulation (EU) No 2019/1020 (COM/2020/798 final).

²⁶ Directive 2009/125/EC of the European Parliament and of the Council of 21 October 2009 establishing a framework for the setting of ecodesign requirements for energy-related products (OJ L 285, 31.10.2009, p. 10).

²⁷ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council and the European Economic and Social Committee on decent work worldwide for a global just transition and a sustainable recovery, COM(2022) 66 final.

obligations, the provisions of the other Union legislative act should prevail to the extent of the conflict and should apply to those specific obligations

Consistency with other Union policies

This Directive is important to fulfil objectives of various existing and planned Union measures in the field of the human rights, including labour rights, and environment.

As part of the European Green Deal, the Commission has listed an initiative on sustainable corporate governance among the deliverables of the [Action Plan on a Circular Economy](#), the [Biodiversity strategy](#), the [Farm to Fork strategy](#), the [Chemicals strategy](#), [Updating the 2020 New Industrial Strategy: Building a stronger Single Market for Europe's recovery](#), and the [Strategy for Financing the Transition to a Sustainable Economy](#).

EU environmental law introduces various environmental requirements for companies, Member States, or defines goals for the Union²⁸. However, it generally does not apply to value chains outside the Union where up to 80-90% of the environmental harm of EU production may occur²⁹. The [Environmental Liability Directive](#)³⁰ establishes a framework for environmental liability with regard to prevention and remedying environmental damage based on the “polluter pays” principle for companies’ own operations. It does not cover companies’ value chains. The civil liability related to adverse environmental impacts of this Directive will be complementary to the Environmental Liability Directive.

This Directive will complement EU climate legislation, including the European Climate Law, setting in stone the Union’s climate ambition, with the intermediate target of reducing net greenhouse gas emissions by at least 55% by 2030, to set Europe on a responsible path to becoming climate-neutral by 2050. Most specifically, this Directive will complement the [“Fit for 55” Package](#)³¹ and its various key actions, such as setting more ambitious energy efficiency and renewable energy targets for Member States by 2030 or the upgrading of the [EU Emissions Trading System](#)³², which needs to be underpinned by a wider transformation of production processes to achieve climate neutrality by 2050 across the economy and throughout value chains. The “Fit for 55” Package will only indirectly apply to some non-EU

²⁸ For example it introduces limitations on the release of some pollutants, defines EU goals (such as the European Climate Law) or sets targets for Member States (such as for energy efficiency), defines obligations for Member States (e.g. on protection of natural habitats), establishes minimum content in authorisation procedures for some economic activities (e.g. Environmental Impact Assessment), etc.

²⁹ See e.g. Jungmichel, Norbert, Christina Schampel and Daniel Weiss (2017): Atlas on Environmental Impacts - Supply Chains – Environmental Impacts and Hot Spots in the Supply Chain, Adephi/Systain, available at <https://www.adelphi.de/en/system/files/mediathek/bilder/Umweltatlas%20Lieferkette%20-%20adelphi-Systain-englisch.pdf>.

³⁰ Directive 2004/35/CE of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on environmental liability with regard to the prevention and remedying of environmental damage (OJ L 143, 30.4.2004, p. 56–75).

³¹ The “Fit for 55” Package is a series of proposals adopted by the Commission on 14 July 2021 aiming to make the EU's climate, energy, land use, transport and taxation policies fit for reducing net greenhouse gas emissions by at least 55% by 2030, compared to 1990 levels.

³² Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directive 2003/87/EC establishing a system for greenhouse gas emission allowance trading within the Union, Decision (EU)

2015/1814 concerning the establishment and operation of a market stability reserve for the Union greenhouse gas emission trading scheme and Regulation (EU) 2015/757 (COM/2021/551 final).

value chains of EU companies through the [Carbon Border Adjustment Mechanism \(CBAM\)](#)³³ which aims at preventing “carbon leakage”³⁴ by imposing a carbon adjustment price for selected imported products not subject to the carbon price deriving from the EU Emission Trading System.

Existing [EU health and safety, and fundamental rights legislation](#) targets very specific adverse impacts (such as violations of the right to privacy and data protection, discrimination, specific health aspects related to dangerous substances, threats to health and safety of workers, violations of rights of the child, etc.) within the Union³⁵ but does not apply in all cases to companies’ value chains outside the Union.

The initiative is in line with the [EU Action Plan on Human Rights and Democracy 2020- 2024](#)³⁶, which includes a commitment for the Union and Member States to strengthen their engagement to actively promote the implementation of international standards on responsible business conduct such as the UN Guiding Principles on Business and Human Rights and the OECD Guidelines on Multinational Enterprises and Due Diligence. It is consistent with the [EU Strategy on the Rights of the Child](#)³⁷ which commits the Union to a zero tolerance approach against child labour and to ensure that supply chains of EU companies are free of child labour. In the [EU Strategy on Combatting Trafficking in Human Beings 2021- 2025](#)³⁸ the Commission committed to put forward a legislative proposal on sustainable corporate governance to foster long-term sustainable and responsible corporate behaviour. The initiative also contributes to the goals of the Commission’s Communication on decent work worldwide³⁹, which is adopted together with this proposal.

This Directive will contribute to the European Pillar of Social Rights as both promote rights such as fair working conditions⁴⁰. It will – beyond its external angle – deal with the violation of international labour standards when they occur in the Union (e.g. forced labour cases in

³³ Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a carbon border adjustment mechanism (COM(2021) 564 final).

³⁴ “Carbon leakage” resulting from the increased EU climate ambition could lead to increase total global emissions. The CBAM carbon adjustment price on selected types of imported products in the iron steel, aluminium, cement, electricity, fertilizers sectors would level the playing field between EU and imported products.

³⁵ Under EU law, every EU worker has certain minimum rights relating to protection against discrimination based on sex, race, religion, age, disability and sexual orientation, labour law (part-time work, fixed-term contracts, working hours, informing and consulting employees). A summary is available at https://eur-lex.europa.eu/summary/chapter/employment_and_social_policy.html?root_default=SUM_1_CODED_%3D17&locale=en.

³⁶ Joint Communication to the European Parliament and the Council on the EU Action Plan on Human Rights and Democracy 2020-2024 (JOIN/2020/5 final).

³⁷ Communication from the Commission on the EU strategy on the rights of the child (COM/2021/142 final).

³⁸ Communication from the Commission on the EU Strategy on Combatting Trafficking in Human Beings 2021- 2025 (COM(2021) 171 final).

³⁹ (COM(2022)66 final).

⁴⁰ E.g. Pillar 10 of European Pillar of Social Rights on healthy, safe and well-adapted work environment and Article 7(b) International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (see annex of this Directive) on just and favourable conditions at work including safe and healthy working conditions.

agriculture). Therefore, internally it would also reinforce the protection of workers in the Union alongside the existing social *acquis* and contribute to preventing and tackling abuses within and across Member States.

Thus, this Directive will complement the EU's regulatory environment that currently does not include an Union-wide transparent and predictable framework that helps EU companies in all sectors of the economy to assess and manage sustainability risks and impacts with respect to the core human rights and environmental risks, including across their value chains.

2. LEGAL BASIS, SUBSIDIARITY AND PROPORTIONALITY Legal basis

The proposal is based on Article 50 and Article 114 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU).

Article 50(1) TFEU and in particular Article 50(2)(g) TFEU provide for the EU competence to act in order to attain freedom of establishment as regards a particular activity, in particular “*by coordinating to the necessary extent the safeguards which, for the protection of the interests of members and others, are required by Member States of companies or forms within the meaning of the second paragraph of Article 54 TFEU with a view to making such safeguards equivalent throughout the Union*”. An example of this can be coordination measures concerning the protection of interests of companies' shareholders and other stakeholders with a view to making such protection equivalent throughout the Union, where disparities between national rules are such as to obstruct freedom of establishment⁴¹. Recourse to this provision is possible if the aim is to prevent the emergence of current or future obstacles to the freedom of establishment resulting from the divergent development of national laws. The emergence of such obstacles must be likely and the measure in question must be designed to prevent them.⁴²

This proposal regulates sustainability due diligence obligations of companies and at the same time covers – to the extent linked to that due diligence – corporate directors' duties and corporate management systems to implement due diligence. Thus, the proposal concerns processes and measures for the protection of the interests of members and stakeholders of the companies. Several Member States have recently introduced legislation on sustainability due diligence,⁴³ while others are in the process of legislating or considering action⁴⁴. Also, an increasing number of Member States have recently been regulating the matter by requiring directors to take into account the company's external impacts⁴⁵, prioritize the interests of

⁴¹ It is recalled that as regards corporate governance measures, the EU has already legislated based on the same legal basis, e.g. Shareholders Rights Directives I and II.

⁴² See e.g. Case C 380/03 Germany v Parliament and Council [2006] ECR I-11573, paragraph 38 and the case-law cited.

⁴³ See footnote 3. As regards EEA countries, Norway has adopted due diligence legislation.

⁴⁴ Austria, Belgium, Denmark, Finland, Italy, Luxembourg, the Netherlands (regarding broader legislation on responsible business conduct). There are civil society campaigns in favour of introducing due diligence legislation ongoing in Ireland, Spain and Sweden. Annex 8 of the Impact Assessment accompanying this proposal provides a detailed overview on Member State/EEA laws and initiatives.

⁴⁵ French *Loi Pacte*.

stakeholders in their decisions⁴⁶, or adopt a policy statement on the company's human rights strategy⁴⁷. New and emerging laws on due diligence are considerably different in the Union despite the intention of all the Member States to build on existing international standards (UN Guiding Principles on Business and Human Rights OECD Responsible Business Conduct standards) and thus lead to diverging requirements. Certain Member States have adopted, or are likely to adopt, legislation that is limited to specific sustainability concerns in value chains.⁴⁸ Personal scope, substantive due diligence requirements, enforcement regimes and related directors' duties diverge and may do so even more in the future.⁴⁹ Other Member States can be expected to decide not to legislate in this field. Significantly different requirements among Member States thus create fragmentation of the internal market. This fragmentation is likely to increase over time.

This fragmentation also risks leading to an uneven playing field for companies within the internal market. First, companies and their directors – in particular of those which have cross-border value chains – are already subject to differing requirements and will likely be subject to even more differing requirements depending on where their registered seat is located. This creates distortions of competition. Besides, depending on how they structure their operations in the internal market, some companies may simultaneously fall within the scope of two or more different national legal frameworks dealing with sustainable corporate governance.⁵⁰ This could lead to duplication of requirements, difficulties in complying, lack of legal certainty for companies, and even mutually incompatible parallel legal requirements. Inversely, some companies may not fall within the scope of any national framework for the mere reason that they do not have links relevant under national law with the jurisdiction of a Member State that has due diligence rules in place and thereby gaining an advantage over their competitors.

The proposed act is designed to prevent and remove such obstacles to free movement and distortions of competition by harmonising the requirements for companies to carry out due diligence in their own operation, subsidiaries and value chains and related directors' duties. They will lead to a level playing field where companies of similar size and their directors are subject to the same requirements for integrating sustainable corporate governance and corporate due diligence measures in their internal management systems and thereby protecting the interests of the company's stakeholders in a similar way. Harmonised conditions would be beneficial for cross-border establishment including company operations and also investments, since it would facilitate comparison of corporate sustainability requirements and make engagement easier and thus less costly.

⁴⁶ For example the Netherlands.

⁴⁷ See the German *Sorgfaltspflichtengesetz*).

⁴⁸ For instance, the Dutch law referred to above sets up horizontal mandatory due diligence for child labour concerns through the whole value chain. In Austria, a political party referred a draft bill on social responsibility regarding forced and child labour in the garment sector.

⁴⁹ The French *Loi relative au devoir de vigilance* and the German *Sorgfaltspflichtengesetz* differ considerably in terms of personal scope material requirements and enforcement regime.

⁵⁰ For instance, pursuant to the German *Sorgfaltspflichtengesetz*, any company with a branch office and at least 3000 employees in Germany (1000 as from 2024) fall within the scope of the law.

Article 50 TFEU is *lex specialis* for measures adopted in order to attain freedom of establishment. Among the proposed measures, those concerning companies' corporate governance fall under this legal basis, in particular integrating due diligence into companies' policies, measures on companies' plan to ensure that the business model and strategy are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement, and related remuneration measures, as well as provisions on directors' duty of care, and directors' duties concerning setting up and overseeing due diligence.

In order to address the described internal market barriers comprehensively, Article 50 TFEU is here combined with the general provision of Article 114 TFEU. Article 114 TFEU provides for the adoption of measures for the approximation of the provisions laid down by law, regulation or administrative action in Member States which have as their object the establishment and functioning of the internal market. The Union legislature may have recourse to Article 114 TFEU in particular where disparities between national rules are such as to obstruct the fundamental freedoms or create distortions of competition and thus have a direct effect on the functioning of the internal market.

As set out above, the differences between national rules on sustainable corporate governance and due diligence obligations have a direct impact on the functioning of the internal market, and that impact is likely to increase in the future. Beyond the matters regulated in Article 50 TFEU, this act concerns other areas of the establishment and functioning of the internal market. Notably, in the absence of action by the Union legislator, the production and movement of goods and services would be skewed to the benefit of jurisdictions with no due diligence regimes or with less demanding regimes, or companies established in such jurisdictions, substantially impacting the flow of goods and services. Moreover, companies supplying goods or services, in particular SMEs, will be confronted with diverging rules and expectations from customers located in different Member States. For instance, whilst one Member State law may require the supplier to carry out third-party audits, another Member State may require the same supplier to participate in a recognised industry schemes and multi-stakeholder initiatives. One Member State may require the company to carry out due diligence in relation to established business relationships whilst the other Member State may cover the direct suppliers only. This would lead to a multiplication of different partially incompatible requirements distorting the free flow of goods and services in the Union.

It is foreseeable that these distortions and impacts would become more serious with time as more and more Member States will adopt diverging national laws or may even lead to a race to the bottom in forthcoming due diligence legislations.

Distortions are also relevant for civil liability in case of harm caused in a company's value chain. Some national legal frameworks on due diligence include an express civil liability regime linked to the failure to execute due diligence, while others expressly exclude a specific civil liability regime.⁵¹ A number of companies have been brought before courts for causing

⁵¹ The French *Loi relative au devoir de vigilance* includes a provision on civil liability. The German *Sorgfaltspflichtengesetz* clarifies that a violation of an obligation under the law does not give rise to any

civil liability while general liability rules remain unaffected. Moreover national civil liability legislations are not harmonized.

or failing to prevent adverse impacts at the level of their subsidiaries or value chains. Such cases are decided based on differing rules today. In the absence of common rules, divergent national liability regimes may lead to different outcomes depending on whether there is ownership control (as regards subsidiaries) or factual control (either through direct contracts or where control could be exercised by the company through contractual cascading or other leverage in indirect business relationships). This fragmentation would lead to distortions of competition in the internal market as a company located in one Member State would be subject to damages claims due to harm caused in its value chain whilst a company with the same value chain would be exempt from this financial and reputational risk because of diverging national rules.

The proposed civil liability regime would clarify which rules apply in case harm occurs in a company's own operation, at the level of its subsidiaries and at the level of direct and indirect business relations in the value chain. In addition, the proposed provision on applicable law serves the purpose of ensuring application of the harmonised rules, including on civil liability, also in cases where otherwise the law applicable to such claim is not the law of a Member State. It will therefore be essential to ensure the necessary level-playing field.

Subsidiarity

First, Member States' legislation alone in the area is unlikely to be sufficient and efficient. As regards specific transboundary problems, such as pollution, climate change, biodiversity etc. individual action is hampered in case of inaction by other Member States. The achievement of international commitments such as the goals of the UNFCCC⁵²'s Paris Agreement on climate change, the Convention on Biological Diversity, as well as other multilateral environmental agreements by individual Member State action alone is unlikely. Furthermore, risks resulting from adverse human rights and environment impacts present in companies' value chains have often cross-border effects (e.g. pollution, transnational supply and value chains).

Second, many companies are operating EU-wide or globally; value chains expand to other Union Member States and increasingly to third countries. Institutional investors which invest across the borders own a large part (38%⁵³) of the total market capitalisation of large European listed companies, therefore many companies have cross-border ownership and their operations are influenced by regulations in some countries or lack of action in others. This is one of the reasons why frontrunner companies arguably are reluctant to do a further steps in addressing sustainability issues including those in the value chains today⁵⁴ and ask for a cross-border level playing field.

Third, companies operating across the internal market and beyond need legal certainty and a level-playing field for their sustainable growth. Some Member States have recently introduced legislation on due diligence⁵⁵, while others are in the process of legislating or

⁵² United Nations Framework Convention on Climate Change

⁵³ This number comes from the Impact Assessment of the Shareholders Rights Directive II.

⁵⁴ E.g. food producer Danone has recently been forced to cut costs by investors on grounds of lack of short-term profitability, see article *Can Anglo-Saxon activist investors whip Danone into shape?*, available at <https://www.economist.com/business/2021/02/20/can-anglo-saxon-activist-investors-whip-danone-into-shape>.

⁵⁵ See footnote 3.

considering action⁵⁶. Existing Member State rules and those under preparation already have, and would further lead to diverging requirements, which risks being inefficient and leading to an uneven playing field. There are considerable indirect effects of diverging due diligence laws on the suppliers that supply to different companies falling under different laws, as the obligations are in practice translated into contractual clauses. If due diligence requirements are significantly different among Member States, this creates legal uncertainty, fragmentation of the Single market, additional costs and complexity for companies and their investors operating across borders as well as other stakeholders. EU action can avoid this and therefore has added value.

Finally, compared to individual action by Member States, EU intervention can ensure a strong European voice in policy developments at the global level⁵⁷.

Proportionality

The burden on companies stemming from compliance costs, has been adapted to the size, resources available, and the risk profile. Companies will only have to take appropriate measures that are commensurate with the degree of severity and the likelihood of the adverse impact, and reasonably available to the company, taking into account the circumstances of the specific case, including characteristics of the economic sector and of the specific business relationship and the company's influence thereof, and the need to ensure prioritisation of action. For that purpose the material and personal scope, and the enforcement provisions were restricted as further explained below.

As regards the “personal scope” of the due diligence obligations (i.e. which business categories are covered), small and medium sized enterprises (SMEs) that include micro companies and overall account for around 99 % of all companies in the Union, are excluded from the due diligence duty. For this category of companies, the financial and administrative burden of setting up and implementing a due diligence process would be relatively high. For the most part, they do not have pre-existing due diligence mechanisms in place, they have no know-how, specialised personnel, and the cost of carrying out due diligence would impact them disproportionately. They will, however, be exposed to some of the costs and burden through business relationships with companies in scope as large companies are expected to pass on demands to their suppliers. Hence, supporting measures will be necessary to help SMEs build operational and financial capacity. Companies whose business partner is an SME, are also required to support them in fulfilling the due diligence requirements, in case such requirements would jeopardize the viability of the SME. Moreover, the value chain of the financial sector does not cover SMEs that are receiving loan, credit, financing, insurance or reinsurance. At the same time, exposure of an individual SME to adverse sustainability impacts will as a general rule be lower than the exposure of larger companies. Therefore, very

⁵⁶ See footnote 44.

⁵⁷ In 2014, the UN Human Rights Council decided to establish an open-ended intergovernmental working group (OEIGWG) on transnational corporations and other business enterprises with respect to human rights, whose mandate shall be to elaborate an international legally binding instrument (LBI) to regulate, in international human rights law, the activities of transnational corporations and other business enterprises. In 2021, the OEIGWG released a third revised draft LBI on business activities and human rights, including due diligence measures and corporate liability for human rights abuses.

large companies⁵⁸ will be within the scope of the full due diligence obligation, also because many of them already have certain processes in place e.g. because of reporting obligations. In

particular, the selected turnover criteria will filter those having the largest impact on the Union economy. Moreover, this Directive lays down measures to limit the passing on of the burden from those large companies to the smaller suppliers in the value chain and to use fair, reasonable, non-discriminatory and proportionate requirements *vis-a-vis* SMEs.

As far as companies with lower turnover and less employees⁵⁹ are concerned, the due diligence obligation is limited to those companies active in particularly high-impact sectors that are at the same time covered by existing sectoral OECD guidance⁶⁰. Moreover, despite the fact that OECD guidance covers the financial sector, it is not included in the high- impact sectors due to its specificities. This limitation aims to create a balance between the interest in achieving the goals of the Directive and the interest in minimising the financial and administrative burden on companies. The due diligence obligation for these companies will be simplified as they would only focus on severe adverse impacts that are relevant for their sector. Moreover, the due diligence obligation will apply to them only 2 years after the end of the transposition period for this Directive allowing to establish the necessary processes and procedures and benefit from industry cooperation, technological developments, standards, etc. that are likely to be prompted by the earlier implementation date for larger companies.

To the extent that this Directive also covers third-country companies, the criteria used for defining the scope of EU and non-EU companies covered are not the same, but ensure that third country companies are not more likely to fall within the scope. For them, a net turnover threshold is used (EUR 150 million for group 1 and EUR 40 million for group 2), but all of this turnover needs to be generated in the Union. EU companies, in turn, have to have a net turnover of EUR 150 million generated worldwide and have to fulfil an employee criterion as well (above 500 employees in group 1 and above 250 employees in group 2). Such difference in the criteria used is justified for the following reasons:

- The EU turnover criterion for third-country companies creates a link to the EU. Including only turnover generated in the Union is justified since such a threshold, appropriately calibrated, creates a territorial connection between the third-country companies and the Union by the effects that the activities of these companies may have on the EU internal market, which is sufficient for the Union law to apply to third-country companies.
- Also, the Country-by-Country Reporting Directive – an amendment to the Accounting Directive – has already established the methods for calculating net turnover for non-EU companies, while such methodology does not exist for

⁵⁸ Large limited liability companies with more than 500 employees and a net turnover of more than EUR 150 million.

⁵⁹ Large limited liability companies with more than 250 employees and a net turnover of more than EUR 40 million but not simultaneously exceeding both the 500 employee and the net turnover EUR 150 million net turnover thresholds, as well as third-country companies of a comparable legal form with a net EU turnover of EUR 40 to 150 million.

⁶⁰ The OECD developed such sectoral guidance in order to promote the effective observance of OECD Guidelines on Multinational Enterprises. See the list of sectoral guidance documents at: <http://mneguidelines.oecd.org/sectors/>.

calculating the number of employees of third-country companies. The experience with the French law regulating due diligence shows that, in the absence of a common definition of an employee⁶¹, the number of employees (worldwide) is difficult to calculate, which hinders the identification of which third-country companies are covered by the scope, preventing effective enforcement of the rules.

- Using both employee and turnover criteria for EU companies would ensure better alignment with the proposal for a Corporate Sustainability reporting Directive which should be used for the reporting of due diligence measures and policy for EU companies.
- While the Directive will cover about 13 000 EU companies⁶², based on the estimations of the Commission, it will only cover about 4 000 third-country companies⁶³. The fact that EU companies will only be covered if they also reach the minimum limit on the number of employees is very unlikely to change the conditions of competition in the EU internal market: the two size criteria applicable to EU companies, even if cumulative, will result in still covering relatively smaller companies compared to non-EU companies due to the fact that, in their case, the entire worldwide net turnover of the company is to be taken into account.

Finally, large third-country companies having a high turnover in the Union have the capacity to implement due diligence and will benefit from the advantages coming with due diligence also in their operations elsewhere. In all other aspects, third-country companies are covered by the due diligence rules the same way as their EU counterparts (for example as regards the regime applicable to companies operating in high-impact sectors and identical phase in period for those companies). The harmonisation of the duties of directors is limited to EU companies only, thus third-country companies will have more restricted obligations.

The “material scope” is focused and structured mainly upon the corporate due diligence obligation and covers human rights and those environmental adverse impacts that can be clearly defined in selected international conventions. Directors’ duties proposed ensure a close link with the due diligence obligations and are thus necessary for the due diligence to be effective. Directors’ duties also include the clarification of how directors are expected to comply with the duty of care to act in the best interest of the company.

Effective enforcement of the due diligence duty is key to achieving the objectives of the initiative. This Directive will provide for a combination of sanctions and civil liability.

As regards private enforcement through civil liability, a different approach is used regarding the company’s own operations and its subsidiaries on the one hand and regarding business relations on the other hand. In particular, civil liability concerns only established business relationships with which a company expects to have a lasting relationship, in view of its

⁶¹ For the Union see for example Article 5 of the Commission Recommendation of 6 May 2003 concerning the definition of micro, small and medium-sized companies (2003/361/EC) (OJ L 124, 20.5.2003, p. 36).

⁶² In group 1: 9 400 companies, in group 2: 3 400 companies.

⁶³ In group 1: 2 600 companies, in group 2: 1 400 companies. The methodology used for calculating the number of third-country companies is explained in the accompanying Staff Working Document.

intensity or duration and which does not represent a negligible or merely ancillary part of the company's value chain. The company should not be liable for failing to prevent or cease harm at the level of indirect business relationships if it used contractual cascading and assurance and put in place measures to verify compliance with it, unless it was unreasonable, in the circumstances of the case, to expect that the action actually taken, including as regards verifying compliance, would be adequate to prevent, mitigate, bring to an end or minimise the extent of the adverse impact. In addition, in the assessment of the existence and extent of liability, due account is to be taken of the company's efforts, insofar as they relate directly to the damage in question, to comply with any remedial action required of them by a supervisory authority, any investments made and any targeted support provided as well as any collaboration with other entities to address adverse impacts in its value chains.

This approach to civil liability will also limit the risk of excessive litigation.

The measures related to public enforcement of the due diligence duty do not go beyond what is necessary. This Directive clarifies that any sanction imposed due to non-compliance with the due diligence obligations has to be proportionate. If the public authorities that investigate the company's compliance with this Directive identify a failure to comply they should first grant the company an appropriate period of time to take remedial action. The Directive outlines a limited number of sanctions that should apply in all Member States but leaves it to the Member States to ensure a proportionate enforcement process, in line with their national law. When pecuniary sanctions are imposed, they shall be based on the company's turnover to ensure their proportionate level.

Furthermore, this Directive does not entail unnecessary costs for the Union, national governments, regional or local authorities. The Directive will leave it up to the Member States how to organise enforcement. Supervision can be carried out by existing authorities. To reduce the costs (for instance when supervising third-country companies active in various Member States) and improve the supervision, coordination, investigation and exchange of information the Commission will set up a European Network of Supervisory Authorities.

This Directive allows for company cooperation, use of industrial schemes and multi-stakeholder initiatives to reduce the cost of compliance for the companies with this Directive.

Choice of the instrument

The proposed instrument is a Directive, since Article 50 TFEU is the legal basis for company law legislation regarding the protection of the interests of companies' members and others with a view to making such protection equivalent throughout the Union. Article 50 TFEU requires the European Parliament and the Council to act by means of directives.

The Commission shall adopt delegated acts laying down the criteria for the reporting by third country companies on due diligence.

In order to provide support to companies and to Member State authorities on how companies should fulfil their due diligence obligations, the Commission, where necessary in consultation with relevant European bodies, international bodies having expertise in due diligence implementation, and others, may issue guidelines. Guidelines may also be used to outline non-binding model contractual clauses that companies can use when cascading the obligation in their value chain.

In addition, the Commission may put in place other supporting measures building on existing EU actions and tools to support due diligence implementation within the Union and in third countries, including facilitation of joint stakeholder initiatives to help companies fulfil their obligations and support SMEs impacted by this Directive in other ways. This may be further complemented by EU development cooperation instruments to support third country

governments and upstream economic operators in third countries addressing adverse human rights and environmental impacts of their operations and upstream business relationships.

3. RESULTS OF EX-POST EVALUATIONS, STAKEHOLDER CONSULTATIONS AND IMPACT ASSESSMENTS

Stakeholder consultations

In line with the better regulation guidelines, several consultation activities have taken place:

- The inception impact assessment (roadmap), which received 114 feedbacks;
- The open public consultation⁶⁴, which received 473 461 responses and 122.785 citizen signatures, the vast majority of which were submitted through campaigns using pre-filled questionnaires, and 149 position papers;
- A dedicated consultation of social partners;
- A number of stakeholder workshops and meetings, e.g. meeting of the Informal Company Law Expert Group, mainly composed of company law legal academics (ICLEG), meeting with Member State representatives in the Company Law Expert Group (CLEG); and
- Conferences and meetings with business associations, individual businesses, including Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) representatives, civil society, including non-governmental and not-for-profit organisations, as well as international organisations, such as OECD.

Overall, the consultation activities showed that there is generally a wide acknowledgement among stakeholders of the need for an EU legal framework for due diligence.⁶⁵ In particular, large companies across the board asked for greater harmonisation in the area of due diligence to improve legal certainty and create a level playing field. Citizens and civil society associations perceived the current regulatory framework as ineffective to ensure corporate accountability for negative impacts on the human rights and environment.

A vast majority of respondents to the open public consultation, including most participating Member States, were in favour of a horizontal approach to due diligence over a sector-specific or thematic approach⁶⁶. Companies indicated that they feared the risk of competitive disadvantages vis-à-vis third-country companies that do not have the same duties. Accordingly, most respondents agreed that due diligence rules should also apply to third-

⁶⁴ Summary of the open public consultation for the initiative on sustainable corporate governance, available at https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12548-Sustainable-corporate-governance/public-consultation_en.

⁶⁵ For instance, in response to the open public consultation, NGOs supported the need for action with 95.9%, companies with 68.4% (large companies with 75.5%, SMEs with 58.7 %) and business associations with 59.6 %.

⁶⁶ While 97.2% of NGOs preferred a horizontal approach, overall companies did so with 86.8%, including SMEs (81.8%), as well as business association (85.3%). This is true also for Member States respondents.

country companies which are not established in the EU but carry out activities of a certain scale in the EU⁶⁷.

Regarding an enforcement mechanism accompanying a mandatory due diligence duty, all stakeholder groups responding to the open public consultation indicated by a majority that supervision by competent national authorities with a mechanism of EU cooperation/coordination is the most suited option.⁶⁸

A majority of respondents in all stakeholder groups considered binding rules with targets to be the option entailing the most costs, but also the most benefits overall. Although most respondents saw the positive impact on third countries, a subset of respondents fear a potential negative impact of due diligence rules on third countries if companies investing in third countries with weak human rights, including social and labour, and environmental protection, would have to withdraw from these countries.

Detailed information on the consultation strategy and conclusions of the stakeholder consultations can be found in Annex 2 of the impact assessment report.

Collection and use of expertise

To support the analysis of the different options, the Commission awarded support contracts to external experts for a study on due diligence requirements through the supply chain⁶⁹ and for a study on directors' duties and sustainable corporate governance⁷⁰. These experts worked in close cooperation with the Commission throughout the different phases of the study.

Besides these support studies, additional expertise was identified through literature research and through the stakeholder consultation responses.

Alongside the above-mentioned support studies, expert group meetings, and stakeholder consultations, the Commission also paid close attention to the relevant European Parliament resolution and to the Council Conclusions. The European Parliament resolution of 10 March 2021 provided recommendations to the Commission on corporate due diligence and corporate accountability, calling upon the Commission to propose EU rules for a comprehensive corporate due diligence obligation. The Council Conclusions on Human Rights and Decent Work in Global Supply Chains of 1 December 2020 called upon the Commission to table a proposal for an EU legal framework on sustainable corporate governance, including cross- sector corporate due diligence obligations along global value chains.

Impact assessment

The analysis in the impact assessment addressed in a broad sense the problem arising from the need to reinforce sustainability in corporate governance and management systems, with two

⁶⁷ 97 % of respondents agreed to this statement (NGOs 96.1%, business associations 96.5%, companies 93.8%, including SMEs 86.4%). All Member State respondents agree with this statement as well.

⁶⁸ It was followed by the option of judicial enforcement with liability (49%) and supervision by competent national authorities based on complaints about non-compliance with effective sanctions (44%).

⁶⁹ See reference in footnote 8.

⁷⁰ European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers, Study on directors' duties and sustainable corporate governance: final report, Publications Office, 2020, <https://data.europa.eu/doi/10.2838/472901>. <https://data.europa.eu/doi/10.2838/472901>.

dimensions: (1) stakeholder interests and stakeholder-related (sustainability) risks to companies are not sufficiently taken into account in corporate risk management systems and decisions; (2) companies do not sufficiently mitigate their adverse human rights and environmental impacts, do not have adequate governance, management systems and measures to mitigate their harmful impacts.

After consideration of different policy options mainly in the areas of corporate due diligence duty and directors' duties, the impact assessment proposed a preferred package of policy options across three elements: corporate due diligence, directors' duties and remuneration, which complement each other.

The draft impact assessment was submitted to the Commission's Regulatory Scrutiny Board on 9 April 2021. Following the negative opinion by the Board, a revised impact assessment was submitted to the Board for a second opinion on 8 November 2021. While noting the significant revision of the report in response to the Board's first opinion, the Board nevertheless issued a second negative opinion on 26 November 2021⁷¹, which underlined the need for political guidance on whether, and under which conditions, the sustainable corporate governance initiative could proceed further. The Board maintained its negative opinion because it considered that the impact assessment report did not sufficiently (1) address the problem description and provide convincing evidence that EU businesses, in particular SMEs, do not already sufficiently reflect sustainability aspects or do not have sufficient incentives to do so; (2) present a scope of policy options and identify or fully assess key policy choices; (3) assess the impacts in a complete, balanced and neutral way and reflect uncertainty related to the realisation of benefits, and (4) demonstrate the proportionality of the preferred option.

Therefore, in order to address the comments of the Board's second negative opinion, the impact assessment is complemented by a staff working document on the follow-up of the Board's opinion that provides additional clarifications and evidence on the areas where the Board had provided specific suggestions of improvements.

According to the Commission's Better Regulation rules a positive opinion from the Regulatory Scrutiny board is required for a file to proceed to the adoption stage. However, the Vice President for Inter-Institutional Relations and Foresight can allow for the continuation of the preparations for an initiative that has been subject to a second negative opinion by the Regulatory Scrutiny Board. It is important to flag that the opinions of the Regulatory scrutiny Board are an assessment of the quality of the impact assessment and not an assessment of the related legislative proposal.

The Commission, also in the light of the agreement by the Vice-President for Inter- Institutional Relations and Foresight, has considered it opportune to proceed with the initiative for the following reasons:

- the *political importance* of this initiative for the Commission's political priority of "An economy that works for people", including within the context of the Sustainable Finance package and the European Green Deal and

⁷¹ SEC(2022)95

- the *urgency of action* in the field of value chain due diligence as contribution to the sustainability transition, and to address the risk of the increasing Single market fragmentation, as well as the view that
- the *additional clarification and evidence* provided satisfactorily addressed the shortcomings of the impact assessment identified by the Regulatory Scrutiny Board and were considered in the adapted legal proposal.

With regard to its importance and urgency, the Commission also took note that the initiative was included in the Joint Political Priorities for 2022 by the European Parliament, the Council and the Commission.

After careful analysis of the Board’s findings and considering the reflections on the additional clarifications and evidence provided, the Commission considers that the proposal, which has been significantly revised as compared to the package of policy options put forward by the impact assessment, allows still to decisively move forward towards the overall objective to better exploit the potential of the single market to contribute to the transition to a sustainable economy and to foster long-term sustainable and responsible corporate behaviour. The Directive is more focused and targeted compared to the preferred option outlined in the draft impact assessment. The core of it is the due diligence obligation, while significantly reducing directors’ duties by linking them closely to the due diligence obligation. In addition, the scope of due diligence is adapted. A detailed description of the adaptations made to the preferred option package of the impact assessment can be found in the accompanying Staff Working Document that presents the follow-up to the opinion of the Regulatory Scrutiny Board and additional information.

In short, the “personal scope” i.e. which business categories are covered has been significantly reduced following reflections triggered by the Board’s comments on the problem description, in particular with regard to SMEs, and on the proportionality of the preferred option. Concretely, SMEs have been completely excluded, from the scope, and the coverage of high-impact sectors has been shifted only to companies having more than 250 employees and more than EUR 40 million worldwide net turnover (while large companies which simultaneously exceed both the 500 employee and the EUR 150 million worldwide net turnover limits are covered by the scope irrespective of their sectors of economic activities. The high-impact sectors are directly defined in the text, thus also reflecting on the Board’s comments as regards legislative technique. The definition of high-impact sectors has been limited to sectors with high risk of adverse impacts and for which OECD guidance exists. For midcap companies in high-impact sectors, the rules will start to apply after a transition period of two years to allow for a longer adaptation period. In addition, the due diligence obligations of these companies are limited only to severe impacts relevant for their sector.

To reach the objectives of the initiative effectively, the scope of this proposal extends to companies from third countries. Only such non-EU companies are covered which have a direct link to the Union market, and which meet the similar turnover threshold as EU companies but within Union market. Furthermore, they will face the same obligations regarding due diligence as the respective EU companies.

The Directive also indicates that accessible and practical support is necessary for companies, in particular SMEs in the value chain, to prepare for the obligations (or the consequent demands the may be passed on to them indirectly). This could include practical guidance and supporting tools such as hotlines, databases or training, as well as the setup of an observatory to help companies with the implementation of the Directive. Moreover, the review clause makes explicit reference to the personal scope of the Directive (i.e. coverage of business categories), which should be reviewed in light of the practical experiences with the

application of the legislation. Other mitigation measures to reduce indirect impact on the SMEs are part of the obligations of companies in the scope of this Directive.

As regards the material scope (i.e. what is covered), a cross-cutting instrument covering human rights and environmental impacts has been retained. This reflects the strong consensus amongst stakeholder groups that a horizontal framework is necessary to address the identified problems.

Furthermore, the Board commented that the impact assessment is not sufficiently clear about the need to regulate directors' duties on top of due diligence requirements. The Commission therefore decided to address this issue by deviating from the preferred options' package in the impact assessment and focussing on the directors' duties element, in light also of the existing international standards⁷², on due diligence and duty of care. This encompasses directors' duties relating to the setting up and overseeing the implementation of corporate due diligence processes and measures, establishing code of conduct for this purpose as well as integrating due diligence into the corporate strategy. In order to fully reflect the role of directors in light of the corporate due diligence obligations, the directors' general duty of care for the company, which is present in the company law of all Member States, is also being clarified providing that when fulfilling their duty to act in the best interest of the company, directors should take into account the sustainability matters of the proposal for a corporate sustainability reporting Directive, including, where applicable, human rights, climate change and environmental consequences, including in the short, medium and long term horizons. Further reaching specific directors' duties that had been put forward in the impact assessment are not retained. This will ensure that the proposal delivers on its objective while remaining proportionate.

With regard to comments of the Board, this Explanatory Memorandum as well as the recitals of the legislative proposal contain comprehensive explanations of the policy choices made. While the impact assessment submitted to the Board and the Board's opinion have been published unchanged, a separate accompanying Staff Working Document has been prepared to provide additional evidence and clarifications that follows up on the Board's remarks including as regards evidence. This document addresses in particular the following:

1. Problem description:
 - the scale and evolution of the environmental and sustainability problems directly linked to the apparent absence or insufficient use of corporate sustainability management practices by EU companies to be tackled by this Directive and the added value of the Directive in relation to the comprehensive package of measures to promote sustainability under the Green Deal;
 - why the market and competitive dynamics together with the further evolution of companies' corporate strategies and risk management systems are considered insufficient and as regards the assumed causal link between using corporate sustainability tools and their practical effect in tackling the problems;
2. Impacts of the preferred option:

⁷² See footnote 6.

- issues related to third countries, integrating observations (i) on expected developments in third countries (including taking into account EU and international trade and development support measures), (ii) on impacts on third countries and on suppliers in third countries;
- the enforcement mechanism, further expanding on the added value of a two-pillar enforcement system that builds on administrative enforcement and civil liability;
- impacts on competition and competitiveness.

Regulatory fitness and simplification

Small and medium-sized enterprises, including micro enterprises are not included in the scope and indirect effects on them will be mitigated through supporting measures and guidelines at Union and Member State level as well in business to business relations with the use of model contractual clauses and by proportionality requirements for the larger business partner.

Fundamental rights

As explained in the impact assessment and based on existing evidence, mandatory due diligence requirements can have significant benefits for the protection and promotion of fundamental rights.

4. BUDGETARY IMPLICATIONS

There are no direct implications to the Union budget.

5. OTHER ELEMENTS

Implementation plans and monitoring, evaluation and reporting arrangements

The Commission will set up a European Network of Supervisory Authorities to help with the implementation of this Directive. Such Network will be composed by the representatives of the supervisory authorities designated by the Member States and where necessary joined by other Union agencies with relevant expertise in the areas covered by this Directive, to ensure compliance by the companies of their due diligence obligations, in order to facilitate and ensure the coordination and convergence of regulatory, investigative, sanctioning and supervisory practices, and the sharing of information among these supervisory authorities.

After seven years following the end of the transposition period, the Commission shall report on the implementation of this Directive, including, among other aspects, its effectiveness. The report shall be accompanied, if appropriate, by a legislative proposal.

In order to provide clarity and support to companies and Member States with the implementation of the directive, the Commission will issue guidance, where necessary.

Explanatory documents

To ensure the proper implementation of this Directive, the explanatory document, e.g. in the form of correlation tables would be necessary.

Detailed explanation of the specific provisions of the proposal

Article 1 sets out the subject matter of the Directive, i.e. laying down rules on obligations of due diligence by companies regarding actual and potential human rights and environmental adverse impacts, with respect to their own operations, the operations of their subsidiaries, and

the value chain operations carried out by established business relationships; the provision also specifies that this Directive establishes rules on liability for violations of the due diligence obligation.

Article 2 establishes the personal scope of application of the Directive and sets out the criteria based on which a Member State is competent to regulate matters covered in this Directive.

Article 3 contains definitions for the purpose of this Directive.

Article 4 requires Member States to ensure that companies conduct human rights and environmental due diligence by complying with the specific requirements listed in Articles 5 to 11 of the Directive.

Article 5 requires Member States to ensure that companies integrate due diligence into all corporate policies and have in place a due diligence policy that is updated annually. The provision specifies that this policy should include a description of the company's approach to due diligence, of a code of conduct to be followed by the company's employees and subsidiaries, of the processes put in place to implement due diligence.

Article 6 establishes the obligation for Member States to ensure that companies take appropriate measures to identify actual or potential adverse human rights and environmental impacts in their own operations, in their subsidiaries and at the level of their established direct or indirect business relationships in their value chain.

Article 7 sets out the requirement for Member States to ensure that companies take appropriate measures to prevent potential adverse impacts identified pursuant to Article 6, or to adequately mitigate those impacts, where prevention is not possible or requires gradual implementation.

Article 8 establishes the obligation for Member States to ensure that companies take appropriate measures to bring to an end actual adverse human rights and environmental impacts that they had or could have identified pursuant to Article 6. Where an adverse impact that has occurred at the level of established direct or indirect established business relationships cannot be brought to an end, Member States should ensure that companies minimise the extent of the impact.

Article 9 sets out the obligation for Member States to ensure that companies provide for the possibility to submit complaints to the company in case of legitimate concerns regarding those potential or actual adverse impacts, including in the company's value chain. Companies are required to grant this possibility to persons who are affected or have reasonable grounds to believe that they might be affected by an adverse impact, to trade unions and other workers' representatives representing individuals working in the value chain concerned, and to civil society organisations active in the area concerned.

Article 10 introduces the obligation for Member States to require companies to periodically assess the implementation of their due diligence measures in order to verify that adverse impacts are properly identified and that preventive or corrective measures are implemented, and to determine the extent to which adverse impacts have been prevented or brought to an end or their extent minimised.

Article 11 establishes the obligation for Member States to ensure that companies that are not subject to reporting requirements under Directive 2013/34/EU report on the matters covered by this Directive and publish an annual statement on their website.

Article 12 sets out the obligation for the Commission to adopt guidance about non-binding model contract clauses to help companies comply with Article 7(2), point (b), and Article 8(3) point (c).

Article 13 sets out the possibility for the Commission, in order to provide support to companies or to Member State authorities on how companies should fulfil their due diligence obligations, to issue guidelines, for specific sectors or specific adverse impacts, in consultation with the European Union Agency for Fundamental Rights, the European Environment Agency, and where appropriate with international bodies having expertise in due diligence.

Article 14 requires the Member States and Commission to provide accompanying measures to companies in the scope of this Directive actors and to actors along global value chains that are indirectly impacted by the obligations of the Directive. Such support can range from the operation of dedicated websites, portals or platforms to financial support to SMEs, and facilitation of joint stakeholder initiatives. This provision further clarifies that companies may rely on industry schemes and multi-stakeholder initiatives to support the implementation of due diligence and that the Commission, in collaboration with Member States, may issue guidance for assessing the fitness of such schemes.

Article 15 requires the Member States ensure that certain companies adopt a plan to ensure that the business model and strategy of the company are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement.

Article 16 introduces the requirement for companies formed in accordance with the legislation of a third country and falling within the scope of application of the present Directive pursuant to Article 2(2), to designate a sufficiently mandated authorised representative in the Union to be addressed by Member States' competent authorities, on all issues necessary for the receipt of, compliance with and enforcement of legal acts issued in relation to this Directive.

Article 17 sets out the requirement for Member States to designate one or more national supervisory authorities in order to ensure compliance by companies with their due diligence obligations and their obligation under Article 15(1) and (2) and to exercise the powers of enforcement of those obligations in accordance with Article 18.

Article 18 sets out the appropriate powers and resources of the supervisory authorities designated by the Member States to carry out their tasks of supervision and enforcement.

Article 19 establishes the requirement for Member States to ensure that any natural or legal person that has reasons to believe, on the basis of objective circumstances, that a company does not appropriately comply with the provisions of this Directive, is entitled to submit substantiated concerns, in particular in the Member State of his or her habitual residence, registered office, place of work or place of the alleged infringement, to the supervisory authorities.

Article 20 sets out that Member States shall lay down rules on sanctions applicable to infringements of the national provisions adopted pursuant to this Directive, and shall take all measures necessary to ensure that they are implemented. The sanctions shall be effective, dissuasive and proportionate. Member States shall ensure that decision of the supervisory authorities containing sanctions related to the breach of the provisions of this directive should be published.

Article 21 introduces a European Network of Supervisory Authorities composed by the representatives of the supervisory national authorities referred to in Article 16, with the aim to facilitate and ensure the coordination and alignment of regulatory, investigative, sanctioning and supervisory practices, and the sharing of information among these supervisory authorities.

Article 22 sets out the requirement for Member States to lay down rules governing the civil liability of the company for damages arising due to its failure to comply with the due

diligence obligations under specific conditions. It also introduces the obligation for Member States to ensure that the liability provided for in paragraphs 1 to 3 of this Article is not denied on the sole ground that the law applicable to such claims is not the law of a Member State.

Article 23 establishes the application of Directive (EU) 2019/1937 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2019 on the protection of persons who report breaches of Union law, to the reporting of all breaches of this Directive and the protection of persons reporting such breaches.

Article 23 clarifies conditions of public support for companies.

Article 25 clarifies directors' duty of care.

Article 26 lays down the duty for directors of EU companies to set up and oversee the implementation of corporate sustainability due diligence processes and measures and to adapt the corporate strategy to due diligence.

Article 27 amends the Annex of Directive (EU) No 2019/1937.

Article 28 sets out the rules concerning delegated acts.

Article 29 contains a provision on the review of this Directive.

Article 30 contains provisions on the transposition of the Directive.

Article 31 sets the date of when this Directive enters into force.

Article 32 sets out the addressees of this Directive.

The lists contained in the Annex specify the adverse environmental impacts and adverse human rights impacts relevant for this Directive, to cover the violation of rights and prohibitions including the international human rights agreements (Part I Section 1), human rights and fundamental freedoms conventions (Part I Section 2), and the violation of internationally recognised objectives and prohibitions included in the environmental conventions (Part II).

2022/0051 (COD)

Proposal for a

DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL

on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937

(Text with EEA relevance)

THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty on the Functioning of the European Union, and in particular Article 50(1) and (2)(g) and Article 114 thereof,

Having regard to the proposal from the European Commission,

After transmission of the draft legislative act to the national parliaments,

Having regard to the opinion of the European Economic and Social Committee⁷³,

Acting in accordance with the ordinary legislative procedure,

Whereas:

- (1) The Union is founded on the respect for human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and respect for human rights as enshrined in the EU Charter of Fundamental Rights. Those core values that have inspired the Union's own creation, as well as the universality and indivisibility of human rights, and respect for the principles of the United Nations Charter and international law, should guide the Union's action on the international scene. Such action includes fostering the sustainable economic, social and environmental development of developing countries.
- (2) A high level of protection and improvement of the quality of the environment and promoting European core values are among the priorities of the Union, as set out in the Commission's Communication on A European Green Deal⁷⁴. These objectives require the involvement not only of the public authorities but also of private actors, in particular companies.

⁷³ OJ C , , p. .

⁷⁴ Communication from the Commission to the European Parliament the European Council, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Region "The European Green Deal" (COM/2019/640 final).

- (3) In its Communication on a Strong Social Europe for Just Transition⁷⁵, the Commission committed to upgrading Europe's social market economy to achieve a just transition to sustainability. This Directive will also contribute to the European Pillar of Social Rights, which promotes rights ensuring fair working conditions. It forms part of the EU policies and strategies relating to the promotion of decent work worldwide, including in global value chains, as referred to in the Commission Communication on decent work worldwide⁷⁶.
- (4) The behaviour of companies across all sectors of the economy is key to success in the Union's sustainability objectives as Union companies, especially large ones, rely on global value chains. It is also in the interest of companies to protect human rights and the environment, in particular given the rising concern of consumers and investors regarding these topics. Several initiatives fostering enterprises which support value-oriented transformation already exist on Union⁷⁷, as well as national⁷⁸ level.
- (5) Existing international standards on responsible business conduct specify that companies should protect human rights and set out how they should address the protection of the environment across their operations and value chains. The United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights⁷⁹ recognise the responsibility of companies to exercise human rights due diligence by identifying, preventing and mitigating the adverse impacts of their operations on human rights and by accounting for how they address those impacts. Those Guiding Principles state that businesses should avoid infringing human rights and should address adverse human rights impacts that they have caused, contributed to or are linked with in their own operations, subsidiaries and through their direct and indirect business relationships.
- (6) The concept of human rights due diligence was specified and further developed in the OECD Guidelines for Multinational Enterprises⁸⁰ which extended the application of due diligence to environmental and governance topics. The OECD Guidance on Responsible

⁷⁵ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions – A Strong Social Europe for Just Transitions (COM/2020/14 final).

⁷⁶ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council and the European Economic and Social Committee on decent work worldwide for a global just transition and a sustainable recovery, COM(2022) 66 final.

⁷⁷ 'Enterprise Models and the EU agenda', *CEPS Policy Insights*, No PI2021-02/ January 2021.

⁷⁸ E.g. <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/societe-mission>

⁷⁹ United Nations' "Guiding Principles on Business and Human Rights: Implementing the United Nations 'Protect, Respect and Remedy' Framework", 2011, available at https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf.

⁸⁰ OECD Guidelines for Multinational Enterprises, 2011 updated edition, available at <http://mneguidelines.oecd.org/guidelines/>.

Business Conduct and sectoral guidance⁸¹ are internationally recognised frameworks setting out practical due diligence steps to help companies identify, prevent, mitigate and account for how they address actual and potential impacts in their operations, value chains and other business relationships. The concept of due diligence is also embedded in the recommendations of the International Labour Organisation (ILO) Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy.⁸²

- (7) The United Nations' Sustainable Development Goals⁸³, adopted by all United Nations Member States in 2015, include the objectives to promote sustained, inclusive and sustainable economic growth. The Union has set itself the objective to deliver on the UN Sustainable Development Goals. The private sector contributes to those aims.
- (8) International agreements under the United Nations Framework Convention on Climate Change, to which the Union and the Member States are parties, such as the Paris Agreement⁸⁴ and the recent Glasgow Climate Pact⁸⁵, set out precise avenues to address climate change and keep global warming within 1.5 C degrees. Besides specific actions being expected from all signatory Parties, the role of the private sector, in particular its investment strategies, is considered central to achieve these objectives.
- (9) In the European Climate Law⁸⁶, the Union also legally committed to becoming climate-neutral by 2050 and to reducing emissions by at least 55% by 2030. Both these commitments require changing the way in which companies produce and procure. The Commission's 2030 Climate Target Plan⁸⁷ models various degrees of emission reductions required from different economic sectors, though all need to see considerable reductions under all scenarios for the Union to meet its climate objectives. The Plan also underlines that "changes in corporate governance rules and practices, including on sustainable finance, will make company owners and managers prioritise sustainability objectives in their actions and strategies." The 2019 Communication on the European Green Deal⁸⁸

⁸¹ OECD Guidance on Responsible Business Conduct, 2018, and sector-specific guidance, available at <https://www.oecd.org/investment/due-diligence-guidance-for-responsible-business-conduct.htm>.

⁸² The International Labour Organisation's "Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy, Fifth Edition, 2017, available at: https://www.ilo.org/empent/Publications/WCMS_094386/lang--en/index.htm.

⁸³ https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E.

⁸⁴ https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/english_paris_agreement.pdf.

⁸⁵ Glasgow Climate Pact, adopted on 13 November 2021 at COP26 in Glasgow, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_L16_adv.pdf. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_L16_adv.pdf.

⁸⁶ Regulation (EU) 2021/1119 of the European Parliament and of the Council of 30 June 2021 establishing the

framework for achieving climate neutrality and amending Regulations (EC) No 401/2009 and (EU) 2018/1999 ('European Climate Law') PE/27/2021/REV/1 (OJ L 243, 9.7.2021, p. 1).

⁸⁷ SWD/2020/176 final.

⁸⁸ COM/2019/640 final.

sets out that all Union actions and policies should pull together to help the Union achieve a successful and just transition towards a sustainable future. It also sets out that sustainability should be further embedded into the corporate governance framework.

- (10) According to the Commission Communication on forging a climate-resilient Europe⁸⁹ presenting the Union Strategy on Adaptation to climate change, new investment and policy decisions should be climate-informed and future-proof, including for larger businesses managing value chains. This Directive should be consistent with that Strategy. Similarly, there should be consistency with the Commission Directive [...] amending Directive 2013/36/EU as regards supervisory powers, sanctions, third-country branches, and environmental, social and governance risks (Capital Requirements Directive)⁹⁰, which sets out clear requirements for banks' governance rules including knowledge about environmental, social and governance risks at board of directors level.
- (11) The Action Plan on a Circular Economy⁹¹, the Biodiversity strategy⁹², the Farm to Fork strategy⁹³ and the Chemicals strategy⁹⁴ and Updating the 2020 New Industrial Strategy: Building a stronger Single Market for Europe's recovery⁹⁵, Industry 5.0⁹⁶ and the European Pillar of Social Rights Action Plan⁹⁷ and the 2021 Trade Policy Review⁹⁸ list an initiative on sustainable corporate governance among their elements.

⁸⁹ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on Forging a climate-resilient Europe – the new EU Strategy on Adaptation to Climate Change (COM/2021/82 final), available at <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM:2021:82:FIN>.

⁹⁰ OJ C [...], [...], p. [...].

⁹¹ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on A new Circular Economy Action Plan For a cleaner and more competitive Europe (COM/2020/98 final).

⁹² Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on the EU Biodiversity Strategy for 2030 Bringing nature back into our lives (COM/2020/380 final).

⁹³ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on A Farm to Fork Strategy for a fair, healthy and environmentally-friendly food system (COM/2020/381 final).

⁹⁴ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on the Chemicals Strategy for Sustainability Towards a Toxic-Free Environment (COM/2020/667 final).

⁹⁵ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on Updating the 2020 New Industrial Strategy: Building a stronger Single Market for Europe's recovery (COM/2021/350 final).

⁹⁶ Industry 5.0; https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/research-area/industrial-research-and-innovation/industry-50_en

⁹⁷ <https://op.europa.eu/webpub/empl/european-pillar-of-social-rights/en/>

- (12) This Directive is in coherence with the EU Action Plan on Human Rights and Democracy 2020-2024⁹⁹. This Action Plan defines as a priority to strengthen the Union's engagement to actively promote the global implementation of the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights and other relevant international guidelines such as the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, including by advancing relevant due diligence standards.
- (13) The European Parliament, in its resolution of 10 March 2021 calls upon the Commission to propose Union rules for a comprehensive corporate due diligence obligation¹⁰⁰. The Council Conclusions on Human Rights and Decent Work in Global Supply Chains of 1 December 2020 called upon the Commission to table a proposal for a Union legal framework on sustainable corporate governance, including cross-sector corporate due diligence obligations along global supply chains.¹⁰¹ The European Parliament also calls for clarifying directors' duties in its own initiative report adopted on 2 December 2020 on sustainable corporate governance. In their Joint Declaration on EU Legislative Priorities for 2022¹⁰², the European Parliament, the Council of the European Union and the Commission have committed, to deliver on an economy that works for people, and to improve the regulatory framework on sustainable corporate governance.
- (14) This Directive aims to ensure that companies active in the internal market contribute to sustainable development and the sustainability transition of economies and societies through the identification, prevention and mitigation, bringing to an end and minimisation of potential or actual adverse human rights and environmental impacts connected with companies' own operations, subsidiaries and value chains.
- (15) Companies should take appropriate steps to set up and carry out due diligence measures, with respect to their own operations, their subsidiaries, as well as their established direct and indirect business relationships throughout their value chains in accordance with the provisions of this Directive. This Directive should not require companies to guarantee, in all circumstances, that adverse impacts will never occur or that they will be stopped. For

⁹⁸ Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, Trade Policy Review – An Open, Sustainable and Assertive Trade Policy (COM/2021/66/final).

⁹⁹ Joint Communication to the European Parliament and the Council on the EU Action Plan on Human Rights and Democracy 2020-2024 (JOIN/2020/5 final).

¹⁰⁰ European Parliament resolution of 10 March 2021 with recommendations to the Commission on corporate due diligence and corporate accountability (2020/2129(INL)), P9_TA(2021)0073, available at [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2020/2129\(INL\)](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2020/2129(INL)).

¹⁰¹ Council Conclusions on Human Rights and Decent Work in Global Supply Chains, 1 December 2020 (13512/20).

¹⁰² Joint declaration of the European Parliament, the Council of the European Union and the European Commission on EU Legislative Priorities for 2022, available at https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/joint_declaration_2022.pdf.

example with respect to business relationships where the adverse impact results from State intervention, the company might not be in a position to arrive at such results. Therefore, the main obligations in this Directive should be ‘obligations of means’. The company should take the appropriate measures which can reasonably be expected to result in prevention or minimisation of the adverse impact under the circumstances of the specific case. Account should be taken of the specificities of the company’s value chain, sector or geographical area in which its value chain partners operate, the company’s power to influence its direct and indirect business relationships, and whether the company could increase its power of influence.

- (16) The due diligence process set out in this Directive should cover the six steps defined by the OECD Due Diligence Guidance for Responsible Business Conduct, which include due diligence measures for companies to identify and address adverse human rights and environmental impacts. This encompasses the following steps: (1) integrating due diligence into policies and management systems, (2) identifying and assessing adverse human rights and environmental impacts, (3) preventing, ceasing or minimising actual and potential adverse human rights, and environmental impacts, (4) assessing the effectiveness of measures, (5) communicating, (6) providing remediation.
- (17) Adverse human rights and environmental impact occur in companies’ own operations, subsidiaries, products, and in their value chains, in particular at the level of raw material sourcing, manufacturing, or at the level of product or waste disposal. In order for the due diligence to have a meaningful impact, it should cover human rights and environmental adverse impacts generated throughout the life-cycle of production and use and disposal of product or provision of services, at the level of own operations, subsidiaries and in value chains.
- (18) The value chain should cover activities related to the production of a good or provision of services by a company, including the development of the product or the service and the use and disposal of the product as well as the related activities of established business relationships of the company. It should encompass upstream established direct and indirect business relationships that design, extract, manufacture, transport, store and supply raw material, products, parts of products, or provide services to the company that are necessary to carry out the company’s activities, and also downstream relationships, including established direct and indirect business relationships, that use or receive products, parts of products or services from the company up to the end of life of the product, including inter alia the distribution of the product to retailers, the transport and

storage of the product, dismantling of the product, its recycling, composting or landfilling.

- (19) As regards regulated financial undertakings providing loan, credit, or other financial services, “value chain” with respect to the provision of such services should be limited to the activities of the clients receiving such services, and the subsidiaries thereof whose activities are linked to the contract in question. Clients that are households and natural persons not acting in a professional or business capacity, as well as small and medium sized undertakings, should not be considered to be part of the value chain. The activities of the companies or other legal entities that are included in the value chain of that client should not be covered.
- (20) In order to allow companies to properly identify the adverse impacts in their value chain and to make it possible for them to exercise appropriate leverage, the due diligence obligations should be limited in this Directive to established business relationships. For the purpose of this Directive, established business relationships should mean such direct and indirect business relationships which are, or which are expected to be lasting, in view of their intensity and duration and which do not represent a negligible or ancillary part of the value chain. The nature of business relationships as “established” should be reassessed periodically, and at least every 12 months. If the direct business relationship of a company is established, then all linked indirect business relationships should also be considered as established regarding that company.
- (21) Under this Directive, EU companies with more than 500 employees on average and a worldwide net turnover exceeding EUR 150 million in the financial year preceding the last financial year should be required to comply with due diligence. As regards companies which do not fulfil those criteria, but which had more than 250 employees on average and more than EUR 40 million worldwide net turnover in the financial year preceding the last financial year and which operate in one or more high-impact sectors, due diligence should apply 2 years after the end of the transposition period of this directive, in order to provide for a longer adaptation period. In order to ensure a proportionate burden, companies operating in such high-impact sectors should be required to comply with more targeted due diligence focusing on severe adverse impacts. Temporary agency workers, including those posted under Article 1(3), point (c), of Directive 96/71/EC, as amended by Directive 2018/957/EU of the European Parliament and of the Council¹⁰³, should be included in the calculation of the number of employees in the user company. Posted workers under Article 1(3), points (a) and (b), of Directive 96/71/EC, as amended by Directive 2018/957/EU, should only be included in the calculation of the number of employees of the sending company.
- (22) In order to reflect the priority areas of international action aimed at tackling human rights and environmental issues, the selection of high-impact sectors for the purposes of this Directive should be based on existing sectoral OECD due diligence guidance. The following sectors should be regarded as high-impact for the purposes of this Directive: the manufacture of textiles, leather and related products (including footwear), and the wholesale trade of textiles, clothing and footwear; agriculture, forestry, fisheries (including aquaculture), the manufacture of food products, and the wholesale trade of agricultural raw materials, live animals, wood, food, and beverages; the extraction of

mineral resources regardless of where they are extracted from (including crude petroleum, natural gas, coal, lignite, metals and metal ores, as well as all other, non-

¹⁰³ Directive (EU) 2018/957 of the European Parliament and of the Council of 28 June 2018 amending Directive 96/71/EC concerning the posting of workers in the framework of the provision of services (OJ L 173, 9.7.2018, p. 16).

metallic minerals and quarry products), the manufacture of basic metal products, other non-metallic mineral products and fabricated metal products (except machinery and equipment), and the wholesale trade of mineral resources, basic and intermediate mineral products (including metals and metal ores, construction materials, fuels, chemicals and other intermediate products). As regards the financial sector, due to its specificities, in particular as regards the value chain and the services offered, even if it is covered by sector-specific OECD guidance, it should not form part of the high-impact sectors covered by this Directive. At the same time, in this sector, the broader coverage of actual and potential adverse impacts should be ensured by also including very large companies in the scope that are regulated financial undertakings, even if they do not have a legal form with limited liability.

- (23) In order to achieve fully the objectives of this Directive addressing human rights and adverse environmental impacts with respect to companies' operations, subsidiaries and value chains, third-country companies with significant operations in the EU should also be covered. More specifically, the Directive should apply to third-country companies which generated a net turnover of at least EUR 150 million in the Union in the financial year preceding the last financial year or a net turnover of more than EUR 40 million but less than EUR 150 million in the financial year preceding the last financial year in one or more of the high-impact sectors, as of 2 years after the end of the transposition period of this Directive.
- (24) For defining the scope of application in relation to non-EU companies the described turnover criterion should be chosen as it creates a territorial connection between the third- country companies and the Union territory. Turnover is a proxy for the effects that the activities of those companies could have on the internal market. In accordance with international law, such effects justify the application of Union law to third-country companies. To ensure identification of the relevant turnover of companies concerned, the methods for calculating net turnover for non-EU companies as laid down in Directive (EU) 2013/34 as amended by Directive (EU) 2021/2101 should be used. To ensure effective enforcement of this Directive, an employee threshold should, in turn, not be applied to determine which third-country companies fall under this Directive, as the notion of "employees" retained for the purposes of this Directive is based on Union law and could not be easily transposed outside of the Union. In the absence of a clear and consistent methodology, including in accounting frameworks, to determine the employees of third-country companies, such employee threshold would therefore create legal uncertainty and would be difficult to apply for supervisory authorities. The definition of turnover should be based on Directive 2013/34/EU which has already established the methods for

calculating net turnover for non-Union companies, as turnover and revenue definitions are similar in international accounting frameworks too. With a view to ensuring that the supervisory authority knows which third country companies generate the required turnover in the Union to fall under the scope of this Directive, this Directive should require that a supervisory authority in the Member State where the third country company's authorised representative is domiciled or established and, where it is different, a supervisory authority in the Member State in which the company generated most of its net turnover in the Union in the financial year preceding the last financial year are informed that the company is a company falling under the scope of this Directive.

- (25) In order to achieve a meaningful contribution to the sustainability transition, due diligence under this Directive should be carried out with respect to adverse human rights impact on protected persons resulting from the violation of one of the rights and prohibitions as enshrined in the international conventions as listed in the Annex to this Directive. In order to ensure a comprehensive coverage of human rights, a violation of a prohibition or right not specifically listed in that Annex which directly impairs a legal interest protected in those conventions should also form part of the adverse human rights impact covered by this Directive, provided that the company concerned could have reasonably established the risk of such impairment and any appropriate measures to be taken in order to comply with the due diligence obligations under this Directive, taking into account all relevant circumstances of their operations, such as the sector and operational context. Due diligence should further encompass adverse environmental impacts resulting from the violation of one of the prohibitions and obligations pursuant to the international environmental conventions listed in the Annex to this Directive.
- (26) Companies have guidance at their disposal that illustrates how their activities may impact human rights and which corporate behaviour is prohibited in accordance with internationally recognised human rights. Such guidance is included for instance in The United Nations Guiding Principles Reporting Framework¹⁰⁴ and the United Nations Guiding Principles Interpretative Guide¹⁰⁵. Using relevant international guidelines and standards as a reference, the Commission should be able to issue additional guidance that will serve as a practical tool for companies.
- (27) In order to conduct appropriate human rights, and environmental due diligence with respect to their operations, their subsidiaries, and their value chains, companies covered by this Directive should integrate due diligence into corporate policies, identify, prevent and mitigate as well as bring to an end and minimise the extent of potential and actual adverse human rights and environmental impacts, establish and maintain a complaints procedure, monitor the effectiveness of the taken measures in accordance with the requirements that are set up in this Directive and communicate publicly on their due diligence. In order to ensure clarity for companies, in particular the steps of preventing and mitigating potential adverse impacts and of bringing to an end, or when this is not possible, minimising actual adverse impacts should be clearly distinguished in this Directive.
- (28) In order to ensure that due diligence forms part of companies' corporate policies, and in line with the relevant international framework, companies should integrate due diligence

into all their corporate policies and have in place a due diligence policy. The due

104 https://www.ungpreporting.org/wp-content/uploads/UNGPRReportingFramework_withguidance2017.pdf.

105 <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/RtRInterpretativeGuide.pdf>.
<https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/RtRInterpretativeGuide.pdf>.

due diligence policy should contain a description of the company's approach, including in the long term, to due diligence, a code of conduct describing the rules and principles to be followed by the company's employees and subsidiaries; a description of the processes put in place to implement due diligence, including the measures taken to verify compliance with the code of conduct and to extend its application to established business relationships. The code of conduct should apply in all relevant corporate functions and operations, including procurement and purchasing decisions. Companies should also update their due diligence policy annually.

- (29) To comply with due diligence obligations, companies need to take appropriate measures with respect to identification, prevention and bringing to an end adverse impacts. An 'appropriate measure' should mean a measure that is capable of achieving the objectives of due diligence, commensurate with the degree of severity and the likelihood of the adverse impact, and reasonably available to the company, taking into account the circumstances of the specific case, including characteristics of the economic sector and of the specific business relationship and the company's influence thereof, and the need to ensure prioritisation of action. In this context, in line with international frameworks, the company's influence over a business relationship should include, on the one hand its ability to persuade the business relationship to take action to bring to an end or prevent adverse impacts (for example through ownership or factual control, market power, pre-qualification requirements, linking business incentives to human rights and environmental performance, etc.) and, on the other hand, the degree of influence or leverage that the company could reasonably exercise, for example through cooperation with the business partner in question or engagement with another company which is the direct business partner of the business relationship associated with adverse impact.
- (30) Under the due diligence obligations set out by this Directive, a company should identify actual or potential adverse human rights and environmental impacts. In order to allow for a comprehensive identification of adverse impacts, such identification should be based on quantitative and qualitative information. For instance, as regards adverse environmental impacts, the company should obtain information about baseline conditions at higher risk sites or facilities in value chains. Identification of adverse impacts should include assessing the human rights, and environmental context in a dynamic way and in regular intervals: prior to a new activity or relationship, prior to major decisions or changes in the operation; in response to or anticipation of changes in the operating environment; and periodically, at least every 12 months, throughout the life of an activity or relationship. Regulated financial undertakings providing loan, credit, or other financial services should identify the adverse impacts only at the inception of the contract. When

identifying adverse impacts, companies should also identify and assess the impact of a business relationship's business model and strategies, including trading, procurement and pricing practices. Where the company cannot prevent, bring to an end or minimize all its adverse impacts at the same time, it should be able to prioritize its action, provided it takes the measures reasonably available to the company, taking into account the specific circumstances.

- (31) In order to avoid undue burden on the smaller companies operating in high-impact sectors which are covered by this Directive, those companies should only be obliged to identify those actual or potential severe adverse impacts that are relevant to the respective sector.
- (32) In line with international standards, prevention and mitigation as well as bringing to an end and minimisation of adverse impacts should take into account the interests of those adversely impacted. In order to enable continuous engagement with the value chain business partner instead of termination of business relations (disengagement) and possibly exacerbating adverse impacts, this Directive should ensure that disengagement is a last-resort action, in line with the Union's policy of zero-tolerance on child labour. Terminating a business relationship in which child labour was found could expose the child to even more severe adverse human rights impacts. This should therefore be taken into account when deciding on the appropriate action to take.
- (33) Under the due diligence obligations set out by this Directive, if a company identifies potential adverse human rights or environmental impacts, it should take appropriate measures to prevent and adequately mitigate them. To provide companies with legal clarity and certainty, this Directive should set out the actions companies should be expected to take for prevention and mitigation of potential adverse impacts where relevant depending on the circumstances.
- (34) So as to comply with the prevention and mitigation obligation under this Directive, companies should be required to take the following actions, where relevant. Where necessary due to the complexity of prevention measures, companies should develop and implement a prevention action plan. Companies should seek to obtain contractual assurances from a direct partner with whom they have an established business relationship that it will ensure compliance with the code of conduct or the prevention action plan, including by seeking corresponding contractual assurances from its partners to the extent that their activities are part of the companies' value chain. The contractual assurances should be accompanied by appropriate measures to verify compliance. To ensure comprehensive prevention of actual and potential adverse impacts, companies should also make investments which aim to prevent adverse impacts, provide targeted and proportionate support for an SME with which they have an established business relationship such as financing, for example, through direct financing, low-interest loans, guarantees of continued sourcing, and assistance in securing financing, to help implement the code of conduct or prevention action plan, or technical guidance such as in the form of training, management systems upgrading, and collaborate with other companies.
- (35) In order to reflect the full range of options for the company in cases where potential impacts could not be addressed by the described prevention or minimisation measures,

this Directive should also refer to the possibility for the company to seek to conclude a contract with the indirect business partner, with a view to achieving compliance with the company's code of conduct or a prevention action plan, and conduct appropriate measures to verify compliance of the indirect business relationship with the contract.

- (36) In order to ensure that prevention and mitigation of potential adverse impacts is effective, companies should prioritize engagement with business relationships in the value chain, instead of terminating the business relationship, as a last resort action after attempting at preventing and mitigating adverse potential impacts without success. However, the Directive should also, for cases where potential adverse impacts could not be addressed by the described prevention or mitigation measures, refer to the obligation for companies to refrain from entering into new or extending existing relations with the partner in question and, where the law governing their relations so entitles them to, to either temporarily suspend commercial relationships with the partner in question, while pursuing prevention and minimisation efforts, if there is reasonable expectation that these efforts are to succeed in the short-term; or to terminate the business relationship with respect to the activities concerned if the potential adverse impact is severe. In order to allow companies to fulfil that obligation, Member States should provide for the availability of an option to terminate the business relationship in contracts governed by their laws. It is possible that prevention of adverse impacts at the level of indirect business relationships requires collaboration with another company, for example a company which has a direct contractual relationship with the supplier. In some instances, such collaboration could be the only realistic way of preventing adverse impacts, in particular, where the indirect business relationship is not ready to enter into a contract with the company. In these instances, the company should collaborate with the entity which can most effectively prevent or mitigate adverse impacts at the level of the indirect business relationship while respecting competition law.
- (37) As regards direct and indirect business relationships, industry cooperation, industry schemes and multi-stakeholder initiatives can help create additional leverage to identify, mitigate, and prevent adverse impacts. Therefore it should be possible for companies to rely on such initiatives to support the implementation of their due diligence obligations laid down in this Directive to the extent that such schemes and initiatives are appropriate to support the fulfilment of those obligations. Companies could assess, at their own initiative, the alignment of these schemes and initiatives with the obligations under this Directive. In order to ensure full information on such initiatives, the Directive should also refer to the possibility for the Commission and the Member States to facilitate the dissemination of information on such schemes or initiatives and their outcomes. The Commission, in collaboration with Member States, may issue guidance for assessing the fitness of industry schemes and multi-stakeholder initiatives.
- (38) Under the due diligence obligations set out by this Directive, if a company identifies actual human rights or environmental adverse impacts, it should take appropriate measures to bring those to an end. It can be expected that a company is able to bring to an end actual adverse impacts in their own operations and in subsidiaries. However, it should be clarified that, as regards established business relationships, where adverse impacts cannot be brought to an end, companies should minimise the extent of such impacts. Minimisation of the extent of adverse impacts should require an outcome that is the

- closest possible to bringing the adverse impact to an end. To provide companies with legal clarity and certainty, this Directive should define which actions companies should be required to take for bringing actual human rights and environmental adverse impacts to an end and minimisation of their extent, where relevant depending on the circumstances.
- (39) So as to comply with the obligation of bringing to an end and minimising the extent of actual adverse impacts under this Directive, companies should be required to take the following actions, where relevant. They should neutralise the adverse impact or minimise its extent, with an action proportionate to the significance and scale of the adverse impact and to the contribution of the company's conduct to the adverse impact. Where necessary due to the fact that the adverse impact cannot be immediately brought to an end, companies should develop and implement a corrective action plan with reasonable and clearly defined timelines for action and qualitative and quantitative indicators for measuring improvement. Companies should also seek to obtain contractual assurances from a direct business partner with whom they have an established business relationship that they will ensure compliance with the company's code of conduct and, as necessary, a prevention action plan, including by seeking corresponding contractual assurances from its partners, to the extent that their activities are part of the company's value chain. The contractual assurances should be accompanied by the appropriate measures to verify compliance. Finally, companies should also make investments aiming at ceasing or minimising the extent of adverse impact, provide targeted and proportionate support for an SMEs with which they have an established business relationship and collaborate with other entities, including, where relevant, to increase the company's ability to bring the adverse impact to an end.
- (40) In order to reflect the full range of options for the company in cases where actual impacts could not be addressed by the described measures, this Directive should also refer to the possibility for the company to seek to conclude a contract with the indirect business partner, with a view to achieving compliance with the company's code of conduct or a corrective action plan, and conduct appropriate measures to verify compliance of the indirect business relationship with the contract.
- (41) In order to ensure that bringing actual adverse impacts to an end or minimising them is effective, companies should prioritize engagement with business relationships in the value chain, instead of terminating the business relationship, as a last resort action after attempting at bringing actual adverse impacts to an end or minimising them without success. However, this Directive should also, for cases where actual adverse impacts could not be brought to an end or adequately mitigated by the described measures, refer to the obligation for companies to refrain from entering into new or extending existing relations with the partner in question and, where the law governing their relations so entitles them to, to either temporarily suspend commercial relationships with the partner in question, while pursuing efforts to bring to an end or minimise the extent of the adverse impact, or terminate the business relationship with respect to the activities concerned, if the adverse impact is considered severe. In order to allow companies to fulfil that obligation, Member States should provide for the availability of an option to terminate the business relationship in contracts governed by their laws.
- (42) Companies should provide the possibility for persons and organisations to submit complaints directly to them in case of legitimate concerns regarding actual or potential

human rights and environmental adverse impacts. Organisations who could submit such complaints should include trade unions and other workers' representatives representing individuals working in the value chain concerned and civil society organisations active in the areas related to the value chain concerned where they have knowledge about a potential or actual adverse impact. Companies should establish a procedure for dealing with those complaints and inform workers, trade unions and other workers' representatives, where relevant, about such processes. Recourse to the complaints and remediation mechanism should not prevent the complainant from having recourse to judicial remedies. In accordance with international standards, complaints should be entitled to request from the company appropriate follow-up on the complaint and to meet with the company's representatives at an appropriate level to discuss potential or actual severe adverse impacts that are the subject matter of the complaint. This access should not lead to unreasonable solicitations of companies.

- (43) Companies should monitor the implementation and effectiveness of their due diligence measures. They should carry out periodic assessments of their own operations, those of their subsidiaries and, where related to the value chains of the company, those of their established business relationships, to monitor the effectiveness of the identification, prevention, minimisation, bringing to an end and mitigation of human rights and environmental adverse impacts. Such assessments should verify that adverse impacts are properly identified, due diligence measures are implemented and adverse impacts have actually been prevented or brought to an end. In order to ensure that such assessments are up-to-date, they should be carried out at least every 12 months and be revised in-between if there are reasonable grounds to believe that significant new risks of adverse impact could have arisen.
- (44) Like in the existing international standards set by the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights and the OECD framework, it forms part of the due diligence requirement to communicate externally relevant information on due diligence policies, processes and activities conducted to identify and address actual or potential adverse impacts, including the findings and outcomes of those activities. The proposal to amend Directive 2013/34/EU as regards corporate sustainability reporting sets out relevant reporting obligations for the companies covered by this directive. In order to avoid duplicating reporting obligations, this Directive should therefore not introduce any new reporting obligations in addition to those under Directive 2013/34/EU for the companies covered by that Directive as well as the reporting standards that should be developed under it. As regards companies that are within the scope of this Directive, but do not fall under Directive 2013/34/EU, in order to comply with their obligation of communicating as part of the due diligence under this Directive, they should publish on their website an annual statement in a language customary in the sphere of international business.
- (45) In order to facilitate companies' compliance with their due diligence requirements through their value chain and limiting shifting compliance burden on SME business partners, the Commission should provide guidance on model contractual clauses.
- (46) In order to provide support and practical tools to companies or to Member State authorities on how companies should fulfil their due diligence obligations, the

Commission, using relevant international guidelines and standards as a reference, and in consultation with Member States and stakeholders, the European Union Agency for Fundamental Rights, the European Environment Agency, and where appropriate with international bodies having expertise in due diligence, should have the possibility to issue guidelines, including for specific sectors or specific adverse impacts.

- (47) Although SMEs are not included in the scope of this Directive, they could be impacted by its provisions as contractors or subcontractors to the companies which are in the scope. The aim is nevertheless to mitigate financial or administrative burden on SMEs, many of which are already struggling in the context of the global economic and sanitary crisis. In order to support SMEs, Member States should set up and operate, either individually or jointly, dedicated websites, portals or platforms, and Member States could also financially support SMEs and help them build capacity. Such support should also be made accessible, and where necessary adapted and extended to upstream economic operators in third countries. Companies whose business partner is an SME, are also encouraged to support them to comply with due diligence measures, in case such requirements would jeopardize the viability of the SME and use fair, reasonable, non- discriminatory and proportionate requirements vis-a-vis the SMEs.
- (48) In order to complement Member State support to SMEs, the Commission may build on existing EU tools, projects and other actions helping with the due diligence implementation in the EU and in third countries. It may set up new support measures that provide help to companies, including SMEs on due diligence requirements, including an observatory for value chain transparency and the facilitation of joint stakeholder initiatives.
- (49) The Commission and Member States should continue to work in partnership with third countries to support upstream economic operators build the capacity to effectively prevent and mitigate adverse human rights and environmental impacts of their operations and business relationships, paying specific attention to the challenges faced by smallholders. They should use their neighbourhood, development and international cooperation instruments to support third country governments and upstream economic operators in third countries addressing adverse human rights and environmental impacts of their operations and upstream business relationships. This could include working with partner country governments, the local private sector and stakeholders on addressing the root causes of adverse human rights and environmental impacts.
- (50) In order to ensure that this Directive effectively contributes to combating climate change, companies should adopt a plan to ensure that the business model and strategy of the company are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement. In case climate is or should have been identified as a principal risk for or a principal impact of the company's operations, the company should include emissions reduction objectives in its plan.
- (51) With a view to ensure that such emission reduction plan is properly implemented and embedded in the financial incentives of directors, the plan should be duly taken into account when setting directors' variable remuneration, if variable remuneration is linked to the contribution of a director to the company's business strategy and long-term

interests and sustainability.

- (52) In order to allow for the effective oversight of and, where necessary, enforcement of this Directive in relation to those companies that are not governed by the law of a Member State, those companies should designate a sufficiently mandated authorised representative in the Union and provide information relating to their authorised representatives. It should be possible for the authorised representative to also function as point of contact, provided the relevant requirements of this Directive are complied with.
- (53) In order to ensure the monitoring of the correct implementation of companies' due diligence obligations and ensure the proper enforcement of this Directive, Member States should designate one or more national supervisory authorities. These supervisory authorities should be of a public nature, independent from the companies falling within the scope of this Directive or other market interests, and free of conflicts of interest. In accordance with national law, Member States should ensure appropriate financing of the competent authority. They should be entitled to carry out investigations, on their own initiative or based on complaints or substantiated concerns raised under this Directive. Where competent authorities under sectoral legislation exist, Member States could identify those as responsible for the application of this Directive in their areas of competence. They could designate authorities for the supervision of regulated financial undertaking also as supervisory authorities for the purposes of this Directive.
- (54) In order to ensure effective enforcement of national measures implementing this Directive, Member States should provide for dissuasive, proportionate and effective sanctions for infringements of those measures. In order for such sanction regime to be effective, administrative sanctions to be imposed by the national supervisory authorities should include pecuniary sanctions. Where the legal system of a Member State does not provide for administrative sanctions as foreseen in this Directive, the rules on administrative sanctions should be applied in such a way that the sanction is initiated by the competent supervisory authority and imposed by the judicial authority. Therefore, it is necessary that those Member States ensure that the application of the rules and sanctions has an equivalent effect to the administrative sanctions imposed by the competent supervisory authorities.
- (55) In order to ensure consistent application and enforcement of national provisions adopted pursuant to this Directive, national supervisory authorities should cooperate and coordinate their action. For that purpose a European Network of Supervisory Authorities should be set up by the Commission and the supervisory authorities should assist each other in performing their tasks and provide mutual assistance.
- (56) In order to ensure effective compensation of victims of adverse impacts, Member States should be required to lay down rules governing the civil liability of companies for damages arising due to its failure to comply with the due diligence process. The company should be liable for damages if they failed to comply with the obligations to prevent and mitigate potential adverse impacts or to bring actual impacts to an end and minimise their extent, and as a result of this failure an adverse impact that should have been identified, prevented, mitigated, brought to an end or its extent minimised through the appropriate

measures occurred and led to damage.

- (57) As regards damages occurring at the level of established indirect business relationships, the liability of the company should be subject to specific conditions. The company should not be liable if it carried out specific due diligence measures. However, it should not be exonerated from liability through implementing such measures in case it was unreasonable to expect that the action actually taken, including as regards verifying compliance, would be adequate to prevent, mitigate, bring to an end or minimise the adverse impact. In addition, in the assessment of the existence and extent of liability, due account is to be taken of the company's efforts, insofar as they relate directly to the damage in question, to comply with any remedial action required of them by a supervisory authority, any investments made and any targeted support provided as well as any collaboration with other entities to address adverse impacts in its value chains.
- (58) The liability regime does not regulate who should prove that the company's action was reasonably adequate under the circumstances of the case, therefore this question is left to national law.
- (59) As regards civil liability rules, the civil liability of a company for damages arising due to its failure to carry out adequate due diligence should be without prejudice to civil liability of its subsidiaries or the respective civil liability of direct and indirect business partners in the value chain. Also, the civil liability rules under this Directive should be without prejudice to Union or national rules on civil liability related to adverse human rights impacts or to adverse environmental impacts that provide for liability in situations not covered by or providing for stricter liability than this Directive.
- (60) As regards civil liability arising from adverse environmental impacts, persons who suffer damage can claim compensation under this Directive even where they overlap with human rights claims.
- (61) In order to ensure that victims of human rights and environmental harms can bring an action for damages and claim compensation for damages arising due to a company's failure to comply with the due diligence obligations stemming from this Directive, even where the law applicable to such claims is not the law of a Member State, as could be for instance be the case in accordance with international private law rules when the damage occurs in a third country, this Directive should require Member States to ensure that the liability provided for in provisions of national law transposing this Article is of overriding mandatory application in cases where the law applicable to claims to that effect is not the law of a Member State.
- (62) The civil liability regime under this Directive should be without prejudice to the Environmental Liability Directive 2004/35/EC. This Directive should not prevent Member States from imposing further, more stringent obligations on companies or from otherwise taking further measures having the same objectives as that Directive.
- (63) In all Member States' national laws, directors owe a duty of care to the company. In order to ensure that this general duty is understood and applied in a manner which is coherent and consistent with the due diligence obligations introduced by this Directive and that directors systematically take into account sustainability matters in their decisions, this

Directive should clarify, in a harmonised manner, the general duty of care of directors to act in the best interest of the company, by laying down that directors take into account the sustainability matters as referred to in Directive 2013/34/EU, including, where applicable, human rights, climate change and environmental consequences, including in the short, medium and long term horizons. Such clarification does not require changing existing national corporate structures.

- (64) Responsibility for due diligence should be assigned to the company's directors, in line with the international due diligence frameworks. Directors should therefore be responsible for putting in place and overseeing the due diligence actions as laid down in this Directive and for adopting the company's due diligence policy, taking into account the input of stakeholders and civil society organisations and integrating due diligence into corporate management systems. Directors should also adapt the corporate strategy to actual and potential impacts identified and any due diligence measures taken.
- (65) Persons who work for companies subject to due diligence obligations under this Directive or who are in contact with such companies in the context of their work-related activities can play a key role in exposing breaches of the rules of this Directive. They can thus contribute to preventing and deterring such breaches and strengthening the enforcement of this Directive. Directive (EU) 2019/1937 of the European Parliament and of the Council¹⁰⁶ should therefore apply to the reporting of all breaches of this Directive and to the protection of persons reporting such breaches.
- (66) In order to specify the information that companies not subject to reporting requirements under the provisions on corporate sustainability reporting under Directive 2013/34/EU should be communicating on the matters covered by this Directive, the power to adopt acts in accordance with Article 290 of the Treaty on the Functioning of the European Union should be delegated to the Commission in respect of determining additional rules concerning the content and criteria of such reporting, specifying information on the description of due diligence, potential and actual impacts and actions taken on those. It is of particular importance that the Commission carry out appropriate consultations during its preparatory work, including at expert level, and that those consultations be conducted in accordance with the principles laid down in the Interinstitutional Agreement of 13 April 2016 on Better Law-Making¹⁰⁷. In particular, to ensure equal participation in the preparation of delegated acts, the European Parliament and the Council receive all documents at the same time as Member States' experts, and their experts systematically have access to meetings of Commission expert groups dealing with the preparation of delegated acts.
- (67) This Directive should be applied in compliance with Union data protection law and the right to the protection of privacy and personal data as enshrined in Articles 7 and 8 of the Charter of Fundamental Rights of the European Union. Any processing of personal data under this Directive is to be undertaken in accordance with Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council¹⁰⁸, including the requirements of purpose limitation, data minimisation and storage limitation.

- ¹⁰⁶ Directive (EU) 2019/1937 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2019 on the protection of persons who report breaches of Union law (OJ L 305, 26.11.2019, p. 17).
- ¹⁰⁷ OJ L 123, 12.5.2016, p. 1.
- ¹⁰⁸ Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of
- (68) The European Data Protection Supervisor was consulted in accordance with Article 28(2) of Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council¹⁰⁹ and delivered an opinion on ... 2022.
- (69) This Directive is without prejudice to obligations in the areas of human rights, protection of the environment and climate change under other Union legislative acts. If the provisions of this Directive conflict with a provision of another Union legislative act pursuing the same objectives and providing for more extensive or more specific obligations, the provisions of the other Union legislative act should prevail to the extent of the conflict and shall apply to those specific obligations.
- (70) The Commission should assess and report whether new sectors should be added to the list of high-impact sectors covered by this Directive, in order to align it to guidance from the Organisation for Economic Cooperation and Development or in light of clear evidence on labour exploitation, human rights violations or newly emerging environmental threats, whether the list of relevant international conventions referred to in this Directive should be amended, in particular in the light of international developments, or whether the provisions on due diligence under this Directive should be extended to adverse climate impacts.
- (71) The objective of this Directive, namely better exploiting the potential of the single market to contribute to the transition to a sustainable economy and contributing to sustainable development through the prevention and mitigation of potential or actual human rights and environmental adverse impacts in companies' value chains, cannot be sufficiently achieved by the Member States acting individually or in an uncoordinated manner, but can rather, by reason of the scale and effects of the actions, be better achieved at Union level. In particular, addressed problems and their causes are of a transnational dimension, as many companies are operating Union wide or globally and value chains expand to other Member States and to third countries. Moreover, individual Member States' measures risk being ineffective and lead to fragmentation of the internal market. Therefore, the Union may adopt measures, in accordance with the principle of subsidiarity as set out in Article 5 TEU. In accordance with the principle of proportionality, as set out in that Article, this Directive does not go beyond what is necessary in order to achieve that objective.
-

such data, and repealing Directive 95/46/EC (General Data Protection Regulation) OJ L 119, 4.5.2016, p. 1–88.

109

Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39).

HAVE ADOPTED THIS DIRECTIVE:

Article 1

- Subject
matter
1. This Directive lays down rules
 - (a) on obligations for companies regarding actual and potential human rights adverse impacts and environmental adverse impacts, with respect to their own operations, the operations of their subsidiaries, and the value chain operations carried out by entities with whom the company has an established business relationship and
 - (b) on liability for violations of the obligations mentioned above.

The nature of business relationships as ‘established’ shall be reassessed periodically, and at least every 12 months.
 2. This Directive shall not constitute grounds for reducing the level of protection of human rights or of protection of the environment or the protection of the climate provided for by the law of Member States at the time of the adoption of this Directive.
 3. This Directive shall be without prejudice to obligations in the areas of human rights, protection of the environment and climate change under other Union legislative acts. If the provisions of this Directive conflict with a provision of another Union legislative act pursuing the same objectives and providing for more extensive or more specific obligations, the provisions of the other Union legislative act shall prevail to the extent of the conflict and shall apply to those specific obligations.

Article 2

Scope

1. This Directive shall apply to companies which are formed in accordance with the legislation of a Member State and which fulfil one of the following conditions:
 - (a) the company had more than 500 employees on average and had a net worldwide turnover of more than EUR 150 million in the last financial year for which annual financial statements have been prepared;
 - (b) the company did not reach the thresholds under point (a), but had more than 250 employees on average and had a net worldwide turnover of more than EUR 40 million in the last financial year for which annual financial statements have been prepared, provided that at least 50% of this net turnover was generated in one or more of the following sectors:
 - (i) the manufacture of textiles, leather and related products (including footwear), and the wholesale trade of textiles, clothing and footwear;

- (ii) agriculture, forestry, fisheries (including aquaculture), the manufacture of food products, and the wholesale trade of agricultural raw materials, live animals, wood, food, and beverages;
 - (iii) the extraction of mineral resources regardless from where they are extracted (including crude petroleum, natural gas, coal, lignite, metals and metal ores, as well as all other, non-metallic minerals and quarry products), the manufacture of basic metal products, other non-metallic mineral products and fabricated metal products (except machinery and equipment), and the wholesale trade of mineral resources, basic and intermediate mineral products (including metals and metal ores, construction materials, fuels, chemicals and other intermediate products).
- 2. This Directive shall also apply to companies which are formed in accordance with the legislation of a third country, and fulfil one of the following conditions:
 - (a) generated a net turnover of more than EUR 150 million in the Union in the financial year preceding the last financial year;
 - (b) generated a net turnover of more than EUR 40 million but not more than EUR 150 million in the Union in the financial year preceding the last financial year, provided that at least 50% of its net worldwide turnover was generated in one or more of the sectors listed in paragraph 1, point (b).
- 3. For the purposes of paragraph 1, the number of part-time employees shall be calculated on a full-time equivalent basis. Temporary agency workers shall be included in the calculation of the number of employees in the same way as if they were workers employed directly for the same period of time by the company.
- 4. As regards the companies referred to in paragraph 1, the Member State competent to regulate matters covered in this Directive shall be the Member State in which the company has its registered office.

Article 3

Definitions

For the purpose of this Directive, the following definitions shall apply:

- (a) 'company' means any of the following:

- (i) a legal person constituted as one of the legal forms listed in Annex I to Directive 2013/34/EU of the European Parliament and of the Council¹¹⁰;
- (ii) a legal person constituted in accordance with the law of a third country in a form comparable to those listed in Annex I and II of that Directive;
- (iii) a legal person constituted as one of the legal forms listed in Annex II to Directive 2013/34/EU composed entirely of undertakings organised in one of the legal forms falling within points (i) and (ii);
- (iv) a regulated financial undertaking, regardless of its legal form, which is
 - a credit institution as defined in Article 4(1), point (1), of Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council¹¹¹;
 - an investment firm as defined in Article 4(1), point (1), of Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council¹¹²;
 - an alternative investment fund manager (AIFM) as defined in Article 4(1), point (b), of Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council (2), including a manager of Euveca under Regulation (EU) No 345/2013 of the European Parliament and of the Council¹¹³, a manager of EuSEF under Regulation (EU) No 346/2013 of the European Parliament and of the Council¹¹⁴ and a manager of ELTIF under Regulation (EU) 2015/760 of the European Parliament and of the Council¹¹⁵;

¹¹⁰ Directive 2013/34/EU of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on the annual financial statements, consolidated financial statements and related reports of certain types of undertakings (OJ L 182, 29.6.2013, p. 19).

¹¹¹ Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 on prudential requirements for credit institutions and investment firms and amending Regulation (EU) No 648/2012 (OJ L 176, 27.6.2013, p. 1).

¹¹² Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directive 2002/92/EC and Directive 2011/61/EU (OJ L 173, 12.6.2014, p. 349).

¹¹³ Regulation (EU) No 345/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 April 2013 on European venture capital funds (OJ L 115, 25.4.2013, p. 1).

¹¹⁴ Regulation (EU) No 346/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 April 2013 on European social entrepreneurship funds (OJ L 115, 25.4.2013, p. 18).

¹¹⁵ Regulation (EU) 2015/760 of the European Parliament and of the Council of 29 April 2015 on European long-term investment funds (OJ L 123, 19.5.2015, p. 98).

- an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) management company as defined Article 2(1), point (b), of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council¹¹⁶;
- an insurance undertaking as defined in Article 13, point (1), of Directive 2009/138/EC of the European Parliament and of the Council¹¹⁷;
- a reinsurance undertaking as defined in Article 13, point (4), of Directive 2009/138/EC;
- an institution for occupational retirement provision as defined in Article 1, point (6) of Directive 2016/2341 of the European Parliament and of the Council¹¹⁸;
- pension institutions operating pension schemes which are considered to be social security schemes covered by Regulation (EC) No 883/2004 of the European Parliament and of the Council¹¹⁹ and Regulation (EC) No 987/2009 of the European Parliament and of the Council¹²⁰ as well as any legal entity set up for the purpose of investment of such schemes;
- an alternative investment fund (AIF) managed by an AIFM as defined in Article 4(1), point (b), of Directive 2011/61/EU or an AIF supervised under the applicable national law;
- UCITS in the meaning of Article 1(2) of Directive 2009/65/EC;
- a central counterparty as defined in Article 2, point (1), of Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council¹²¹;

¹¹⁶ Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) (OJ L 302, 17.11.2009, p. 32).

¹¹⁷ Directive 2009/138/EC of the European Parliament and of the Council of 25 November 2009 on the taking-up and pursuit of the business of Insurance and Reinsurance (Solvency II) (OJ L 335, 17.12.2009, p. 1).

¹¹⁸ Directive (EU) 2016/2341 of the European Parliament and of the Council of 14 December 2016 on the activities and supervision of institutions for occupational retirement provision (IORPs) (OJ L 354, 23.12.2016, p. 37).

¹¹⁹ Regulation (EC) No 883/2004 of the European Parliament and of the Council of 29 April 2004 on the coordination of social security systems (OJ L 166, 30.4.2004, p. 1).

¹²⁰ Regulation (EC) No 987/2009 of the European Parliament and of the Council of 16 September 2009 laying down the procedure for implementing Regulation (EC) No 883/2004 on the coordination of social security systems (OJ L 284, 30.10.2009, p. 1).

¹²¹ Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories (OJ L 201, 27.7.2012, p. 1).

- a central securities depository as defined in Article 2(1), point (1), of Regulation (EU) No 909/2014 of the European Parliament and of the Council¹²²;
- an insurance or reinsurance special purpose vehicle authorised in accordance with Article 211 of Directive 2009/138/EC;
- ‘securitisation special purpose entity’ as defined in Article 2, point (2), of Regulation (EU) No 2017/2402 of the European Parliament and of the Council¹²³;
- an insurance holding company as defined in Article 212(1), point (f), of Directive 2009/138/EC or a mixed financial holding company as defined in Article 212(1), point (h), of Directive 2009/138/EC, which is part of an insurance group that is subject to supervision at the level of the group pursuant to Article 213 of that Directive and which is not exempted from group supervision pursuant to Article 214(2) of Directive 2009/138/EC;
- a payment institution as defined in point (d) of Article 1(1) of Directive (EU) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council¹²⁴;
- an electronic money institution as defined in point (1) of Article 2 of Directive 2009/110/EC of the European Parliament and of the Council¹²⁵;
- a crowdfunding service provider as defined in point (e) Article 2(1) of Regulation (EU) 2020/1503 of the European Parliament and of the Council¹²⁶;
- a crypto-asset service provider as defined in Article 3(1), point (8), of [the proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on

¹²² Regulation (EU) No 909/2014 of the European Parliament and of the Council of 23 July 2014 on improving securities settlement in the European Union and on central securities depositories and amending Directives 98/26/EC and 2014/65/EU and Regulation (EU) No 236/2012 (OJ L 257, 28.8.2014, p. 1).

¹²³ Regulation (EU) 2017/2402 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2017 laying down a general framework for securitisation and creating a specific framework for simple, transparent and standardised securitisation, and amending Directives 2009/65/EC, 2009/138/EC and 2011/61/EU and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 648/2012 (OJ L 347, 28.12.2017, p. 35).

¹²⁴ Directive (EU) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2015 on payment services in the internal market, amending Directives 2002/65/EC, 2009/110/EC and 2013/36/EU and Regulation (EU) No 1093/2010, and repealing Directive 2007/64/EC (OJ L 337, 23.12.2015, p. 35).

¹²⁵ Directive 2009/110/EC of the European Parliament and of the Council of 16 September 2009 on the taking up, pursuit and prudential supervision of the business of electronic money institutions amending Directives 2005/60/EC and 2006/48/EC and repealing Directive 2000/46/EC (OJ L 267, 10.10.2009, p. 7).

126

Regulation (EU) 2020/1503 of the European Parliament and of the Council of 7 October 2020 on European crowdfunding service providers for business, and amending Regulation (EU) 2017/1129 and Directive (EU) 2019/1937 (OJ L 347, 20.10.2020, p. 1).

Markets in Crypto-assets, and amending Directive (EU) 2019/1937¹²⁷] where performing one or more crypto-asset services as defined in Article 3(1), point (9), of [the proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on Markets in Crypto-assets, and amending Directive (EU) 2019/1937];

- (b) ‘adverse environmental impact’ means an adverse impact on the environment resulting from the violation of one of the prohibitions and obligations pursuant to the international environmental conventions listed in the Annex, Part II;
- (c) ‘adverse human rights impact’ means an adverse impact on protected persons resulting from the violation of one of the rights or prohibitions listed in the Annex, Part I Section 1, as enshrined in the international conventions listed in the Annex, Part I Section 2;
- (d) ‘subsidiary’ means a legal person through which the activity of a ‘controlled undertaking’ as defined in Article 2(1), point (f), of Directive 2004/109/EC of the European Parliament and of the Council¹²⁸ is exercised;
- (e) ‘business relationship’ means a relationship with a contractor, subcontractor or any other legal entities (‘partner’)
 - (i) with whom the company has a commercial agreement or to whom the company provides financing, insurance or reinsurance, or
 - (ii) that performs business operations related to the products or services of the company for or on behalf of the company;
- (f) ‘established business relationship’ means a business relationship, whether direct or indirect, which is, or which is expected to be lasting, in view of its intensity or duration and which does not represent a negligible or merely ancillary part of the value chain;
- (g) ‘value chain’ means activities related to the production of goods or the provision of services by a company, including the development of the product or the service and the use and disposal of the product as well as the related activities of upstream and downstream established business relationships of the company. As regards companies within the meaning of point (a)(iv), ‘value chain’ with respect to the provision of these specific services shall only include the activities of the clients receiving such loan, credit, and other financial services and of other companies belonging to the same group whose activities are linked to the contract in question. The value chain of such regulated

127

COM/2020/593 final.

128

Directive 2004/109/EC of the European Parliament and of the Council of 15 December 2004 on the harmonisation of transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are

admitted to trading on a regulated market and amending Directive 2001/34/EC (OJ L 390, 31.12.2004, p. 38).

financial undertakings does not cover SMEs receiving loan, credit, financing, insurance or reinsurance of such entities;

- (h) 'independent third-party verification' means verification of the compliance by a company, or parts of its value chain, with human rights and environmental requirements resulting from the provisions of this Directive by an auditor which is independent from the company, free from any conflicts of interests, has experience and competence in environmental and human rights matters and is accountable for the quality and reliability of the audit;
- (i) 'SME' means a micro, small or a medium-sized enterprise, irrespective of its legal form, that is not part of a large group, as those terms are defined in Article 3(1), (2), (3) and (7) of Directive 2013/34/EU;
- (j) 'industry initiative' means a combination of voluntary value chain due diligence procedures, tools and mechanisms, including independent third-party verifications, developed and overseen by governments, industry associations or groupings of interested organisations;
- (k) 'authorised representative' means a natural or legal person resident or established in the Union who has a mandate from a company within the meaning of point (a)(ii) to act on its behalf in relation to compliance with that company's obligations pursuant to this Directive;
- (l) 'severe adverse impact' means an adverse environmental impact or an adverse human rights impact that is especially significant by its nature, or affects a large number of persons or a large area of the environment, or which is irreversible, or is particularly difficult to remedy as a result of the measures necessary to restore the situation prevailing prior to the impact;
- (m) 'net turnover' means
 - (i) the 'net turnover' as defined in Article 2, point (5), of Directive 2013/34/EU; or,
 - (ii) where the company applies international accounting standards adopted on the basis of Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council¹²⁹ or is a company within the meaning of point (a)(ii), the revenue as defined by or within the meaning of the financial reporting framework on the basis of which the financial statements of the company are prepared;
- (n) 'stakeholders' means the company's employees, the employees of its subsidiaries, and other individuals, groups, communities or entities whose rights or interests are or could

¹²⁹

Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council of 19 July 2002 on the application of international accounting standards (OJ L 243, 11.9.2002, p.1).

be affected by the products, services and operations of that company, its subsidiaries and its business relationships;

- (o) 'director' means:
 - (i) any member of the administrative, management or supervisory bodies of a company;
 - (ii) where they are not members of the administrative, management or supervisory bodies of a company, the chief executive officer and, if such function exists in a company, the deputy chief executive officer;
 - (iii) other persons who perform functions similar to those performed under point (i) or (ii);
- (p) 'board of directors' means the administrative or supervisory body responsible for supervising the executive management of the company, or, if no such body exists, the person or persons performing equivalent functions;
- (q) 'appropriate measure' means a measure that is capable of achieving the objectives of due diligence, commensurate with the degree of severity and the likelihood of the adverse impact, and reasonably available to the company, taking into account the circumstances of the specific case, including characteristics of the economic sector and of the specific business relationship and the company's influence thereof, and the need to ensure prioritisation of action.

Article 4

Due diligence

1. Member States shall ensure that companies conduct human rights and environmental due diligence as laid down in Articles 5 to 11 ('due diligence') by carrying out the following actions:
 - (a) integrating due diligence into their policies in accordance with Article 5;
 - (b) identifying actual or potential adverse impacts in accordance with Article 6;
 - (c) preventing and mitigating potential adverse impacts, and bringing actual adverse impacts to an end and minimising their extent in accordance with Articles 7 and 8;
 - (d) establishing and maintaining a complaints procedure in accordance with Article 9;
 - (e) monitoring the effectiveness of their due diligence policy and measures in accordance with Article 10;
 - (f) publicly communicating on due diligence in accordance with Article 11.
2. Member States shall ensure that, for the purposes of due diligence, companies are entitled to share resources and information within their respective groups of companies and with other legal entities in compliance with applicable competition law.

Article 5

Integrating due diligence into companies' policies

1. Member States shall ensure that companies integrate due diligence into all their corporate policies and have in place a due diligence policy. The due diligence policy shall contain all of the following:
 - (a) a description of the company's approach, including in the long term, to due diligence;
 - (b) a code of conduct describing rules and principles to be followed by the company's employees and subsidiaries;
 - (c) a description of the processes put in place to implement due diligence, including the measures taken to verify compliance with the code of conduct and to extend its application to established business relationships.
2. Member States shall ensure that the companies update their due diligence policy annually.

Article 6

Identifying actual and potential adverse impacts

1. Member States shall ensure that companies take appropriate measures to identify actual and potential adverse human rights impacts and adverse environmental impacts arising from their own operations or those of their subsidiaries and, where related to their value chains, from their established business relationships, in accordance with paragraph 2, 3 and 4.
2. By way of derogation from paragraph 1, companies referred to in Article 2(1), point (b), and Article 2(2), point (b), shall only be required to identify actual and potential severe adverse impacts relevant to the respective sector mentioned in Article 2(1), point (b).
3. When companies referred to in Article 3, point (a)(iv), provide credit, loan or other financial services, identification of actual and potential adverse human rights impacts and adverse environmental impacts shall be carried out only before providing that service..
4. Member States shall ensure that, for the purposes of identifying the adverse impacts referred to in paragraph 1 based on, where appropriate, quantitative and qualitative information, companies are entitled to make use of appropriate resources, including independent reports and information gathered through the complaints procedure provided for in Article 9. Companies shall, where relevant, also carry out consultations with potentially affected groups including workers and other relevant stakeholders to gather information on actual or potential adverse impacts.

Article 7

Preventing potential adverse impacts

1. Member States shall ensure that companies take appropriate measures to prevent, or where prevention is not possible or not immediately possible, adequately mitigate potential adverse human rights impacts and adverse environmental impacts that have been, or should have been, identified pursuant to Article 6, in accordance with paragraphs 2, 3, 4 and 5 of this Article.
2. Companies shall be required to take the following actions, where relevant:
 - (a) where necessary due to the nature or complexity of the measures required for prevention, develop and implement a prevention action plan, with reasonable and clearly defined timelines for action and qualitative and quantitative indicators for measuring improvement. The prevention action plan shall be developed in consultation with affected stakeholders;
 - (b) seek contractual assurances from a business partner with whom it has a direct business relationship that it will ensure compliance with the company's code of conduct and, as necessary, a prevention action plan, including by seeking corresponding contractual assurances from its partners, to the extent that their activities are part of the company's value chain (contractual cascading). When such contractual assurances are obtained, paragraph 4 shall apply;
 - (c) make necessary investments, such as into management or production processes and infrastructures, to comply with paragraph 1;
 - (d) provide targeted and proportionate support for an SME with which the company has an established business relationship, where compliance with the code of conduct or the prevention action plan would jeopardise the viability of the SME;
 - (e) in compliance with Union law including competition law, collaborate with other entities, including, where relevant, to increase the company's ability to bring the adverse impact to an end, in particular where no other action is suitable or effective.
3. As regards potential adverse impacts that could not be prevented or adequately mitigated by the measures in paragraph 2, the company may seek to conclude a contract with a partner with whom it has an indirect relationship, with a view to achieving compliance with the company's code of conduct or a prevention action plan. When such a contract is concluded, paragraph 4 shall apply.
4. The contractual assurances or the contract shall be accompanied by the appropriate measures to verify compliance. For the purposes of verifying compliance, the company may refer to suitable industry initiatives or independent third-party verification.

When contractual assurances are obtained from, or a contract is entered into, with an SME, the terms used shall be fair, reasonable and non-discriminatory. Where measures to verify compliance are carried out in relation to SMEs, the company shall bear the cost

of the independent third-party verification.

5. As regards potential adverse impacts within the meaning of paragraph 1 that could not be prevented or adequately mitigated by the measures in paragraphs 2, 3 and 4, the company shall be required to refrain from entering into new or extending existing relations with the partner in connection with or in the value chain of which the impact has arisen and shall, where the law governing their relations so entitles them to, take the following actions:
 - (a) temporarily suspend commercial relations with the partner in question, while pursuing prevention and minimisation efforts, if there is reasonable expectation that these efforts will succeed in the short-term;
 - (b) terminate the business relationship with respect to the activities concerned if the potential adverse impact is severe.

Member States shall provide for the availability of an option to terminate the business relationship in contracts governed by their laws.

6. By way of derogation from paragraph 5, point (b), when companies referred to in Article 3, point (a)(iv), provide credit, loan or other financial services, they shall not be required to terminate the credit, loan or other financial service contract when this can be reasonably expected to cause substantial prejudice to the entity to whom that service is being provided.

Article 8

Bringing actual adverse impacts to an end

1. Member States shall ensure that companies take appropriate measures to bring actual adverse impacts that have been, or should have been, identified pursuant to Article 6 to an end, in accordance with paragraphs 2 to 6 of this Article.
2. Where the adverse impact cannot be brought to an end, Member States shall ensure that companies minimise the extent of such an impact.
3. Companies shall be required to take the following actions, where relevant:
 - (a) neutralise the adverse impact or minimise its extent, including by the payment of damages to the affected persons and of financial compensation to the affected communities. The action shall be proportionate to the significance and scale of the adverse impact and to the contribution of the company's conduct to the adverse impact;
 - (b) where necessary due to the fact that the adverse impact cannot be immediately brought to an end, develop and implement a corrective action plan with reasonable and clearly defined timelines for action and qualitative and quantitative indicators for measuring improvement. Where relevant, the corrective action plan shall be developed in consultation with stakeholders;
 - (c) seek contractual assurances from a direct partner with whom it has an established

business relationship that it will ensure compliance with the code of conduct and, as necessary, a corrective action plan, including by seeking corresponding contractual assurances from its partners, to the extent that they are part of the value chain (contractual cascading). When such contractual assurances are obtained, paragraph 5 shall apply.

- (d) make necessary investments, such as into management or production processes and infrastructures to comply with paragraphs 1, 2 and 3;
- (e) provide targeted and proportionate support for an SME with which the company has an established business relationship, where compliance with the code of conduct or the corrective action plan would jeopardise the viability of the SME;
- (f) in compliance with Union law including competition law, collaborate with other entities, including, where relevant, to increase the company's ability to bring the adverse impact to an end, in particular where no other action is suitable or effective.

4. As regards actual adverse impacts that could not be brought to an end or adequately mitigated by the measures in paragraph 3, the company may seek to conclude a contract with a partner with whom it has an indirect relationship, with a view to achieving compliance with the company's code of conduct or a corrective action plan. When such a contract is concluded, paragraph 5 shall apply.

5. The contractual assurances or the contract shall be accompanied by the appropriate measures to verify compliance. For the purposes of verifying compliance, the company may refer to suitable industry initiatives or independent third-party verification.

When contractual assurances are obtained from, or a contract is entered into, with an SME, the terms used shall be fair, reasonable and non-discriminatory. Where measures to verify compliance are carried out in relation to SMEs, the company shall bear the cost of the independent third-party verification.

6. As regards actual adverse impacts within the meaning of paragraph 1 that could not be brought to an end or the extent of which could not be minimised by the measures provided for in paragraphs 3, 4 and 5, the company shall refrain from entering into new or extending existing relations with the partner in connection to or in the value chain of which the impact has arisen and shall, where the law governing their relations so entitles them to, take one of the following actions:

- (a) temporarily suspend commercial relationships with the partner in question, while pursuing efforts to bring to an end or minimise the extent of the adverse impact, or
- (b) terminate the business relationship with respect to the activities concerned, if the adverse impact is considered severe.

Member States shall provide for the availability of an option to terminate the business relationship in contracts governed by their laws.

7. By way of derogation from paragraph 6, point (b), when companies referred to in Article

3, point (a)(iv), provide credit, loan or other financial services, they shall not be required to terminate the credit, loan or other financial service contract, when this can be reasonably expected to cause substantial prejudice to the entity to whom that service is being provided.

Article 9

Complaints procedure

1. Member States shall ensure that companies provide the possibility for persons and organisations listed in paragraph 2 to submit complaints to them where they have legitimate concerns regarding actual or potential adverse human rights impacts and adverse environmental impacts with respect to their own operations, the operations of their subsidiaries and their value chains.
2. Member States shall ensure that the complaints may be submitted by:
 - (a) persons who are affected or have reasonable grounds to believe that they might be affected by an adverse impact,
 - (b) trade unions and other workers' representatives representing individuals working in the value chain concerned,
 - (c) civil society organisations active in the areas related to the value chain concerned.
3. Member States shall ensure that the companies establish a procedure for dealing with complaints referred to in paragraph 1, including a procedure when the company considers the complaint to be unfounded, and inform the relevant workers and trade unions of those procedures. Member States shall ensure that where the complaint is well-founded, the adverse impact that is the subject matter of the complaint is deemed to be identified within the meaning of Article 6.
4. Member States shall ensure that complainants are entitled
 - (a) to request appropriate follow-up on the complaint from the company with which they have filed a complaint pursuant to paragraph 1, and
 - (b) to meet with the company's representatives at an appropriate level to discuss potential or actual severe adverse impacts that are the subject matter of the complaint.

Article 10

Monitoring

Member States shall ensure that companies carry out periodic assessments of their own operations and measures, those of their subsidiaries and, where related to the value chains of the company, those of their established business relationships, to monitor the effectiveness of the identification, prevention, mitigation, bringing to an end and minimisation of the extent of human rights and environmental adverse impacts. Such assessments shall be based, where appropriate, on qualitative and quantitative indicators and be carried out at least every 12 months and whenever there are

reasonable grounds to believe that significant new risks of the occurrence of those adverse impacts may arise. The due diligence policy shall be updated in accordance with the outcome of those assessments.

Article 11

Communicating

Member States shall ensure that companies that are not subject to reporting requirements under Articles 19a and 29a of Directive 2013/34/EU report on the matters covered by this Directive by publishing on their website an annual statement in a language customary in the sphere of international business. The statement shall be published by 30 April each year, covering the previous calendar year.

The Commission shall adopt delegated acts in accordance with Article 28 concerning the content and criteria for such reporting under paragraph 1, specifying information on the description of due diligence, potential and actual adverse impacts and actions taken on those.

Article 12

Model contractual clauses

In order to provide support to companies to facilitate their compliance with Article 7(2), point (b), and Article 8(3), point (c), the Commission shall adopt guidance about voluntary model contract clauses.

Article 13

Guidelines

In order to provide support to companies or to Member State authorities on how companies should fulfil their due diligence obligations, the Commission, in consultation with Member States and stakeholders, the European Union Agency for Fundamental Rights, the European Environment Agency, and where appropriate with international bodies having expertise in due diligence, may issue guidelines, including for specific sectors or specific adverse impacts.

Article 14

Accompanying measures

1. Member States shall, in order to provide information and support to companies and the partners with whom they have established business relationships in their value chains in their efforts to fulfil the obligations resulting from this Directive, set up and operate individually or jointly dedicated websites, platforms or portals. Specific consideration shall be given, in that respect, to the SMEs that are present in the value chains of companies.
2. Without prejudice to applicable State aid rules, Member States may financially support SMEs.

3. The Commission may complement Member States' support measures building on existing Union action to support due diligence in the Union and in third countries and may devise new measures, including facilitation of joint stakeholder initiatives to help companies fulfil their obligations.
4. Companies may rely on industry schemes and multi-stakeholder initiatives to support the implementation of their obligations referred to in Articles 5 to 11 of this Directive to the extent that such schemes and initiatives are appropriate to support the fulfilment of those obligations. The Commission and the Member States may facilitate the dissemination of information on such schemes or initiatives and their outcome. The Commission, in collaboration with Member States, may issue guidance for assessing the fitness of industry schemes and multi-stakeholder initiatives.

Article 15

Combating climate change

1. Member States shall ensure that companies referred to in Article 2(1), point (a), and Article 2(2), point (a), shall adopt a plan to ensure that the business model and strategy of the company are compatible with the transition to a sustainable economy and with the limiting of global warming to 1.5 °C in line with the Paris Agreement. This plan shall, in particular, identify, on the basis of information reasonably available to the company, the extent to which climate change is a risk for, or an impact of, the company's operations.
2. Member States shall ensure that, in case climate change is or should have been identified as a principal risk for, or a principal impact of, the company's operations, the company includes emission reduction objectives in its plan.
3. Member States shall ensure that companies duly take into account the fulfilment of the obligations referred to in paragraphs 1 and 2 when setting variable remuneration, if variable remuneration is linked to the contribution of a director to the company's business strategy and long-term interests and sustainability.

Article 16

Authorised representative

1. Member States shall ensure that each company referred to in Article 2(2) designates a legal or natural person as its authorised representative, established or domiciled in one of the Member States where it operates. The designation shall be valid when confirmed as accepted by the authorised representative.
2. Member States shall ensure that the name, address, electronic mail address and telephone number of the authorised representative is notified to a supervisory authority in the Member State where the authorised representative is domiciled or established. Member States shall ensure that the authorised representative is obliged to provide, upon request, a copy of the designation in an official language of a Member State to any

of the supervisory authorities.

3. Member States shall ensure that a supervisory authority in the Member State where the authorised representative is domiciled or established and, where it is different, a supervisory authority in the Member State in which the company generated most of its net turnover in the Union in the financial year preceding the last financial year are informed that the company is a company within the meaning of Article 2(2).
4. Member States shall ensure that each company empowers its authorised representative to receive communications from supervisory authorities on all matters necessary for compliance with and enforcement of national provisions transposing this Directive. Companies shall be required to provide their authorised representative with the necessary powers and resources to cooperate with supervisory authorities.

Article 17

Supervisory Authorities

1. Each Member State shall designate one or more supervisory authorities to supervise compliance with the obligations laid down in national provisions adopted pursuant to Articles 6 to 11 and Article 15(1) and (2) ('supervisory authority').
2. As regards the companies referred to in Article 2(1), the competent supervisory authority shall be that of the Member State in which the company has its registered office.
3. As regards companies referred to in Article 2(2), the competent supervisory authority shall be that of the Member State in which the company has a branch. If the company does not have a branch in any Member State, or has branches located in different Member States, the competent supervisory authority shall be the supervisory authority of the Member State in which the company generated most of its net turnover in the Union in the financial year preceding the last financial year before the date indicated in Article 30 or the date on which the company first fulfils the criteria laid down in Article 2(2), whichever comes last.

Companies referred to in Article 2(2) may, on the basis of a change in circumstances leading to it generating most of its turnover in the Union in a different Member State, make a duly reasoned request to change the supervisory authority that is competent to regulate matters covered in this Directive in respect of that company.
4. Where a Member State designates more than one supervisory authority, it shall ensure that the respective competences of those authorities are clearly defined and that they cooperate closely and effectively with each other.
5. Member States may designate the authorities for the supervision of regulated financial undertakings also as supervisory authorities for the purposes of this Directive.
6. By the date indicated in Article 30(1), point (a), Member States shall inform the Commission of the names and contact details of the supervisory authorities designated pursuant to this Article, as well as of their respective competence where there are

several designated supervisory authorities. They shall inform the Commission of any changes thereto.

7. The Commission shall make publicly available, including on its website, a list of the supervisory authorities. The Commission shall regularly update the list on the basis of the information received from the Member States.
8. Member States shall guarantee the independence of the supervisory authorities and shall ensure that they, and all persons working for or who have worked for them and auditors or experts acting on their behalf, exercise their powers impartially, transparently and with due respect for obligations of professional secrecy. In particular, Member States shall ensure that the authority is legally and functionally independent from the companies falling within the scope of this Directive or other market interests, that its staff and the persons responsible for its management are free of conflicts of interest, subject to confidentiality requirements, and that they refrain from any action incompatible with their duties.

Article 18

Powers of supervisory authorities

1. Member States shall ensure that the supervisory authorities have adequate powers and resources to carry out the tasks assigned to them under this Directive, including the power to request information and carry out investigations related to compliance with the obligations set out in this Directive.
2. A supervisory authority may initiate an investigation on its own motion or as a result of substantiated concerns communicated to it pursuant to Article 19, where it considers that it has sufficient information indicating a possible breach by a company of the obligations provided for in the national provisions adopted pursuant to this Directive.
3. Inspections shall be conducted in compliance with the national law of the Member State in which the inspection is carried out and with prior warning to the company, except where prior notification hinders the effectiveness of the inspection. Where, as part of its investigation, a supervisory authority wishes to carry out an inspection on the territory of a Member State other than its own, it shall seek assistance from the supervisory authority in that Member State pursuant to Article 21(2).
4. If, as a result of the actions taken pursuant to paragraphs 1 and 2, a supervisory authority identifies a failure to comply with national provisions adopted pursuant to this Directive, it shall grant the company concerned an appropriate period of time to take remedial action, if such action is possible.

Taking remedial action does not preclude the imposition of administrative sanctions or the triggering of civil liability in case of damages, in accordance with Articles 20 and 22, respectively.

5. When carrying out their tasks, supervisory authorities shall have at least the following

powers:

- (a) to order the cessation of infringements of the national provisions adopted pursuant to this Directive, abstention from any repetition of the relevant conduct and, where appropriate, remedial action proportionate to the infringement and necessary to bring it to an end;
 - (b) to impose pecuniary sanctions in accordance with Article 20;
 - (c) to adopt interim measures to avoid the risk of severe and irreparable harm.
6. Where the legal system of the Member State does not provide for administrative sanctions, this Article and Article 20 may be implemented in such a manner that the sanction is initiated by the competent supervisory authority and imposed by the competent national courts, while ensuring that those legal remedies are effective and have an equivalent effect to the administrative sanctions imposed by supervisory authorities.
 7. Member States shall ensure that each natural or legal person has the right to an effective judicial remedy against a legally binding decision by a supervisory authority concerning them.

Article 19

Substantiated concerns

1. Member States shall ensure that natural and legal persons are entitled to submit substantiated concerns to any supervisory authority when they have reasons to believe, on the basis of objective circumstances, that a company is failing to comply with the national provisions adopted pursuant to this Directive ('substantiated concerns').
2. Where the substantiated concern falls under the competence of another supervisory authority, the authority receiving the concern shall transmit it to that authority.
3. Member States shall ensure that supervisory authorities assess the substantiated concerns and, where appropriate, exercise their powers as referred to in Article 18.
4. The supervisory authority shall, as soon as possible and in accordance with the relevant provisions of national law and in compliance with Union law, inform the person referred to in paragraph 1 of the result of the assessment of their substantiated concern and shall provide the reasoning for it.
5. Member States shall ensure that the persons submitting the substantiated concern according to this Article and having, in accordance with national law, a legitimate interest in the matter have access to a court or other independent and impartial public body competent to review the procedural and substantive legality of the decisions, acts or failure to act of the supervisory authority.

Article 20

Sanctions

1. Member States shall lay down the rules on sanctions applicable to infringements of national provisions adopted pursuant to this Directive, and shall take all measures necessary to ensure that they are implemented. The sanctions provided for shall be effective, proportionate and dissuasive.
2. In deciding whether to impose sanctions and, if so, in determining their nature and appropriate level, due account shall be taken of the company's efforts to comply with any remedial action required of them by a supervisory authority, any investments made and any targeted support provided pursuant to Articles 7 and 8, as well as collaboration with other entities to address adverse impacts in its value chains, as the case may be.
3. When pecuniary sanctions are imposed, they shall be based on the company's turnover.
4. Member States shall ensure that any decision of the supervisory authorities containing sanctions related to the breach of the provisions of this directive is published.

Article 21

European Network of Supervisory Authorities

1. The Commission shall set up a European Network of Supervisory Authorities, composed of representatives of the supervisory authorities. The Network shall facilitate the cooperation of the supervisory authorities and the coordination and alignment of regulatory, investigative, sanctioning and supervisory practices of the supervisory authorities and, as appropriate, sharing of information among them.

The Commission may invite Union agencies with relevant expertise in the areas covered by this Directive to join the European Network of Supervisory Authorities.
2. Supervisory authorities shall provide each other with relevant information and mutual assistance in carrying out their duties and shall put in place measures for effective cooperation with each other. Mutual assistance shall include collaboration with a view to the exercise of the powers referred to in Article 18, including in relation to inspections and information requests.
3. Supervisory authorities shall take all appropriate steps needed to reply to a request for assistance by another supervisory authority without undue delay and no later than 1 month after receiving the request. Such steps may include, in particular, the transmission of relevant information on the conduct of an investigation.
4. Requests for assistance shall contain all the necessary information, including the purpose of and reasons for the request. Supervisory authorities shall only use the information received through a request for assistance for the purpose for which it was requested.
5. The requested supervisory authority shall inform the requesting supervisory authority of the results or, as the case may be, of the progress regarding the measures to be taken in order to respond to the request for assistance.

6. Supervisory authorities shall not charge each other fees for actions and measures taken pursuant to a request for assistance.
However, supervisory authorities may agree on rules to indemnify each other for specific expenditure arising from the provision of assistance in exceptional cases.
7. The supervisory authority that is competent pursuant to Article 17(3) shall inform the European Network of Supervisory Authorities of that fact and of any request to change the competent supervisory authority.
8. When doubts exist as to the attribution of competence, the information on which that attribution is based will be shared with the European Network of Supervisory Authorities, which may coordinate efforts to find a solution.

Article 22

Civil liability

1. Member States shall ensure that companies are liable for damages if:
 - (a) they failed to comply with the obligations laid down in Articles 7 and 8 and;
 - (b) as a result of this failure an adverse impact that should have been identified, prevented, mitigated, brought to an end or its extent minimised through the appropriate measures laid down in Articles 7 and 8 occurred and led to damage.
2. Notwithstanding paragraph 1, Member States shall ensure that where a company has taken the actions referred to in Article 7(2), point (b) and Article 7(4), or Article 8(3), point (c), and Article 8(5), it shall not be liable for damages caused by an adverse impact arising as a result of the activities of an indirect partner with whom it has an established business relationship, unless it was unreasonable, in the circumstances of the case, to expect that the action actually taken, including as regards verifying compliance, would be adequate to prevent, mitigate, bring to an end or minimise the extent of the adverse impact.

In the assessment of the existence and extent of liability under this paragraph, due account shall be taken of the company's efforts, insofar as they relate directly to the damage in question, to comply with any remedial action required of them by a supervisory authority, any investments made and any targeted support provided pursuant to Articles 7 and 8, as well as any collaboration with other entities to address adverse impacts in its value chains.
3. The civil liability of a company for damages arising under this provision shall be without prejudice to the civil liability of its subsidiaries or of any direct and indirect business partners in the value chain.
4. The civil liability rules under this Directive shall be without prejudice to Union or national rules on civil liability related to adverse human rights impacts or to adverse environmental impacts that provide for liability in situations not covered by or providing for stricter liability than this Directive.
5. Member States shall ensure that the liability provided for in provisions of national law transposing this Article is of overriding mandatory application in cases where the law

applicable to claims to that effect is not the law of a Member State.

Article 23

Reporting of breaches and protection of reporting persons

Directive (EU) 2019/1937 shall apply to the reporting of all breaches of this Directive and the protection of persons reporting such breaches.

Article 24

Public support

Member States shall ensure that companies applying for public support certify that no sanctions have been imposed on them for a failure to comply with the obligations of this Directive.

Article 25

Directors' duty of care

1. Member States shall ensure that, when fulfilling their duty to act in the best interest of the company, directors of companies referred to in Article 2(1) take into account the consequences of their decisions for sustainability matters, including, where applicable, human rights, climate change and environmental consequences, including in the short, medium and long term.
2. Member States shall ensure that their laws, regulations and administrative provisions providing for a breach of directors' duties apply also to the provisions of this Article.

Article 26

Setting up and overseeing due diligence

1. Member States shall ensure that directors of companies referred to in Article 2(1) are responsible for putting in place and overseeing the due diligence actions referred to in Article 4 and in particular the due diligence policy referred to in Article 5, with due consideration for relevant input from stakeholders and civil society organisations. The directors shall report to the board of directors in that respect.
2. Member States shall ensure that directors take steps to adapt the corporate strategy to take into account the actual and potential adverse impacts identified pursuant to Article 6 and any measures taken pursuant to Articles 7 to 9.

Article 27

Amendment to Directive (EU) No 2019/1937

In Point E.2 of Part I of the Annex to Directive (EU) No 2019/1937, the following point is

added:

‘(vi) [Directive ... of the European Parliament and of the Council of ... on Corporate Sustainability Due Diligence and amending Directive (EU) 2019/1937*+]’

Article 28

Exercise of the delegation

1. The power to adopt delegated acts is conferred on the Commission subject to the conditions laid down in this Article.
2. The power to adopt delegated acts referred to in Article 11 shall be conferred on the Commission for an indeterminate period of time.
3. The delegation of power referred to in Article 11 may be revoked at any time by the European Parliament or by the Council. A decision to revoke shall put an end to the delegation of the power specified in that decision. It shall take effect the day following the publication of the decision in the *Official Journal of the European Union* or at a later date specified therein. It shall not affect the validity of any delegated acts already in force.
4. Before adopting a delegated act, the Commission shall consult experts designated by each Member State in accordance with the principles laid down in the Interinstitutional Agreement of 13 April 2016 on Better Law-Making.
5. As soon as it adopts a delegated act, the Commission shall notify it simultaneously to the European Parliament and to the Council.
6. A delegated act adopted pursuant to Article 11 shall enter into force only if no objection has been expressed either by the European Parliament or the Council within a period of two months of notification of that act to the European Parliament and the Council or if, before the expiry of that period, the European Parliament and the Council have both informed the Commission that they will not object. That period shall be extended by two months at the initiative of the European Parliament or of the Council."

Article 29

Review

No later than ... [OP please insert the date = 7 years after the date of entry into force of this Directive], the Commission shall submit a report to the European Parliament and to the Council on the implementation of this Directive. The report shall evaluate the effectiveness of this Directive in reaching its objectives and assess the following issues:

⁺ OJ: Please insert in the text the number and the date of the Directive contained in document ... and insert the OJ reference of that Directive in the footnote.

- (a) whether the thresholds regarding the number of employees and net turnover laid down in Article 2(1) need to be lowered;
- (b) whether the list of sectors in Article 2(1), point (b), needs to be changed, including in order to align it to guidance from the Organisation for Economic Cooperation and Development;
- (c) whether the Annex needs to be modified, including in light of international developments
- (d) whether Articles 4 to 14 should be extended to adverse climate impacts.

Article 30

Transposition

1. Member States shall adopt and publish, by ... *[OJ to insert: 2 years from the entry into force of this Directive]* at the latest, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive. They shall forthwith communicate to the Commission the text of those provisions.

They shall apply those provisions as follows:

- (a) from... *[OJ to insert: 2 years from the entry into force of this Directive]* as regards companies referred to in Article 2(1), point (a), and Article 2(2), point (a);
- (b) from ... *[OJ to insert: 4 years from the entry into force of this Directive]* as regards companies referred to in Article 2(1), point (b), and Article 2(2), point (b).

When Member States adopt those provisions, they shall contain a reference to this Directive or be accompanied by such a reference on the occasion of their official publication. Member States shall determine how such reference is to be made.

2. Member States shall communicate to the Commission the text of the main provisions of national law which they adopt in the field covered by this Directive.

Article 31

Entry into force

This Directive shall enter into force on the twentieth day following that of its publication in the *Official Journal of the European Union*.

*Article 32**Addressees*

This Directive is addressed to the Member
States. Done at Brussels,

For the European Parliament
The President

For the Council
The President

2. Mail envoyé à diverses ONG (WWF, Amnesty International, Human Rights Watch, Greenpeace, Achact)

Madame, Monsieur,

En dernière année d'études à la Louvain School of Management, je réalise un mémoire sur la protection des droits de l'Homme et de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement. Pour parfaire mon travail, je souhaiterais connaître votre avis sur certaines questions relatives à la durabilité et au devoir de vigilance.

Lors d'un webinar en avril 2020, Didier Reynders, commissaire de la justice à la Commission européenne, a évoqué les challenges actuels auxquels notre société fait face. Il a mentionné les défis sociaux qui mettent en lumière les inégalités économiques entre les nations et les menaces environnementales qui pèsent sur notre société. Les dix prochaines années seront décisives pour l'avenir de la planète, selon le GIEC. A travers des objectifs ambitieux, le Green Deal européen a pour mission de repenser notre économie en intégrant le développement durable au cœur de sa stratégie.

Cette transition vers un monde plus écologique relève de la gageure. Pour mener à bien ces changements, le Green Deal européen insiste sur l'efficacité de la gouvernance d'entreprise. L'intégration des facteurs environnementaux et sociaux est fondamentale à la pérennité de l'entreprise et renforce sa capacité à affronter les défis de l'avenir.

Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement sont soumis aux pressions réprobatrices de la société et du gouvernement ce qui les obligent à se conformer aux réglementations environnementales européennes et à repenser l'organisation de leurs activités en intégrant le développement durable au cœur de leurs stratégies d'orientation.

Au cours de mes recherches, j'ai constaté que de nombreuses ONG décèlent encore un manque de communication transparente de la part des entreprises concernant leurs indicateurs qui prouvent des changements dans les chaînes de valeur. Certaines ONG réclament des renseignements concernant les actions correctives mises en place par ces entreprises. **Pensez-vous que les entreprises mettent en place suffisamment d'actions correctives pour protéger l'environnement et les droits de l'Homme ?**

Ensuite, les ONG peuvent être de véritables alliés dans la course au développement durable. **Quelle est votre position et comment intervenez-vous auprès des entreprises qui sollicitent votre aide ?**

Quelques jours après la proposition de directive de la Commission Européenne sur le devoir de vigilance, **pensez-vous que les mesures prises sont suffisamment contraignantes pour faire évoluer la tendance vers un monde plus juste et respectable ?**

Je vous remercie par avance de votre considération et vous prie de recevoir mes plus respectueuses salutations.

Olivia Clément

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve
Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique
Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique
www.uclouvain.be/lsm